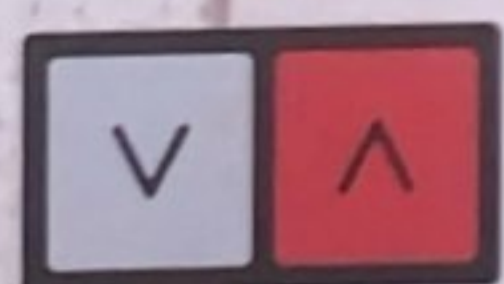


MAHAMAT IDRISSE DÉBY ITNO

**DE BÉDOUIN  
À PRÉSIDENT**



VA EDITIONS

# DE BÉDOUIN À PRÉSIDENT

**MAHAMAT IDRISSE DÉBY ITNO**

**DE BÉDOUIN À PRÉSIDENT**

**VA ÉDITIONS**

© V.A. Éditions, 2024  
98, boulevard de la Reine,  
78000 Versailles  
FRANCE

<https://www.vapress.fr/>  
<https://www.va-editions.fr/>  
<https://www.youtube.com/@vaeditions1619>



ISBN : 978-2-36093-317-4  
Dépôt légal : Novembre 2023

Le code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illécite » (art L 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Remerciements

En prenant ma plume pour écrire ce livre, ma toute première pensée est allée à l'endroit d'Allah, le Tout Puissant Créateur, qui m'a créé de rien et qui a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Je l'implore de me guider dans le droit chemin dans ma vie d'ici-bas et de me réserver une meilleure vie dans l'au-delà.

Je dédie ce livre à mon défunt père, à ma mère ainsi qu'à mes regrettées grand-mères paternelle et maternelle.

Que tous ceux et toutes celles qui m'ont soutenu de mon enfance à ce jour et qui continuent de me soutenir trouvent dans ces lignes l'expression de mon infinie gratitude et mes sincères remerciements.

# **SOMMAIRE**

<b>Avant-propos</b>	<b>11</b>
<b>Chapitre 1</b>	
De Bédouin à Soldat	13
<b>Chapitre 2</b>	
Ma carrière militaire	35
<b>Chapitre 3</b>	
Mes années à la DGSSIE	81
<b>Chapitre 4</b>	
Les défis de la transition	111
<b>Chapitre 5</b>	
L'heure du Bilan	147
<b>Chapitre 6</b>	
Ma vision pour le devenir du Tchad	159

# AVANT-PROPOS

Au lecteur étranger qui aura acquis cet ouvrage par curiosité.

Je suis issu d'un pays que vous ne connaissez probablement pas et d'une culture que vous ne comprenez peut-être pas.

Mon pays est à la croisée de déserts immenses et de forêts luxuriantes. Terre des premiers hommes, il est composé d'une mosaïque de communautés musulmanes, chrétiennes et animistes. D'éleveurs, de cultivateurs et de fiers guerriers.

Après des années marquées de conflits divers, j'ai dû, dans des circonstances dramatiques, en prendre la tête pour éviter son effondrement, œuvrer à son unité et à la réconciliation de ses fils et filles, en vue de lui offrir enfin une paix pérenne. Demain, je tenterai d'offrir également à son peuple et à sa jeunesse, le développement et la prospérité qu'ils méritent tant.

C'est pour vous expliquer qui ils sont et qui je suis qu'aujourd'hui, je prends la plume.

Pour vous expliquer aussi les rêves et les ambitions que je nourris pour nous, pour le Tchad.

Pour qu'enfin, vous nous connaissiez et compreniez, autant que nous vous connaissons et comprenons.

**CHAPITRE I**  
**DE BÉDOUIN**  
**À SOLDAT**



À cinq ans, mon quotidien, c'était d'emmener les animaux de ma famille au puits pour boire tôt le matin et de les surveiller pendant la journée.

Je n'avais pas d'autre horizon que mon village et ses petits bergers, les membres de ma famille maternelle et les paysages environnants dans le nord Kanem.

Ma destinée, je pensais que c'était d'être Bédouin. Dieu en a décidé autrement.

## **Le Bédouin**

Je suis né le 4 avril 1984 à N'Djamena. Je suis issu d'un père Zaghawa, Idriss Deby Itno et d'une mère Gourane, Dakou Oyouma Tchougoubou.

J'ai passé les deux premières années de ma vie avec ma mère, avant qu'elle ne me confie à ma grand-mère maternelle, Kalibila (Paix à son âme). Avec elle, j'ai vécu plus de cinq ans.

J'ai vécu une enfance de Bédouin pendant les sept premières années de ma vie.

Quand je dis que j'étais un nomade, un Bédouin, c'est parce que c'était la plus stricte réalité. J'étais un enfant comme les autres, un enfant qui n'allait pas à l'école, qui vivait au village et qui avait pour seule préoccupation, pour mission, de s'occuper de ses dromadaires. Ni plus ni moins, comme tous les autres enfants de mon village. Comme bien souvent, les autres enfants du Tchad à cette époque sont soit éleveurs soit agriculteurs.

On pourrait imaginer que j'avais conscience d'être différent des autres, parce que mon père était conseiller à la Sécurité.

C'est pourtant totalement faux. D'abord, à cette époque, je n'avais que cinq ans quand j'ai commencé à m'occuper des bêtes de la famille. Je vivais vraiment comme les autres garçons de mon âge, parce que c'était la seule perspective qui s'offrait à moi, mon seul horizon. Ma vie, au quotidien, consistait à prendre soin du troupeau de dromadaires qui m'avait été confié. Et ma journée commençait dès 5 h du matin. Posséder une trentaine de dromadaires faisait de nous, de ma famille, des notables. Nous faisons partie des plus aisés du village. Ce serait bien différent aujourd'hui, car certains possèdent des milliers de dromadaires !

Du haut de mes cinq ans, je n'avais jamais envisagé de faire des études. Je ne savais même pas ce qu'était l'école ! Je n'avais aucune connaissance du monde moderne. Je ne rêvais ni d'être footballeur ni d'être pilote. Mon quotidien était celui de la vie des animaux qu'il fallait abreuver au petit matin et nourrir en journée. Et mon savoir, ma connaissance, c'étaient les histoires et les traditions racontées par mes oncles. Ils m'apprenaient l'histoire ancestrale de ma famille et de mon village, et bien sûr, tous les contes traditionnels que les Bédouins connaissent.

À l'époque, évidemment, je me sentais bien plus Bédouin que Tchadien. Je n'avais d'ailleurs certainement pas conscience de ce qu'était le Tchad. Mon horizon s'arrêtait au niveau des collines, tout autour de mon village. Ma vie, c'était ma mère, ma grand-mère, mes cousins, mes oncles et mes tantes. Mon père était alors... une légende.

La première fois que j'ai vu mon père, c'était en 1988. J'avais alors quatre ans. Il était déjà conseiller à la Sécurité à cette époque et il venait de quitter son poste de Chef d'État-Major.

Rencontrer mon père fut une immense surprise pour moi. Ma grand-mère m'avait préparé à ce moment les jours précédents. Elle m'avait dit que nous allions le voir ce jour-là lors d'un voyage qui reste gravé en moi comme l'un de mes premiers souvenirs d'enfant.

J'ai compté les jours avant cette rencontre avec un père dont je ne savais rien, juste qu'il était militaire. À quatre ans, soldat ou général, je pense qu'on ne fait pas vraiment la différence. C'était juste mon père.

Le jour de la rencontre, nous étions accompagnés par l'un de mes cousins ainsi que par ma grand-mère. Qu'il était grand, qu'il était impressionnant ! Nous avons discuté avec lui en gourane puisque, bien évidemment, il parlait très bien le gourane. Je ne parlais pour ma part que ma langue maternelle à ce moment-là, la langue des petits Bédouins de mon village. Il m'a fait quelques cadeaux dont je n'ai gardé aucun souvenir. Mon plus beau cadeau, c'était de le rencontrer, de le connaître, lui.

Après cette rencontre que je n'oublierai jamais, un voyage à Faya-Largeau a été organisé par ma grand-mère. Elle possédait là-bas un champ de palmiers dattiers, c'était l'époque de la récolte. Et mon père était encore avec nous dans mon souvenir. Ce voyage reste gravé dans ma mémoire, comme un souvenir indélébile de la première fois où j'ai vu mon père. C'est un moment que je chéris encore aujourd'hui et qui occupe une place importante dans mes souvenirs.

## **Le départ du village**

À l'âge de sept ans, ma grand-mère maternelle m'a annoncé qu'il était temps que j'aille vivre avec mon père. Adieu les dromadaires, les autres enfants du village, mes oncles

Galmaï, Sougouye et Chaha qui s'occupaient si bien de moi ! Au village, j'étais le seul Zaghawa, mais ce n'était pas un problème puisque mes oncles me traitaient comme un fils. D'ailleurs, je suis resté quelques semaines de plus que prévu au village, justement parce que l'un d'entre eux que j'adorais était très malade, il avait été frappé par le paludisme. Comme il est de coutume chez nous, il avait été glissé sous la peau d'un chameau abattu pour apaiser sa fièvre. Nous n'avions à l'époque pas de médicaments, uniquement des remèdes traditionnels. Je ne voulais pas le quitter malade, mais ma grand-mère a finalement réussi à me convaincre de partir dès qu'il s'est porté mieux.

Ma famille et mon entourage n'ayant pas jugé utile de m'en informer, je ne savais pas que mon père était devenu Président. Je partais donc absolument sans savoir ce qui m'attendait. Au quotidien, mon monde c'étaient les maisons en paille, les pâturages et le puits. Les bêtes sur lesquelles veiller. Et pendant ce temps-là, depuis ma dernière rencontre avec lui, mon père était devenu chef d'un État, une responsabilité dont la réalité m'échappait. Une réalité dont je n'avais pas conscience et je ne pouvais pas en avoir conscience. Je n'avais que sept ans, je n'allais pas à l'école, nous n'avions pas la télévision.

Je me souviens très bien de mes derniers jours au village, levé à 5 h comme tous les autres jours. Ce jour où j'ai conduit le bétail une dernière fois au puits. Quelques jours plus tard, je m'en suis allé à dos de dromadaire pour Moussoro, une grande ville impressionnante, loin, très loin de la seule chose que je connaissais, mon village. Je ne savais pas si je le reverrais un jour.

Arrivée à Moussoro, j'ai passé la nuit à pleurer. J'avais quitté tout ce que je connaissais, tout ce que j'aimais, mes oncles, mes cousins, mes frères, et bien sûr ma mère qui

n'habitait pas très loin de mon village et que je voyais souvent. J'avais l'impression de les perdre pour toujours.

À leur place, je n'allais plus avoir qu'un seul référent adulte, mon père, que j'avais vu à l'âge de quatre ans pour la première et dernière fois. J'avais peur, très peur. Je ne savais rien de lui, juste que c'était mon père et qu'il m'avait offert des cadeaux. Je me souviens de la peur que j'ai ressentie, non seulement la peur de rencontrer mon père, mais aussi, et surtout, la peur de quitter mon monde connu. J'étais angoissé à l'idée de quitter mon univers, ma sécurité, et tout ce qui constituait ma raison d'être. C'était une profonde tristesse de devoir dire adieu à mes amis qui étaient restés derrière. Des amis que je n'ai pas oubliés, qui me sont restés fidèles, et que j'ai la chance de voir encore aujourd'hui pour certains d'entre eux.

## **Mes grand-mères**

Un autre changement dans ma vie allait tout bouleverser, encore un peu plus. Au quotidien, ce n'était évidemment pas mon père, Président, qui allait s'occuper du petit garçon que j'étais encore. J'ai donc été amené chez ma grand-mère paternelle, Fatimé Djar (Paix à son âme). C'était un changement de taille pour moi. Ma grand-mère maternelle, qui m'avait accompagnée après m'avoir expliqué que j'allais vivre désormais avec mon père, avait disparu quelques jours plus tôt sans que je puisse lui dire au revoir ! J'ai été très choqué : elle qui avait été là chaque jour pour moi, disparaissait de ma vie du jour au lendemain ! On m'a expliqué que je devais rester avec ma grand-mère paternelle et que c'était comme ça dorénavant. J'imagine qu'il a été décidé à l'époque qu'il serait plus simple de faire partir ma grand-mère maternelle rapidement, plutôt que d'étirer en

longueur des adieux qui n'en finiraient pas. Mais c'était assurément très dur pour moi.

Cette nouvelle grand-mère, je ne la connaissais pas du tout. Mais, par chance, elle parlait le même dialecte que ma grand-mère maternelle, le gourane, ce qui a facilité les choses. Elle a tout de suite fait son possible pour me rassurer, me disant qu'elle était avant tout ma grand-mère et qu'elle ferait de son mieux pour moi. Mes premières semaines ont été difficiles, loin de mon village, de ma grand-mère, de mes oncles et de mes cousins, mais j'ai appris à la connaître et à l'aimer très vite. Je n'avais de toute manière pas le choix.

Je n'étais jamais allé à l'école. J'avais huit ans et ne savais ni lire ni écrire. J'étais un Bédouin complet, ne parlant ni l'arabe ni le français, et me voilà à la ville. Je prenais lentement conscience que je ne deviendrais pas un Bédouin comme mes amis, restés au village. Je sentais bien que ma vie ne serait plus la même, mais je n'avais aucune idée de ce qui m'attendait.

Quinze jours ont passé dans une incertitude totale, les plus longs de ma vie. Puis, un matin, j'ai été emmené chez mon père, à la présidence. Mon père m'a salué affectueusement, me prenant aussitôt dans ses bras malgré les années de séparation. Il était, cela ne faisait pas de doute, un père pour moi, même si je ne le connaissais que très peu.

Maintenant qu'il n'est plus, je ne regrette pas les années passées sans lui, car l'affection de mes grand-mères a été très importante pour moi. Elles m'ont beaucoup donné.

Je sais aussi désormais que cette absence de père m'a rendu plus fort. Les grand-mères, ayant déjà élevé leurs propres enfants, sont d'excellentes éducatrices. Elles sont strictes, parce qu'elles souhaitent éduquer leurs petits-enfants

comme elles l'ont fait avec leurs enfants, mais en ayant appris de leurs erreurs ! Cette rigueur de leur part m'a aidé à devenir la personne que je suis aujourd'hui.

La vie bédouine m'a également endurci, les conditions aux villages étaient difficiles et exigeantes et la garde des troupeaux une responsabilité importante pour le jeune enfant que j'étais.

## **Un bon élève**

De l'âge de sept ans jusqu'à mes onze ans, je vais donc vivre avec ma grand-mère paternelle après avoir passé cinq années avec ma grand-mère maternelle. Autant vous dire que je suis très fier de mon surnom, Mahamat Kaka. Il leur rend hommage et décrit bien ce que je suis, et comment je le suis devenu. Élevé, d'abord, par mes grand-mères.

Maintenant que je suis à la ville, qu'il n'y a plus de dromadaires à amener au puits, je ne peux plus échapper à l'école. Je commence par fréquenter l'école Thilam-Thilam où j'ai suivi le CP1 et le CP2. Bien que je sois un peu en retard par rapport aux autres enfants de mon âge, n'ayant pas fréquenté le cycle maternel, je m'accroche pour apprendre à lire, à écrire, à compter et à parler l'arabe.

Bon élève, je passe directement du CP au CE2, à l'école Montaigne désormais une école française. C'est là que j'ai commencé à apprendre le français sérieusement. Ce n'était pas particulièrement difficile pour moi d'apprendre toutes ces nouvelles langues, qui plus est en même temps. En tant que Bédouin, j'avais une certaine facilité d'apprentissage, car notre esprit n'est pas encombré de distractions telles que la télévision ! Ainsi, j'assimilais les leçons plus

rapidement que les autres élèves de la ville. Cela m'a permis d'obtenir de bons résultats scolaires, et ce, encore une fois, alors que je n'avais pas fréquenté la section maternelle et que je ne savais ni lire ni écrire jusqu'à l'âge de huit ans.

On m'a souvent demandé si, petit garçon, j'avais conscience d'être « le fils du Président », si « je me sentais différent ». C'est oublier qu'à cet âge-là, un petit garçon a bien d'autres choses en tête. Bien sûr, je savais que j'étais le fils du Président, mais à l'école je me sentais comme n'importe quel autre enfant. D'ailleurs, mon père ne voulait pas nous exposer mes frères et moi en tant que fils du chef de l'État. Il préférait que nous vivions comme tous les autres garçons ! Ainsi, si je me rendais à l'école en voiture, si j'étais déposé par un chauffeur pour des raisons de sécurité évidentes, il n'y avait aucune marque ni distinction particulière, tant sur la voiture que dans ce rituel logistique. Une fois mes cours terminés, le même chauffeur venait me chercher et me ramenait chez ma grand-mère.

J'étais, je pense, un bon élève, ce qui m'a permis de poursuivre mes études à l'école Montaigne du CE2 à la 6e.

Une chose a changé cependant dans mon quotidien laborieux. À l'entrée au collège, mon père décide que ses fils doivent le rejoindre. Je me retrouve donc réuni avec mes autres frères. Certains ont tout juste sept ans. Nous vivons dans une maison rien qu'à nous, où nous avons un précepteur pour nous aider à faire nos devoirs, ainsi qu'un marabout pour nous accompagner. Mais surtout, surtout, notre grand frère Brahim (Paix à son âme), qui vit avec nous et qui a quatre ans de plus que moi, devient notre tuteur. Il nous encadrait, nous aidait au quotidien, regardait nos devoirs. Il était avec nous tous les jours jusqu'à ce qu'il parte quelque temps plus tard pour les États-Unis, après avoir obtenu son BAC.



Plus je grandis, plus je vois mon père. Il était toujours très occupé, je comprends aujourd'hui à quoi pouvaient ressembler ses journées. Il devait tout reconstruire après des décennies de guerre. Malgré cela, il trouvait le temps pour nous voir. Bien sûr, il n'était pas le genre de père avec qui l'on joue à des jeux de société ou avec des voitures télécommandées. Le temps lui manquait pour cela ! Mais il s'intéressait à nous, à chacun de nous, examinait nos bulletins de notes et nous encourageait ou nous grondait. Et il écoutait quand nous lui parlions de nos projets. Quand je lui ai dit ce que je voulais faire plus tard dans la vie, j'ai su des années plus tard qu'il m'avait écouté. Et qu'il avait cru en moi.

Je bénis ce temps passé entre frères, on s'amusait tellement bien ! On jouait aux billes, au football, on faisait du roller. C'était notre belle-mère Wazina qui nous avait offert ces rollers. Elle était l'épouse de notre père et s'occupait très bien de nous. Elle veillait sur nous tous à chaque instant et nous soignait quand nous étions malades. Elle était très affectueuse et nous traitait comme ses propres enfants.

À l'école Montaigne, jusqu'en 5e, je me suis fait des amis précieux qui font encore aujourd'hui partie de ma vie. Abdel-aziz Arzam Khan, aujourd'hui interprète, était l'un d'eux. De cette époque, j'ai aussi gardé Ali Lamine ou encore Hamdoun Timane Erdimi (Paix à son âme).

## **Un jeune Tchadien comme les autres**

À l'école française, j'étais entouré d'enfants de familles importantes tchadiennes et aussi de nombreux Français, ce qui était plus courant à l'époque qu'aujourd'hui. Parmi mes camarades, il y avait beaucoup d'enfants de militaires, de

professeurs et de diplomates. Nous nous sommes facilement liés d'amitié. Ils étaient conscients que j'étais le fils du Président, mais cela ne créait pas de mystification autour de moi. J'étais traité à l'école comme les autres enfants, aussi bien par les professeurs que par les autres élèves, sans prétention ni distinction particulière.

Bien sûr, la plupart des professeurs étaient français. J'étudiais donc dans un environnement majoritairement blanc et francophone. Bien qu'il y ait également eu des élèves Tchadiens avec moi, le français était la langue d'enseignement principale et le programme scolaire français la colonne vertébrale de notre parcours. Bien que ce soit une réalité tout à fait nouvelle et surprenante pour moi, je n'étais pas déstabilisé, mais au contraire avide de découvertes. J'étais là pour étudier, pour absorber tout ce qu'on m'enseignait ! Les cours étaient très axés sur la France, que ce soit en histoire, en géographie ou en littérature. Les programmes de français étaient focalisés sur le vocabulaire, la grammaire et le lexique. Et la présence d'élèves français, qui échangeaient naturellement dans leur langue maternelle, a facilité mon apprentissage en me plongeant en immersion dans leur culture.

Quand j'étais un petit Bédouin, je ne soupçonnais même pas l'existence de tout cela. Et voilà que j'apprenais l'histoire de Napoléon, le débit de la Loire, la puissance de l'agriculture française...

À la maison, entre frères, nous parlions principalement le français. Avec ma grand-mère, en revanche, je continuais à parler notre langue maternelle et elle m'a également enseigné le zaghawa. Quant à mon père, nous parlions majoritairement en français. Il était loin le temps du petit Bédouin impressionné par ce grand homme en uniforme qui parlait pourtant le même dialecte que moi !

Le collège, ce sont aussi les premières fêtes entre camarades de classe, des « boums », où nous étions invités les uns chez les autres. Des fêtes où il y avait aussi bien des garçons que des filles... C'est l'époque des premiers béguins ! Mais ma vie allait prendre, à nouveau, une nouvelle route.

## **Mes premiers pas hors du Tchad**

Pour nous motiver à bien travailler en classe, mon père avait décidé que ceux de ses enfants qui auraient de bonnes notes à la fin de l'année partiraient en voyage. J'ai quatorze ans, j'ai quitté mon village et mes chameaux sept ans plus tôt, je parle plusieurs langues quand je n'en parlais qu'une seule en arrivant à N'Djamena. Et maintenant, mon père nous fait miroiter la perspective d'un voyage à l'étranger. Aux États-Unis !

C'était la première fois que je quittais le Tchad pour aller à l'étranger. Mais plus encore, c'était la première fois en dehors de l'école que j'allais être confronté à une réalité complètement différente, à d'autres façons de vivre. Je me sentais attiré, comme un papillon par la lumière. Le bonheur, l'excitation et l'impatience se mêlaient en moi à l'idée de ce départ, de cette aventure. J'étais un adolescent très heureux d'aller là-bas.

Pendant ce mois aux États-Unis, nous avons visité Washington et ses musées, la Virginie, des parcs nationaux et des parcs d'attractions. C'était aussi ma première fois à la plage, face à la mer.

Nous étions partis avec mes frères, tous mes frères. Le voyage réservé à ceux qui avaient de bonnes notes, ce serait pour une autre fois ! Seul absent malheureusement, notre grand frère qui n'était pas du voyage car c'était l'année de

son baccalauréat. Pendant le voyage, nous étions également accompagnés par notre cousin Abbas Mahamat Tolli, qui s'occupait de nous pendant toute la durée de nos vacances. Nous étions de simples voyageurs aux États-Unis, des touristes standards. Les autorités américaines ne savaient sans doute même pas que nous étions sur leur territoire !

De retour au Tchad et malgré le plaisir intense d'avoir tant découvert, je n'avais aucun regret. Pour moi, c'étaient simplement des vacances. Je n'avais pas spécialement envie de vivre dans ce pays, les États-Unis, car je savais déjà que mon pays, c'était le Tchad.

L'été suivant, c'est en Espagne que nous sommes envoyés par notre père. Cette fois, seuls ceux qui ont eu vraiment de bonnes notes pendant l'année sont du voyage et j'en fais partie ! J'ai reçu les encouragements du conseil de classe, je suis en 5e. Ce que je ne savais pas, c'est que ma réussite scolaire allait m'éloigner, un temps, du Tchad.

## **À l'école en France**

Mon père me convoque à la fin des vacances. « Tu vas aller poursuivre tes études en France. » Je pensais entrer en classe de quatrième à Montaigne, à N'Djamena, et me voilà le lendemain ou le surlendemain dans un avion pour la France. Un nouveau « choc » dans ma vie.

À Paris, je suis accueilli par ma grande sœur, Amira, mariée, qui avait déjà de petits enfants, mais qui continuait cependant ses études. Nous partions ensemble à l'école, prenant le métro depuis Porte de Champerret, dans le 17e

arrondissement, pour rejoindre mon école dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Il ne me fallait que quelques mètres pour parcourir le trajet de la maison à la station de métro.

J'avais seize ans. Neuf années s'étaient écoulées, désormais, entre le moment où je me trouvais dans le désert, parlant une seule langue, vivant en Bédouin. Neuf ans plus tard, je prenais le métro dans l'une des plus belles villes du monde. J'avais déjà visité les États-Unis et l'Espagne, même si c'était juste pour les vacances. Maintenant, je vivais à Paris. C'était un véritable changement de vie pour moi, mais c'était ainsi que mon père voulait ses enfants : fiers de leurs origines, mais parfaitement ouverts au monde et aux autres.

Forcément, adolescent, curieux, je voulais tout comprendre et tout explorer. Ma grande sœur Amira Idriss connaissait déjà la ville, ayant vécu là plusieurs années avant moi. Elle me guidait donc dans cette découverte.

Vivre et aller à l'école à Paris était un tout autre monde pour moi. Qu'il était loin le temps du jeune enfant qui avait beaucoup pleuré en quittant sa grand-mère maternelle ! À Paris, c'était l'euphorie constante. J'étais dans une autre galaxie et je me suis rapidement adapté. J'étais tout sauf perdu ou désorienté. En tant qu'Africain, en tant que Bédouin, on s'adapte vite aux situations !

À l'école, les petits Français ne savaient pas que j'étais le fils du Président du Tchad. Pour eux, j'étais juste un Africain. D'ailleurs, ils ne connaissaient même pas le Tchad ! Pour autant, il y avait de tout dans mon école : des Français, des étrangers et même des Français noirs, ce qui m'a un peu étonné à l'époque. Je dois bien préciser qu'à aucun moment, je ne me suis senti méprisé par quiconque.

Curieusement, ma classe de 4<sup>e</sup> a été très facile. Les cours étaient en réalité plus simples que ceux de l'école française de N'Djamena ! L'école française Montaigne, affiliée à l'académie de Bordeaux, était manifestement plus exigeante que la majorité des écoles françaises en France.

Mon père ne nous avait pas appris à vivre comme des fils de Président. Il voulait que nous nous mélangions avec les autres, raison pour laquelle ma sœur et moi allions à l'école en métro, sans garde du corps. Pourquoi en aurions-nous eu besoin d'ailleurs ? Il tenait absolument à ce que nous restions simples et discrets. Conséquence, pour nous : la vie de fils ou fille de Président, nous ne l'avons pas vécue. Au contraire ! À Paris, nous avons une vie tout ce qu'il y a de plus ordinaire. Par exemple, mon père ne me donnait pas d'argent de poche. C'était mon tuteur qui me donnait les tickets de métro mensuels ou m'inscrivait à la cantine. J'allais au cinéma avec ma sœur. Comme tout un chacun.

Mon tuteur, Issa Mahamat Tolli, un cousin décédé lors de la guerre de février 2008 (Paix à son âme), envoyait à chaque fin de trimestre mon bulletin à mon père. À l'époque, le téléphone portable était encore un luxe et nous n'en avions donc pas. Je me souviens que mon père m'avait laissé un message sur le répondeur de la maison, me félicitant pour mon travail et me disant qu'il avait pris le billet d'avion pour mon retour aux vacances de Noël.

C'est pendant ces vacances de Noël à N'Djamena que mon frère Zakaria et moi avons conduit pour la première fois. Comme pour tout adolescent, ce fut une expérience nouvelle et excitante pour moi. Une de plus dont le souvenir heureux me reste en mémoire encore aujourd'hui !

J'ai terminé cette première année en France, en classe de 4<sup>e</sup>, avec une excellente moyenne. C'est ce qui a décidé mon père : je devais continuer mes études en France, mais cette fois, avec mon frère Zakaria, dans un internat à Châtillon-sur-Marne (école Prieuré de Binson).

## À l'internat

Nous voilà, mon frère et moi à Chatillon-sur-Marne en Champagne, au beau milieu de la campagne. Rien à voir avec ma vie parisienne, cette fois je devais chaque semaine enchaîner trois heures de bus et de métro pour rejoindre l'internat ! Changer d'école chaque année, pour moi, c'était un peu partir à l'aventure, je n'avais plus peur. C'était bien aussi, parce que j'avais désormais mon frère à mes côtés !

À notre internat catholique, nous n'étions pas les seuls Africains. Il y avait également avec nous un Camerounais et un Sénégalais.

Dans cette école, il n'y avait bien évidemment ni mosquée ni imam. C'était un problème pour nous au début, surtout pendant le ramadan. Nous avons essayé de faire le ramadan avec mon frère durant 2 à 3 jours, mais c'était en réalité intenable. Finalement, nous avons dû arrêter. J'avais commencé l'école coranique avec ma grand-mère paternelle, mais là, je savais que je devrais suspendre ma formation morale et spirituelle quelque temps. Pour autant, je n'avais pas de problème avec ma Foi, je la vivais sereinement et dans le respect de tous. Nous étions parfaitement intégrés. Nous avons même été invités une fois à participer à la messe.

Internes la semaine, nous rentrions tout de même à Paris le weekend ou pour les vacances chez ma sœur, ce qui m'a permis de continuer à voir certains de mes anciens camarades de classe, qui sont devenus des amis fidèles que je vois encore aujourd'hui. À l'internat, comme dans les films ou les livres, on faisait bien sûr quelques petites bêtises entre amis, des bêtises de notre âge... Une ambiance potache et bon enfant... On bravait quelques interdits et on fumait aussi en cachette. Interne, j'étais plus concentré sur les études et sur le travail que jamais, ce qui me permit de terminer ma 3e avec d'excellents résultats.

## **11 septembre 2001**

Si mon année à Châtillon-sur-Marne a surtout été studieuse, internat oblige, j'ai été très marqué par un épisode survenu au tout début et dont le monde entier se souvient encore.

Nous étions le 11 septembre 2001. J'étais musulman et c'était la première fois que j'entendais le mot « terrorisme » associé à ma religion. J'avais eu la chance de visiter New York en 1998, y compris le World Trade Center, avant d'aller à Washington et en Virginie. Voir ces attaques à la télévision était pour moi très choquant.

Je me trouvais dans un pays étranger, majoritairement chrétien, dans une école catholique, et pourtant jamais personne ne m'a posé de questions sur ma religion ou ne m'a regardé de travers. Pourtant, j'avais envie de dire à tout le monde que pour moi, ce n'était pas ça la religion, ma religion ! L'Islam, tel que je le connais et tel qu'on me l'a enseigné, prône la paix. L'Islam n'encourage pas la violence ni la barbarie, mais bien plutôt le vivre ensemble. Le



11 septembre 2001, j'ai eu le sentiment que ma religion était trahie.

Aujourd'hui que je suis le chef de l'État, au Tchad, je me dois de dire et de répéter que ce n'est pas ça, l'Islam. L'Islam que je connais et que je pratique n'a rien à voir avec celui d'Ousama ben Laden, d'al-Qaïda ou de l'État islamique, et de tous les terroristes qui se revendiquent islamistes. Soldat, je les ai combattus et les combattrai encore, tant qu'il le faudra, sur le champ des idées comme sur le champ de bataille.

À N'Djamena, la cathédrale est juste à côté de la place de la Nation et non loin du palais présidentiel. Cela montre que les chrétiens ont toute leur place dans notre société !

Dans notre république multiculturelle, chacun est libre de pratiquer sa Foi, que ce soit en tant que chrétien, musulman ou animiste. Chacun est libre de ses choix et notre république laïque est notre trésor commun. Avant d'être des communautés, avant d'être des musulmans ou des chrétiens, nous sommes avant tout des Tchadiens. J'en suis aujourd'hui le garant et c'est une priorité absolue.

## **Retour au Tchad**

Mes années de lycée, c'est au Tchad que je vais les vivre. Bien qu'excellent élève, je survole un peu ma classe de seconde sans me donner beaucoup de mal, bercé par l'insouciance de l'adolescence ! J'ai bientôt dix-sept ans, je commence à sortir avec des amis, à m'amuser, ce qui me vaut quelques difficultés à valider mon passage en première.

Cette classe de première, je choisis de la faire dans un Lycée Tchadien, le Sacré-Cœur à N'Djamena, pour mieux apprendre l'histoire de l'Afrique et du Tchad. C'est alors qu'à l'occasion d'une histoire médiocre avec un professeur, je sors de l'anonymat qui était le mien jusqu'ici. Ce professeur me reproche de l'avoir bousculé en sortant de classe, et me bouscule à son tour. Je réplique en le poussant et il me pousse à nouveau en retour.

L'histoire, qui pour tout autre élève que moi aurait dû en rester là, me vaut un renvoi de l'école et sort dans la presse. Le fils du Président, mais qui était resté discret et inconnu jusqu'à présent, apparaît à la lumière à mon grand désavantage : c'est le scandale ! Les professeurs manifestent et l'école est même fermée pendant une semaine. On apprendra très vite que cette histoire n'est qu'un prétexte et une manière de faire pression sur l'État, notamment pour des histoires politiques. Je ne suis qu'un dommage collatéral.

Mais l'affaire a fait trop de bruit, la presse désormais me connaît, je ne vais plus avoir la paix. Mon père décide de m'envoyer finir ma classe de première à Abéché dans l'est du pays, au lycée Hissein Mahamat Itno. Mon frère Zakaria est avec moi et tous les deux nous prenons une décision audacieuse : nous allons faire nos deux dernières années de lycée en un an ! Le matin nous suivons les cours de première et l'après-midi, les cours de terminale. Nous passerons donc notre bac de français avec toutes les autres épreuves. Avec succès !

## **Mon rêve se réalise**

Alors que j'étais en classe de troisième en France, j'avais dit à mon père, lors de mes vacances à N'Djamena, que je voulais faire l'armée. Mon père m'avait alors simplement

répondu : « C'est ton choix. Mais avant, il faut que tu aies ton baccalauréat. »

Mon bac désormais en poche, le début de l'été est surprenant ! Au lieu de nous envoyer en vacances à l'étranger comme il l'avait fait par le passé pour nous récompenser, mon père nous envoie, mes frères et moi en vacances à Bahai, au village de mon oncle Sultan Timan Deby (Paix à son âme) ! C'est pour nous le retour aux sources, très loin des vacances aux États-Unis, en Espagne ou de nos années de collégiens en France.

Nous profitons de ce retour aux sources lorsqu'un matin, alors que nos vacances se déroulent dans la plus parfaite insouciance, le village s'anime brusquement et j'apprends qu'on me cherche partout. « Un hélicoptère français te cherche, dépêche-toi ! »

J'embarque sur le champ dans l'hélicoptère sans rien savoir ni comprendre de ce qui m'arrive. J'apprends juste qu'il doit me déposer à Abéché. Arrivé à Abéché, cette fois c'est un avion militaire français Transall qui m'attend et décolle aussitôt pour N'Djamena. Que se passe-t-il donc de si important qui exige que je sois conduit à toute vitesse vers la capitale ? Les soldats et officiers français que je croise ne me sont pas d'un grand secours, ils ne savent rien de plus, mais perçoivent mon inquiétude.

Arrivés à l'aéroport de N'Djamena, un officier tchadien nous attend et nous dit simplement que je dois me rendre rapidement chez mon père.

Me voici donc, seul, au palais. Il me fait face et me lance :

« Tu te souviens de notre conversation, quand tu étais en classe de troisième ? Que tu voulais faire l'armée après ton bac ?

- Oui bien sûr !
- Tu le veux toujours ?
- Oui toujours !

- Alors demain matin, tu pars en France. Tu pars faire ta préparation aux écoles militaires. »

La veille, un dimanche, j'étais au village. Ce lundi, après un vol en hélicoptère puis un autre en Transall, je me retrouvais dans la chambre de mon père, le Président, qui m'annonçait mon départ le lendemain matin pour la France, afin d'intégrer une prépa militaire. Le petit Bédouin qui se levait à 5 h et guidait les dromadaires vers le puits était vraiment très loin désormais. Cette fois plus qu'une nouvelle aventure, une nouvelle vie allait commencer.

Mon frère Adam et moi partons donc en avion pour Paris, accueillis par un conseiller de la présidence tchadienne qui était déjà sur place, Abakar Manani. C'est lui qui nous emmènera en train à Aix-en-Provence.

Nous sommes le 2 août 2005, je vais enfiler l'uniforme d'un simple soldat, et même, d'un simple élève d'école préparatoire militaire, pour faire mes premières « classes ». En l'occurrence, trois semaines de PMS (préparation militaire supérieure) avec les chasseurs alpins. Les officiers et mon adjudant-chef savent parfaitement qui je suis. Pour autant, je ne bénéficie d'aucun traitement de faveur particulier. On m'aboie dessus comme les autres, je dois faire les mêmes TIG (travaux d'intérêt général – corvées) que les autres. Mon seul avantage sur mes camarades : j'ai déjà porté les armes, je sais déjà tirer. Il y avait eu encore une tentative de coup d'État le 16 mai 2004, quelques mois plus tôt : les armes faisaient déjà partie de mon univers. J'étais déjà formé, comme beaucoup de jeunes tchadiens de mon âge d'ailleurs, au maniement des armes. Mais pour la première fois, j'étais un militaire à 100 %. Je m'apprêtais enfin à embrasser le métier de soldat et à passer les concours des écoles d'officier. Le destin en décidera autrement.

## **CHAPITRE II**

# **MA CARRIÈRE MILITAIRE**

Dans ma vie, j'ai toujours voulu avant tout être militaire. Même si aujourd'hui je suis Président de transition, je sais que ce choix était mon choix premier, libre.

Le destin, c'est le choix de Dieu. J'ai toujours été attiré par l'armée et même si aujourd'hui je suis dans une position différente, je reste et resterai toujours un militaire dans l'âme.

## **Ma vocation**

Me voici donc à Aix-en-Provence. On me remet un équipement militaire complet et me voilà plongé dans cette préparation militaire au cœur des chasseurs alpins. Cette expérience intense a marqué pour moi le tout début de ma formation au lycée militaire. J'avais alors vingt-et-un ans et mon rêve de faire une carrière militaire allait se réaliser !

Si j'avais déjà été en pension, le lycée militaire n'avait rien à voir côté exigence et discipline. Chaque jour, cela commençait par l'apprentissage de la rigueur. Il fallait que je fasse mon lit au carré, que je participe aux corvées, que j'obéisse sans discuter aux sous-officiers. Les « rassos » à 6 h du matin, l'ordre serré... C'était vraiment l'armée.

Rejoindre l'armée était réellement mon choix personnel, alors qu'en tant que fils de Président, on pourrait imaginer que je n'étais pas entièrement libre de mon orientation. Mon père aurait effectivement pu décider d'un tout autre avenir pour moi, comme m'envoyer dans une école de sciences politiques ou une école de commerce. Mais j'avais exprimé ce désir d'être militaire en classe de troisième et il n'avait jamais oublié. Lorsqu'un hélicoptère est venu me chercher, et que mon père nous a annoncé notre départ en France pour intégrer un lycée militaire, c'était une surprise.

Mais en accord avec la vision que mon père avait pour nous ! Il avait respecté nos désirs et nous avait laissés choisir notre voie après le bac, il croyait en nous pour nous épanouir dans cette carrière qu'il connaissait si bien.

Bien évidemment, mon père a été un élément clé dans mon envie et ma décision de devenir militaire. Le fait d'avoir vécu à la présidence, entouré de militaires, a certainement contribué à forger cette envie. J'avoue que j'avais aussi envie de faire l'armée pour pouvoir être plus souvent avec lui. Je ne me voyais pas être commerçant, entrepreneur ou bien faire de la politique !

Choisir la carrière des armes signifiait aussi pour moi avoir conscience que l'on s'engage dans un métier où se battre et défendre l'unité de la nation sont des devoirs concrets et des rôles essentiels. Que j'y serai confronté tôt ou tard ! J'avais bien sûr vu des films de guerre, mais pas plus que cela, j'avais appris la mort de bien des personnes que je connaissais, et même vu certains de mes proches mourir. J'avais déjà affronté la mort et je connaissais les risques liés à ce choix. Je savais aussi ce que l'armée impliquait : le maniement des armes, les uniformes, les véhicules militaires. Je vivais de longue date dans un environnement armé et j'avais déjà une bonne idée de ce que c'était. Mais je ne voulais pas seulement être militaire pour l'apparat ; je voulais vraiment servir mon pays et si besoin me battre.

Finalement, je peux dire aujourd'hui sereinement que ce choix de devenir militaire était également un choix guidé par Dieu. Et jusqu'à cet instant, au moment d'écrire ces lignes, je ne le regrette pas, car c'est finalement le métier où je me sens le plus à l'aise. Aujourd'hui en tant que Président de transition, je vois l'exercice du pouvoir comme une conséquence logique de mon parcours au service de mon pays. Même si tout au long de ma carrière, j'ai toujours imaginé que le maximum atteignable pour moi, c'était de devenir

Chef d'État-Major des armées. Je n'avais jamais imaginé plus ni ambitionné moins d'ailleurs.

Et pourtant, le destin a finalement décidé que je devais répondre à l'appel de mon pays et prendre la tête du CMT (Conseil Militaire de Transition) et devenir ainsi Président de transition. Décision que j'ai acceptée sans hésiter, logiquement, puisqu'il s'agissait de servir son pays. C'est pour ces raisons que le Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) m'a donné l'autorisation de me présenter aux futures élections. Et même si j'ai choisi cette voie, je resterai cependant général à vie, car les généraux conservent ce titre même en retraite. Les militaires, même lorsqu'ils s'engagent en politique, restent des généraux. Je suis fier de ce titre, car il résulte de mon engagement pour mon pays.

Je pourrais bien sûr envisager de mettre fin à ma carrière et à mes fonctions militaires pour me consacrer à un rôle plus politique. Mais dans les faits, mon parcours militaire fera toujours partie intégrante de mon identité profonde. Quel que soit mon rôle futur, les gens m'appelleront toujours général, tout comme un médecin reste un « docteur » et un avocat reste un « maître ».

## **En classe préparatoire**

La préparation militaire avec les chasseurs alpins a été extraordinaire. Nous étions dans la campagne du sud de la France, en été, et le cadre était magnifique. Nous avons escaladé des montagnes, ce qui était une première pour moi, et ce dans des conditions parfois extrêmes. Certains d'entre nous avaient du mal avec la chaleur. Mais là encore, l'homme africain a un avantage significatif sur les autres.



Pour nous, il ne fait pas vraiment chaud en dessous de quarante degrés à l'ombre ! Les entraînements de la préparation militaire étaient cependant réellement difficiles et exigeants, mais c'était une expérience nouvelle et enrichissante pour moi.

Après ces quinze jours sur le terrain, j'intègre pour de bon le lycée militaire. J'avais la chance d'être avec mon frère dans la même chambre que nous partagions avec un camarade de classe français. Un excellent élève, qui était le premier de la classe. Cette première année au lycée militaire a été difficile, surtout en raison de la méthode d'enseignement française en classe préparatoire, extrêmement exigeante, car les concours des grandes écoles sont très difficiles et le niveau était particulièrement élevé, mais j'ai rapidement réussi à m'adapter au rythme de travail soutenu et aux méthodes rigoureuses.

## **Nouvelle attaque**

Nous sommes en 2005 et je suis rentré à N'Djamena pour les vacances de Noël. C'est à ce moment-là que les rebelles en profitent pour attaquer. Leurs colonnes déboulent vers Adré, en provenance du Soudan. Mon père part aussitôt pour encourager les hommes sur le terrain, pour lui la place du chef est sur le front. Mon frère Ibrahim et moi l'accompagnons. Je porte un uniforme tchadien de simple soldat, mais je place la pucelle du lycée militaire d'Aix-en-Provence sur ma poitrine.

C'est ma première fois sur le front. J'observe attentivement notre armée à la manœuvre et le rôle de chacun, du général au simple soldat. Les rebelles sont repoussés facilement mais il était assez clair qu'ils allaient revenir bientôt. Une fois de plus.

Je suis rentré à l'école à Aix-en-Provence avec mon frère depuis janvier. Les concours blancs sont durs, très durs, mais nous nous en sortons avec les honneurs. J'ai de bons résultats, je vais pouvoir passer en deuxième année et tenter le concours de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr, la grande école des officiers de l'armée française, celle de De Gaulle, de Lyautey et de tant d'autres.

Mais le mercredi 12 avril 2006, nous apprenons avec mon frère que des rebelles foncent de nouveau sur la capitale. Les vacances de Pâques sont dans trois jours, je n'hésite pas un instant. Je vais rentrer au pays, sans même prendre le temps de demander une permission. Pas question de faire un rapport qui mettra des heures à parcourir la voie hiérarchique et peut-être même montera jusqu'à Paris. Chaque heure compte. Il faut que j'attrape le premier avion pour le Tchad. Je profite que le mercredi après-midi est en quartier libre pour quitter le Lycée et je saute dans le premier TGV pour Paris. J'ai un téléphone portable, mais je ne préviens personne pour éviter qu'on ne me rattrape. On ne me court pas non plus après, l'encadrement doit simplement me penser en retard.

Le premier avion pour N'Djamena décolle le lendemain, jeudi 13 avril. À Roissy, j'appelle un de mes frères sur place pour lui dire que je suis dans l'avion pour le Tchad. Je le conjure de ne rien dire à mon père ni à personne. Qu'il vienne me chercher à l'aéroport si c'est possible.

Rien ne dit que l'avion pourra atterrir. Je suis très choqué, car à bord, il n'y a que moi et des journalistes. Le pilote d'Air France nous prévient au décollage qu'il y a la guerre et que s'il ne peut pas se poser, il déroutera l'appareil à Niamey. Nous atterrissons pourtant à 18 h, comme prévu. L'aéroport était resté fermé, inaccessible une grande partie de la journée à cause de la menace des rebelles. Il venait juste de rouvrir. Je suis donc dans le premier avion civil qui atterrit à N'Djamena au jour de l'attaque.

L'attaque éclair des rebelles, repoussés une fois de plus par l'armée tchadienne en quelques heures, a fait des dégâts et surtout des morts, beaucoup de morts. Des gens que je connaissais, de ma famille, des connaissances proches. C'est la première fois que je vis la guerre d'aussi près, en tant qu'homme, avec la mort qui frappe. Je veux devenir militaire, je suis en prépa pour passer le concours d'officier et servir mon pays, tout cela devient soudainement très concret pour moi.

Ces « vacances » me confortent dans mon choix. Nous enterrons nos morts. Je rentre en France à reculons, non que je n'aie pas envie de terminer mon année d'école, mais je sais désormais que je veux impatientement revenir ici.

De retour au Lycée à l'école Militaire d'Aix-en-Provence, personne ne me fait d'histoire. Je pense qu'ils ont compris ce qui m'est passé par la tête, ma réaction de jeune cadet. On ne me reproche même pas d'être parti sans autorisation et sans prévenir trois jours avant le début des vacances de Pâques. Peut-être aussi que cette fois, le fait d'être le fils du Président du Tchad joue en ma faveur. On ferme les yeux, en raison du contexte, de la rébellion armée chez moi. En réalité, encore aujourd'hui, je pense qu'ils ont compris les circonstances et ont décidé de ne pas me punir ni même de me faire de reproches. Les officiers et sous-officiers qui nous commandaient à l'école avaient, dans leur grande majorité, participé à des opérations militaires avec l'armée française, parfois en Afrique ou en Afghanistan. Eux, ils savaient et me comprenaient comme des frères d'armes.

Évidemment, mes camarades de prépa me demandent ce qui s'est passé. Eux aussi se destinent à une carrière militaire, pour faire probablement la guerre un jour, et moi je viens de la vivre. Je leur raconte comment les prisonniers ont été amenés sur la place de l'Indépendance avec le matériel capturé à l'ennemi, pour être présentés aux Tchadiens

et célébrer la victoire sur les rebelles. Je leur raconte comment j'ai sillonné la ville pour voir les barrages qui ont arrêté les colonnes. Je leur parle des traces des combats très rudes dans les grandes avenues, très près de la présidence. Je leur décris les carcasses de véhicules détruits, brûlés, les impacts de balles partout. L'odeur du feu, de la mort.

Cette attaque était survenue en pleine campagne présidentielle. Le soir même de l'attaque, mon père décidait de ne pas suspendre le processus électoral. Il allait gagner les élections quelques semaines plus tard, alors que de mon côté, je terminais mon année à Aix-en-Provence. Dans un an, je devrais passer les concours d'officier.

En écrivant ces lignes, je me rends compte que mon père ne m'a jamais demandé pourquoi j'avais fugué de l'école pour rentrer plus tôt. Je me plais à penser que tout père doit être fier de voir son fils tout quitter pour le rejoindre dans la difficulté. De mon côté, j'étais fier, très fier de l'armée tchadienne qui a eu raison des rebelles en un jour. On parlait tout de même de quatre cents à cinq cents véhicules remplis de rebelles, bien équipés, bien armés, arrivant par le Soudan sans crier gare. À l'époque, l'armée tchadienne n'était pas très bien équipée. On peut même dire qu'avec les rebelles, elle était à armes égales ! Et malgré cela, l'armée tchadienne a décimé l'ennemi en quelques heures. Cela me confortait encore plus dans mon choix de faire carrière à leurs côtés, parmi eux dans l'armée nationale de mon pays.

Malgré toute la pression qui pesait sur les épaules de mon père, la charge de chef de l'État, la campagne électorale, les incursions armées, il avait trouvé le temps pendant ces vacances de Pâques d'échanger avec moi pour s'enquérir de comment se passait mon instruction à Aix-en-Provence. Désormais, il n'y avait plus de grand frère pour faire l'interface, j'étais en prise directe avec mon père et son conseiller

à Paris, y compris pour regarder mes notes et mes évaluations.

Je me souviens particulièrement bien d'une de mes conversations avec lui pendant ces vacances : « La meilleure chose que mon père m'a laissée, c'est l'éducation. L'éducation parentale et l'éducation à l'école française. Mon meilleur héritage, c'est ça. Et c'est ça qui a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. Ne pensez pas que vous recevrez de l'argent de moi un jour. Concentrez-vous sur vos études. La seule chose qui vous aidera pour votre avenir, c'est votre éducation. »

Après cela, difficile de ne pas rentrer à Aix pour donner le meilleur de moi-même. Je termine ma première année de préparation aux concours militaires avec d'excellentes évaluations. Quelques mois me séparent du concours pour entrer à Saint-Cyr. Le destin, une fois de plus, allait en décider autrement.

## **Bientôt officier**

La situation demeure compliquée et tendue au Tchad. Les rebelles se sont réorganisés. Je retourne à Aix-en-Provence en septembre avec des pieds de plomb. Heureusement, je suis toujours dans la même chambre que mon frère en deuxième année. La situation politique et militaire au Tchad occupe nos esprits et nos conversations le soir. J'obtiens de pouvoir rentrer à N'Djamena à la Toussaint et demande à parler à mon père.

« Père, j'ai beaucoup de mal à étudier en France alors que mon esprit est ici, je ne suis pas tranquille. Je ne peux pas avoir de bons résultats dans ces conditions ».

Je me fais dûment sermonner. Mon père était très fier de nous savoir avec mon frère dans une prépa militaire en

France. Il nous imaginait déjà à Saint-Cyr, élèves officiers dans l'armée française.

« Il n'en est pas question. Tu vas partir ! Sors ! »

Me voilà descendant l'escalier, après avoir quitté la chambre de mon père sans dire un mot. Je sais qu'il veut mon bien, mais ma place est ici, je ne veux plus retourner en France dans ces conditions.

Je n'ai pas encore quitté la résidence présidentielle que me voilà rattrapé par ma belle-mère Hinda.

« Reviens, ton père veut te parler. »

Je suis dans mes petits souliers, je m'attends à de nouvelles remontrances en bonne et due forme.

« Tu es sûr que tu ne veux pas continuer ?

- Oui, je ne veux pas continuer !

- Mais est-ce que tu veux arrêter complètement l'armée ?

- Je ne veux pas arrêter l'armée. Mais je ne suis plus à ma place à Aix-en-Provence. Je veux continuer ici au Tchad.

- Tu en es sûr ? Alors, tu vas devoir assumer ton choix ! »

Me voilà inscrit dès le lendemain à l'école d'officiers de N'Djamena, le Groupement des Écoles Militaires Interarmées (GEMIA). Je profite d'une opportunité intéressante : une formation semi-directe d'élèves officiers, en neuf mois au lieu de trois ans. Il s'agit d'un tout nouveau programme créé l'année précédente pour faire sortir plus rapidement des officiers de l'école. Mes années en prépa militaire en France sont prises en compte et me permettent d'être inscrit. Je vais devenir officier en neuf mois. L'armée tchadienne a besoin de cadres.

Au passage, ceux qui se figurent que j'ai bénéficié d'un traitement spécial pendant mes classes d'élève officier se méprennent grandement. Si j'avais été bahuté (rituel d'intégration dans les préparations aux grandes écoles) en première année à Aix-en-Provence, le bahutage à l'école d'officier de N'Djamena était une tout autre affaire, beaucoup plus dure. La tradition commande de ne pas révéler ce qui se passe pendant cette initiation. Mais je peux garantir que l'on ne m'a pas fait de cadeau, même fils de Président. J'étais un élève lambda parmi soixante-trois jeunes Tchadiens et Tchadiennes, avec deux de mes cousins, Zakaria Timan Deby (Paix à son âme) et Abbas Hassan, déterminés à servir leur pays en rejoignant les rangs de l'armée comme officiers. Le rythme est très soutenu, très physique. Nos journées commençaient à 4 h du matin. Le petit Bédouin qui se levait avant l'aube pour s'occuper des bêtes n'était pas dépaysé.

Mais... comme chaque étape de ma vie depuis mon enfance, ma formation d'officier n'allait pas se dérouler comme prévu.

Les rebelles ne relâchent pas la pression et se sont même coalisés. Sept mois à peine se sont écoulés depuis que j'ai intégré l'école, quand une de leurs colonnes attaque Abéché. Quelques jours plus tard, ils s'en prennent à Biltine.

La situation se complique. Le Maréchal décide une fois de plus d'aller au front.

À la radio nationale, on diffuse l'hymne de la guerre qui appelle à la mobilisation. À l'école, nos chefs nous rassemblent avec solennité « les élèves officiers qui veulent aller se battre maintenant le peuvent, ils reprendront leur formation plus tard. Ceux qui veulent rester et continuer leur formation le peuvent aussi. ».

C'est lapidaire, clair, c'est l'urgence. Je n'hésite évidemment pas un instant, avec mes cousins Zakaria Timan Deby et Abbas Hassan, nous nous portons tous les trois volontaires. Nous sommes toujours des élèves officiers, arborant fièrement l'alpha sur leurs uniformes. Nous allons apprendre, mais directement sur le terrain !

## **Au combat**

Cette fois, les choses deviennent sérieuses. Je ne suis plus un jeune élève d'une classe préparatoire militaire française en vacances au Tchad, et qui découvre les stigmates de la guerre à la descente de l'avion. Je suis un élève officier d'active (EOA) à qui l'on permet (mais qui pouvait dire non en réalité) de quitter l'école pour aller défendre la patrie.

Je pars avec le Maréchal, mais je ne suis pas affecté à sa colonne, il ne sait d'ailleurs pas où je suis. Je suis intégré à la colonne dirigée par le général Abderahim Bahar, un de mes cousins qui est surtout le commandant de la garde présidentielle. Coup de chance, je suis aussi dans le même véhicule qu'un de mes beaux-frères, le colonel Mahamat Djeroua (Paix à son âme), dont je deviens le chauffeur. Nous sommes accompagnés de Djamouss Hassan Djamouss (Paix à son âme) qui occupe le poste de mitrailleur.

Nous fonçons sur les pistes dans un nuage de poussière à la poursuite des rebelles qui sont très mobiles. Nous arrivons à Abéché, où ils ne sont plus, puis à Biltine, qu'ils viennent à peine de quitter. Une vraie poursuite s'engage pour finalement nous porter à leur rencontre à quelques kilomètres de là, près du village de Soulout. Ce sera mon premier coup de feu avant beaucoup d'autres dans ma carrière militaire.



Pour un soldat, le premier combat est très important. Ce « test » détermine tout le reste. Si vous perdez ce combat, vous doutez toute votre vie. Si vous gagnez ce combat, cela vous détermine, et vous donne encore plus envie de continuer. Heureusement pour moi, ce combat, nous allons le remporter. Je n'en retire aucune vanité, seulement davantage de sérénité sur mes choix et la connaissance de l'homme que je suis au feu.

Nous sommes dans la première colonne, en première ligne, je suis toujours au volant, évitant de mon mieux les tirs ennemis. Mon chef, mon beau-frère colonel, qui a l'expérience du combat, me guide au plus près des rebelles. Régulièrement, il descend lui-même du véhicule pour tirer avec un lance-roquette sur les véhicules alignés au loin et qui nous prennent à partie. Pendant ce temps, j'assure sa protection et je le « couvre » avec mon arme. Je tire à vue sur l'ennemi. Nous essuyons beaucoup de pertes durant cette bataille féroce, des soldats, des officiers hauts-gradés, des gens avec qui j'avais parlé encore le matin même.

L'issue de cette bataille victorieuse aurait pu être bien différente. Une colonne de rebelles avait tenté de nous contourner pour nous prendre à revers. Mais le Maréchal, en fin tacticien et informé par radio, avait anticipé cette manœuvre et nous avait envoyé un renfort. Les rebelles avaient été défaits.

À notre tour de les prendre en tenaille, la colonne dirigée par mon père et celle dans laquelle je me trouve. Malgré la mort, malgré le chaos des armes, je n'ai pas peur. Je sais que je suis à ma place, entouré de bons officiers expérimentés. Les tirs des rebelles deviennent petit à petit plus sporadiques, beaucoup s'enfuient, d'autres sont faits prisonniers. La victoire est à nous. Je suis fier. À ma place, définitivement.

Le lendemain de la bataille, on me confie un officier blessé, le général Abakar Abdelkerim, directeur général de la Gendarmerie à l'époque (et actuel CEMGA). Il me demande de le ramener en voiture à l'arrière. C'est en le déposant à un poste médical avancé à Adré que je tombe par hasard sur mon père. Il interroge l'officier blessé qui lui raconte tout. Et bien évidemment, ce dernier lui parle de moi au combat. Je vois dans ses yeux qu'il est fier de me voir dans mon uniforme poussiéreux. Désormais, il me garde avec lui, je vais poursuivre cette campagne aux côtés de mon père. À ce moment précis, je sais que nous partageons plus qu'une relation père-fils. Lui et moi sommes aussi des combattants qui avons connu l'épreuve du feu.

Pour célébrer la victoire et récompenser les soldats victorieux, le chef suprême de l'armée décide de faire monter en grade tout le monde. Mais le commandant de la garde présidentielle, avec qui j'ai fait le baptême du feu, va plus loin encore. Il promeut plusieurs jeunes officiers au grade de commandant. Mes cousins Zakaria Timan Deby, Djamous Hassan Djamous (Paix à leurs âmes) et moi-même sommes donc promus en même temps que les autres. Mon cousin Abbas Hassan qui lui, est resté à Abéché et n'a pas participé aux combats finaux, n'a pas eu cette chance.

La guerre est terminée. On nous ramène à Abéché, d'où nous rejoignons en avion N'Djamena pour être déposés devant notre école. Ni une ni deux : nos galons de commandants remis le matin même disparaissent dans nos poches, l'alpha des aspirants reprend sa place. Nous redevenons des élèves comme les autres. En réalité, ceux autour de nous qui n'ont pas été au combat sont un peu gênés. Mais nous faisons profil bas. Il nous faut terminer notre formation d'officiers, même si nous connaissons désormais la guerre et sommes rentrés victorieux. Je reçois, comme les autres, mon brevet de chef de section à la fin du cursus.

## N'Djamena menacé par les rebelles

Cette fois, c'est la bonne. Je suis militaire d'active. Je suis affecté à la 4<sup>e</sup> compagnie de la GDC, avec pour missions des tâches d'état-major. Mais la rébellion n'est toujours pas désarmée. Retournés au Soudan, les rebelles reconstituent leurs forces, perçoivent du matériel neuf, des armes à profusion. Ils testent régulièrement notre résistance et notre détermination en tentant des incursions en territoire tchadien.

Novembre 2007. Une nouvelle colonne de rebelles en provenance de l'est fonce sur Abéché. Une fois encore, c'est à quelques kilomètres de la ville que nous les bloquons et les prenons à partie à Abougoulem. Ils sont anéantis, mais c'est une fois de plus un combat très dur, avec beaucoup de morts des deux côtés. Nous les poursuivons pendant deux jours sans répit, avec des accrochages toujours plus violents. Ils battent en retraite une fois de plus et repassent la frontière soudanaise. Ils reviendront deux mois plus tard, une histoire qui semble sans fin. Cette fois, mon père est décidé à leur couper toute retraite pour en finir définitivement avec eux. Nous sommes le 1<sup>er</sup> février 2008. Nous stoppons net une première colonne de rebelles, elle est décimée. Mais les aviateurs français qui survolent à bord de leurs Mirage la zone des combats nous informent qu'une deuxième colonne avance simultanément vers N'Djamena. Et nous sommes derrière elle. Cette fois, au moment de l'accrochage, c'est elle qui a le dessus, sans doute parce que nous avons été affaiblis par le combat avec la première colonne dont nous sortons tout juste. Un seul véhicule de la colonne régulière tchadienne réussit à rompre l'engagement avec les rebelles et rejoint la capitale qui sera bientôt assiégée, puisque plus rien ne peut désormais les arrêter. À son bord : le Maréchal.

Dans l'après-midi, le Maréchal réunit son état-major à la présidence. La situation est désespérée. « Ceux qui veulent fuir peuvent le faire ! Les autres, ceux qui veulent combattre, vous restez, parce que moi, je ne vais pas fuir ! ». Et sur ces mots, il part se coucher.

Dans l'intervalle, la France, informée de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons par un officier de liaison de la DGSE, propose au Maréchal de l'exfiltrer. L'offre provient directement de l'Élysée.

L'officier dit en substance à sa hiérarchie que la partie est terminée, que l'armée tchadienne ne pourra pas retenir la colonne rebelle, et que ceux-ci vont l'emporter. Conséquence directe : l'armée française qui jusqu'ici nous informait des mouvements des rebelles grâce à son aviation devient brutalement muette. Plus une information ne nous parvient, nous sommes lâchés par Paris !

De mon point de vue, c'est surtout à cause des informations transmises par cet officier de liaison de la DGSE que Paris s'abstient d'intervenir à ce moment-là, même s'il est vrai que la situation n'est pas glorieuse. Une chose est sûre, lui n'a pas connaissance du « pacte » proposé par le Maréchal à ses hommes : fuir ou se battre.

On a dit que Paris était intervenu lors de cette attaque de N'Djamena, en envoyant ses avions survoler la colonne rebelle et même, selon certains, tirer dessus. Moi qui ai tout vécu de l'intérieur, je peux écrire aujourd'hui, en tant que Chef d'État, que l'aviation française n'a pas bougé. Ni pour tirer sur la colonne ni pour dissuader, ni même pour nous informer de leurs mouvements.

Si la France est restée neutre, c'est pour ne pas être accusée d'avoir soutenu un régime condamné à s'effondrer. Paris avait tourné la page Deby. Mieux encore : je sais aujourd'hui que Paris discutait avec les rebelles et travaillait

sur un scénario de régime transitoire. Pour Paris, le Maréchal était fini. La realpolitik était de mise. C'est ainsi.

Les généraux présents convoquent à leur tour leurs officiers supérieurs. De fait, j'en fais partie en tant que commandant à la DGSSIE. Le général Tahir Erda, le commandant adjoint de la DGSSIE, répète mot pour mot ce que le Maréchal vient de donner comme ordre. Fuir ou bien se battre immédiatement et défendre la ville, sachant que nous sommes en infériorité numérique et que nous manquons de matériel et de munitions. Le choix est unanime, tout le monde est prêt pour la guerre, personne ne flanche. À son réveil, tard dans la nuit, le Maréchal constate que la défense de la ville est déjà organisée. Tout le monde est à son poste.

L'attente ne sera pas longue. Au petit matin, les rebelles entrent dans N'Djamena. Ils prennent pratiquement toute la ville, à l'exception du quartier autour du palais présidentiel. Mais de 7 h à 14 h, malgré des combats d'une violence inouïe, les rebelles n'avancent plus d'un centimètre, ils sont cloués sur place. À tel point qu'ils rebroussent finalement chemin, car leurs pertes sont énormes, quand dans notre camp, abrités derrière les checkpoints, nous opposons une résistance farouche tout en limitant les pertes et la casse.

Malheureusement, cet échec ne les décourage pas pour autant. Ils se replient et repartent à l'assaut dès le lendemain matin, sans plus de succès. Ils s'écrasent sur nos lignes de défense. Cette fois, nous avons même repris l'avantage, galvanisés par la résistance de la veille. Non seulement nous les bloquons, mais cette fois, c'est nous qui les pourchassons jusqu'à les faire sortir de la ville en début d'après-midi. D'autres unités nous ont entre-temps rejoints, tant et si bien que nous nous lançons à la poursuite des fuyards jusqu'à la frontière. Une grande victoire, une de plus ! Alors que 48 h plus tôt N'Djamena pouvait tomber aux mains des rebelles, les voilà repartis d'où ils sont venus, laissant

derrière eux morts, armes et véhicules détruits ou rendus inopérants.

Évidemment, cette victoire mérite récompense. Une fois encore, le Maréchal accorde à tous les combattants qui ont résisté et repoussé l'attaque la faveur de monter d'un grade. Je passe lieutenant-colonel et deviens commandant adjoint de compagnie.

La France, qui a refusé son assistance militaire pensant que les rebelles allaient l'emporter, est désormais dans une situation délicate vis-à-vis du Maréchal. Le Président Sarkozy décide donc d'envoyer son ministre de la Défense, Hervé Morin, à N'Djamena pour marquer le coup. Le prétexte, c'est la visite des troupes françaises déployées au Tchad dans le cadre de l'opération Épervier.

Mais il y a fort à parier que dans le secret des conciliabules entre le ministre français et le Président du Tchad, les échanges ont été francs et directs. Je pense même que le Président Sarkozy ainsi que le ministre Hervé Morin ont dit à mon père « nous nous sommes trompés ». Au passage, cette visite du ministre de la Défense français, peu de temps après l'attaque, fera croire à beaucoup de gens que justement, l'armée française était intervenue pour empêcher la chute de N'Djamena et du régime. Tout au plus, au plus fort de la crise, reconnaissons-le, l'armée française (infanterie de marine, Légion étrangère, avec du très bon matériel) avait sécurisé l'aéroport où se trouvent basés les chasseurs français, ainsi que l'ambassade de France, non loin du palais présidentiel. Ils avaient également prévenu les rebelles qu'ils tireraient à vue s'ils s'approchaient, ce qu'ils se sont cependant bien gardés de faire. Cela conforte à mon avis l'idée que Paris jouait alors sur les deux tableaux. Pragmatisme ou cynisme des autorités à Paris, chacun jugera. Je n'en veux pas aux Français et qu'ils sachent que je partage

l'avis éclairé du général de Gaulle : les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts.

Il nous fallait désormais nous sortir par nous-mêmes de la pression des rebelles. Ce sera ma nouvelle mission.

## **L'arme blindée change la donne**

Je suis donc monté en grade, j'ai un nouveau commandement, et je pars en formation pour acquérir de nouvelles compétences. Jusqu'ici, les rebelles combattent quasiment à armes égales avec l'armée tchadienne. Nous ne disposons pas encore à cette époque de véhicules blindés en nombre suffisant et en bon état de fonctionnement pour pouvoir repousser les colonnes de pick-ups chargés de rebelles. La bataille de N'Djamena de 2008 nous l'a encore prouvé.

Le « game-changer », ce sera le BMP. Un véhicule de combat d'infanterie, d'origine soviétique, dont le Tchad va recevoir plusieurs unités. Nous en possédons déjà quelques-uns en provenance de la Libye. Nous les avons récupérés à l'ennemi dans les années 80, quand la Libye voulait envahir le nord du Tchad. Mais ils sont anciens, dépassés et à bout de souffle. Quant à ceux-ci, ils sont de toute dernière génération.

Je suis donc envoyé à Jytomyr en Ukraine avec une trentaine d'officiers tchadiens pour apprendre à utiliser ce blindé, d'abord, et à en commander plusieurs simultanément, ensuite. Tout cela dure plusieurs mois, en partie en Ukraine puis au Tchad.

Certains d'entre nous se concentrent sur le pilotage, d'autres sur le tir, et le troisième groupe acquiert les deux compétences ainsi que la tactique pour les faire manœuvrer au combat, ce qui est mon cas.

## **Soldat, père et mari en même temps**

Avant de partir pour l'Ukraine me former à l'utilisation des BMP, je me suis marié avec Fatimé Zara Abderaman l'année précédente. Mon premier fils naît l'année suivante, en avril 2008, quelques mois après la dernière attaque sur N'Djamena qui a failli mal tourner. Je rejoins ma femme et mon fils à mon retour d'Ukraine. C'est mon premier-né : je l'ai appelé Brahim en hommage à mon regretté frère aîné, mort en France dans des conditions dramatiques que je préfère ne pas évoquer ici.

Je suis soldat, officier supérieur, j'ai plusieurs faits d'armes à mon actif et me voilà également époux et père. Désormais, je sens que je suis un homme complet.

De retour au Tchad, les premiers BMP neufs nous ont précédés. Dix blindés, qui vont constituer la colonne vertébrale du 6<sup>e</sup> régiment dont je vais donc devenir le commandant en second. Très vite notre régiment s'étoffe en matériel, recevant cette fois des blindés à roues d'origine chinoise, russe ou encore des véhicules blindés en provenance des Émirats arabes unis.

C'est à la tête d'une colonne de ces nouveaux blindés que je dois, une fois de plus, affronter les rebelles en avril 2009. Pendant un mois, nous les traquons dans l'est du pays, jusqu'à finalement engager le combat avec eux un matin, à Am Dam.



Les combats durent toute la journée. Les rebelles disposent d'au moins six cents, peut-être même huit cents pick-ups. Mais en face, nos nouveaux blindés russes, chinois et émiratis font merveille. Militairement, le combat n'est plus d'égal à égal ! À la fin de la journée, il ne reste aux rebelles qu'une trentaine de véhicules en état de rouler. Leurs occupants se rendent. Les autres ont été anéantis. Leurs chefs ont pris la poudre d'escampette. Manifestement les rebelles, qui savaient sûrement que nous avions perçu de nouveaux matériels, n'avaient pas envisagé que nous les engagerions si loin de la capitale. Sans doute s'étaient-ils persuadés qu'ils seraient affectés à sa défense. Quant à nous, les quelques semaines passées à les traquer nous avaient permis d'éprouver la chaîne logistique. Nous avons carburant et munitions à profusion.

Pour la première fois dans notre histoire militaire, le bilan des combats est sans commune mesure entre les deux camps. Nous déplorons une trentaine de morts et peu de casse matérielle. En face, l'ennemi a perdu plus d'un millier d'hommes, nous avons fait des centaines de prisonniers, leur Chef d'État-Major est entre nos mains et des centaines de carcasses de pick-ups détruits par les obus de nos blindés jonchent le champ de bataille.

Ce soir-là, dans mon blindé, je repense à toutes ces batailles auxquelles j'ai déjà participé, aux attaques sur N'Djamena, où seuls le courage et la détermination des soldats tchadiens ont fait la différence face aux rebelles. Et je les compare mentalement aux images de cette journée victorieuse, où l'ennemi n'avait absolument aucune chance face à nos blindés, face à nos soldats déterminés, face à notre tactique soigneusement appliquée.

## **Les années paisibles**

Désormais, les règles du jeu ont changé. Ce sera mon dernier combat à l'est, car les rebelles en provenance du Soudan sont écrasés. Ils savent qu'ils n'ont plus aucune chance de nous inquiéter en quoi que ce soit.

Après le combat d'Am Dam et le retour à N'Djaména, je suis nommé commandant de groupement N.1 garde palais présidentiel, deuxième adjoint.

Les années qui suivent sont beaucoup plus calmes, à tel point qu'il faut songer à entraîner les hommes. Il ne se faudrait pas qu'ils se ramollissent et ne soient pas prêts en cas de nouvelle attaque ! En 2010, on m'envoie donc pendant six longs mois en opération à l'est avec mon unité. Par la même occasion, je suis bombardé colonel plein. Plus personne n'ose nous attaquer et ces six mois de déploiement en opération sont presque ennuyeux. Beaucoup d'anciens rebelles se rallient et intègrent l'armée. Pas un mort, pas un blessé à déplorer.

L'armée profite de cette longue accalmie pour se réorganiser. En 2011, à l'initiative du Maréchal, sont organisés les États généraux qui se tiennent à Moussoro. Mon chef, le général Adam Hono Nassour (décédé à Zigueye avec le Maréchal), est promu commandant deuxième adjoint de la DGSSIE. Me voilà nommé commandant titulaire de l'unité dont j'étais jusqu'ici seulement l'adjoint. Je commande trois mille hommes directement. C'est un grand moment de responsabilité pour moi, mais aussi d'introspection. Il me faut en permanence donner l'exemple et me montrer digne de la confiance de mes hommes.

Certains ont imaginé que mon père s'était impliqué dans ma carrière et était intervenu, en tant que commandant suprême des armées. Rien n'est en réalité plus faux. Pour tout dire, je le vois à peine pendant que je suis en service. Je pense même que tout est fait pour que cela n'arrive pas. Il avait trop de respect pour la hiérarchie militaire pour s'en mêler.

À l'inverse, le grand-père qu'il est aussi prend tout le temps qu'il peut pour s'occuper de ses petits-enfants. Il les reçoit à toutes les fêtes, leur donne des cadeaux, discute avec eux sur tout et de tout. Il leur consacre presque plus de temps à eux qu'il ne nous en avait consacré, quand nous étions nous-mêmes petits enfants. C'est l'histoire éternelle de la vie.

## **Général de brigade**

Nous sommes désormais en 2013. Cinq ans déjà se sont écoulés depuis les derniers combats et la première utilisation victorieuse et déterminante de nos blindés. Pendant toutes ces années, le matériel commandé nous est progressivement livré, notre armée se modernise. Elle n'a plus grand-chose à voir avec l'armée tchadienne de mes débuts, quand j'étais élève officier et qu'il fallait nous défendre avec de simples fusils mitrailleurs.

Le 9 janvier, je suis promu Général de Brigade.

C'est précisément ce moment-là que choisissent l'AQMI et le MUJAO pour déferler sur le Mali qui appelle à l'aide à la fois ses voisins et la France. Nous sommes le 10 janvier. Le 11 janvier, des forces spéciales françaises parties du Burkina Faso en hélicoptère interceptent une colonne de terroristes qui fonce sur Tombouctou. Un jeune lieutenant français est

tué pendant l'assaut. Le soir même, le Président François Hollande annonce que la France est en guerre et va envoyer des troupes au Mali. Ce sera l'opération Serval.

Le lendemain, nous sommes convoqués par le général Saleh Toma, directeur général de la DGSSIE. Il nous annonce que le Président a décidé d'intervenir au Mali, pays frère, et désigne les unités qui vont partir. Quand vient mon tour, il me regarde et me commande de désigner mon adjoint pour partir à la tête de mes hommes. Je suis un officier, je sais que je dois obéir, mais j'ose tout de même dire à mon chef que je voudrais y aller. Une opération extérieure comme celle-là, c'est une occasion qui ne se représentera pas souvent. Il ne me laisse pas le choix, je dois envoyer mon adjoint au combat. Frustration.

De retour à mon unité, je convoque mon adjoint et l'informe qu'il doit se préparer à partir avec les hommes. Aucun de nous ne commente la décision, même si nous savons tous les deux pourquoi je ne partirai pas. Il ne me reste plus qu'à ronger mon frein. Pour la première fois, être le fils du Président me coûte, m'entrave dans ma carrière.

Le lendemain, les services du protocole de la présidence me contactent. Je sais ce que cela signifie. « Votre père voudrait vous voir ». Pas le Président, mais donc le père. Dans son bureau, je ne sais plus trop si je suis le fils ou l'officier. C'est mon père qui donne le ton.

« Mon fils : je suis en train d'envoyer les enfants des autres à la guerre, loin de notre pays. Tu es mon seul fils général qui commande une unité. Donc, je t'ai désigné. Tu vas y aller. Tu seras commandant adjoint de la force tchadienne aux côtés du général Bekimo qui sera ton chef. »

Jusqu'à aujourd'hui, je ne sais pas pourquoi le général Saleh Toma avait initialement décidé de m'écarter de l'Opex au

Mali. Si c'était de sa propre initiative, pour me protéger, ou s'il en avait reçu l'ordre. Ce qui comptait désormais, c'est que nous allions partir, le plus rapidement possible, faire la guerre aux terroristes et venir au secours du Mali.

Dès le 16 janvier, je suis au Niger à la tête des premiers éléments tchadiens transportés par avion, pendant que d'autres unités rejoignent par la route, avec nos pick-ups et nos blindés. Mon téléphone sonne : c'est le Maréchal. Il me demande de venir le voir. Peu lui importe que je sois déjà à Niamey ! Il me commande de sauter dans le premier avion de transport de matériel et de troupes et de le retrouver à la présidence. Pour la deuxième fois en une semaine, je me retrouve face à mon Président de père, chacun dans sa fonction. Lui chef suprême des armées, moi général à la tête, aux côtés du général Bikimo, de plusieurs milliers de soldats tchadiens qui vont faire le coup de poing contre les terroristes.

« Trois points : D'abord, il ne faut pas m'humilier. »

Quand ton père te convoque et te dit qu'il ne faut pas l'humilier alors que tu pars à la guerre, cela veut dire très explicitement qu'il ne faut pas fuir, qu'il faudra se battre comme des lions.

« Ensuite, je vais te donner un système de combat, une tactique qu'il te faudra utiliser. »

Ce système, cette stratégie, je ne vous la révélerai pas dans le livre que vous tenez entre vos mains, mais je peux vous assurer qu'il est très efficace et que je l'ai utilisé plusieurs fois, notamment au Mali. Permettez que je garde ce secret, donné d'un père à un fils.

« Enfin, je vais te donner une amulette, pour ta protection. »

Cette amulette, je l'ai gardée précieusement avec moi. En souvenir de cette première fois avec mon père, qui était devant moi, ce jour-là, l'officier général, le fin stratège, le

guerrier qui enseignait à un autre officier général, son fils, une tactique imparable, et qui lui donnait la conduite à tenir au combat : ne jamais céder.

Le lendemain, mon père, le Maréchal, m'accompagna à Niamey pour parler devant tous les officiers tchadiens qui étaient déjà arrivés. Il nous a galvanisé comme jamais. Le surlendemain, nous étions au Mali.

## **L'opération du Mali**

Le Tchad fut le premier pays africain à répondre à l'appel du Mali. Les Tchadiens peuvent en être fiers. Lorsque nos amis nous appellent, nous ne nous dérobons pas. Dès le 22 janvier, nous sommes sur place, prêts à combattre avec deux mille hommes. Nous remontons vers le nord du pays à toute vitesse avec nos blindés, repoussant les djihadistes qui reculent devant nous. Arrivés à Tessalit, quasiment à la frontière algérienne qui n'est plus qu'à cent soixante kilomètres, ils n'engagent toujours pas le combat que nous attendons. Il faudra attendre que nous atteignons l'Adrar des Ifoghas pour que les premiers combats commencent dans cette zone accidentée et difficile d'accès, ce qui complique notre tâche.

Là-bas, au Mali, je prends conscience que je ne suis plus un soldat tchadien qui défend l'intégrité de son pays contre des rebelles armés, ce qui avait été jusqu'ici ma mission lors de toutes les actions dans lesquelles j'avais été impliqué. Cette fois j'étais un soldat qui obéissait d'abord aux ordres, mais j'étais surtout un homme africain qui venait au secours de ses frères agressés. Et j'étais fier, très fier que mon pays et mon armée soient capables de venir en aide au Mali, attaqué par des terroristes. Du reste, cette capacité de projection au loin de notre armée est l'une de ses forces, tout

comme le moral et la résilience de ses soldats. Qu'ils soient ici remerciés pour leur engagement et leur courage.

Les Français sont, eux aussi, arrivés. Nous attaquons par l'est et l'armée française par l'ouest. Les premiers combats sont rudes et acharnés : nous perdons treize soldats et déplorons soixante-dix blessés. Mais les terroristes de leur côté payent un lourd tribut. Au moins une centaine de morts dès le premier jour de combat. Même loin de chez nous, nos hommes restent à l'aise dans cet environnement du nord du Mali.

Le soir même, cinq hélicoptères français débarquent sur notre position dans le noir le plus complet, à l'initiative du commandant la force Serval qui les accompagne. Il vient récupérer nos morts et évacuer nos blessés à Niamey. Alors que je m'apprête à le remercier, c'est lui qui nous félicite pour notre bravoure au combat et les coups portés à l'ennemi. En une semaine, parfaitement coordonnés avec les Français, nous libérons ensemble les Ifoghas et défaisons les terroristes.

Pendant quelques semaines, nous les traquons à Aguel'hoc, puis nous les cherchons à nouveau dans les Ifoghas que nous avons libérés quelques semaines plus tôt, jusqu'à ce que la zone soit considérée comme sécurisée. L'opération est un succès, les terroristes sont défaits.

Il est temps pour nous de rentrer, cette fois par la route, avec nos BMP. Quatre mille kilomètres à travers le Mali et le Niger pour rentrer au pays, après un passage par Massakory pour se faire décorer et féliciter par le Président de transition malien. Une foule en liesse nous acclame, scène qui se répète deux jours plus tard, une fois arrivés à N'Djamena, place de la Nation, où nous sommes accueillis par le Maréchal en grande pompe. Nous sommes à nouveau

félicités et décorés. Quelques jours plus tard, à l'état-major, c'est le chef de l'armée française, le général Pierre de Villiers, qui nous décorera à son tour. Je reçois la médaille de la Valeur militaire, mais surtout je reçois une bardée de compliments sur la vaillance et l'ardeur au combat de nos hommes.

Ce sont mes années glorieuses. Mais elles vont bientôt toucher à leur fin.

Le 21 septembre 2014, je vais prendre de nouvelles fonctions comme Directeur général de la DGSSIE.





Vacances en Espagne.



Formation en Ukraine.



Janvier 2013, au Niger, le jour de départ pour le Mali.



Au retour de l'opération du Mali.



Décembre 2018 à Misky.



Dans le centre d'opération dans le Lac Tchad.



Ma mère, Hadja Dakou Oyouma Tchougoubou.



Mon défunt père, Idriss Deby Itno.



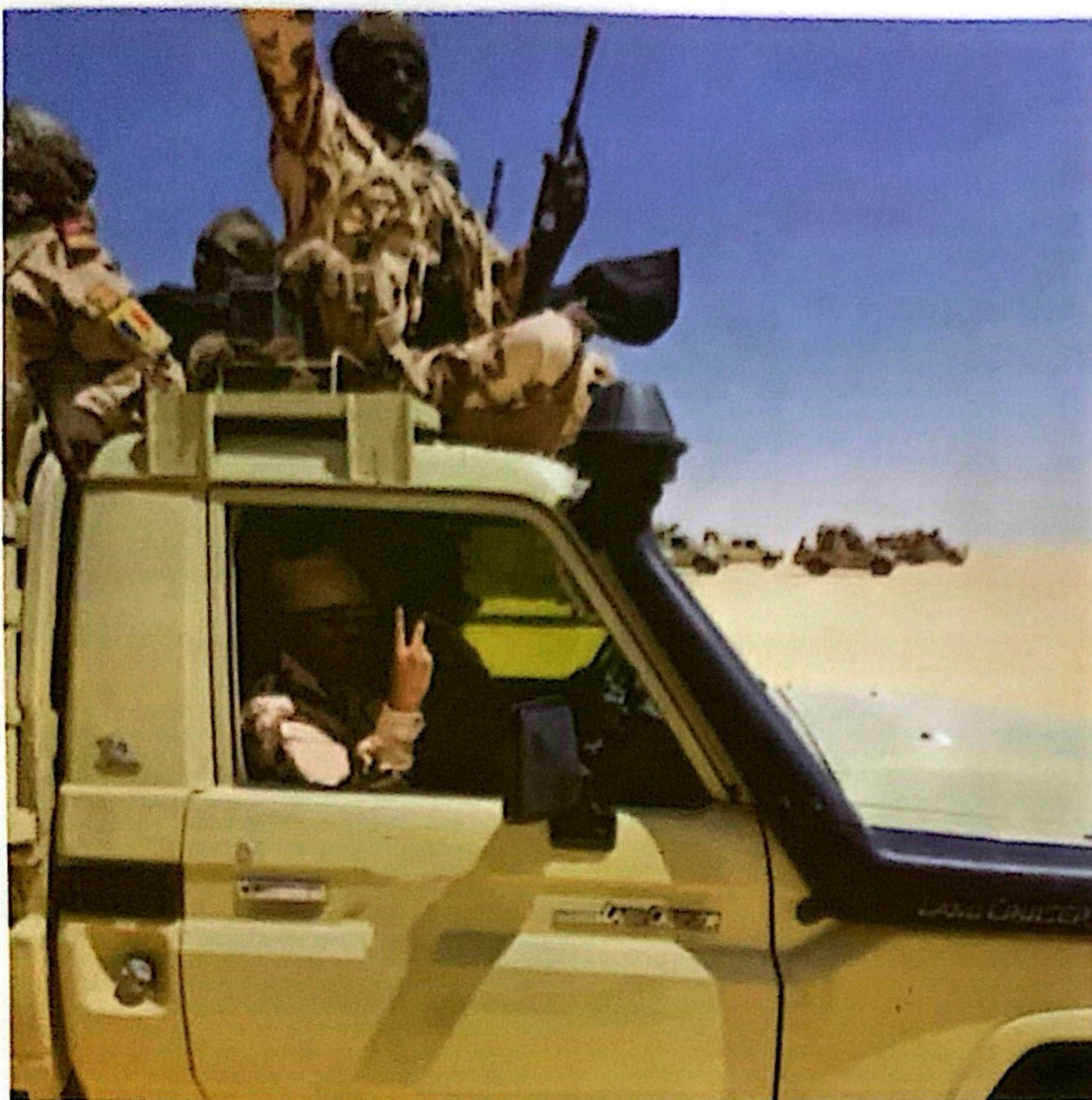
Déclaration de l'annonce du décès du maréchal par le CMT.



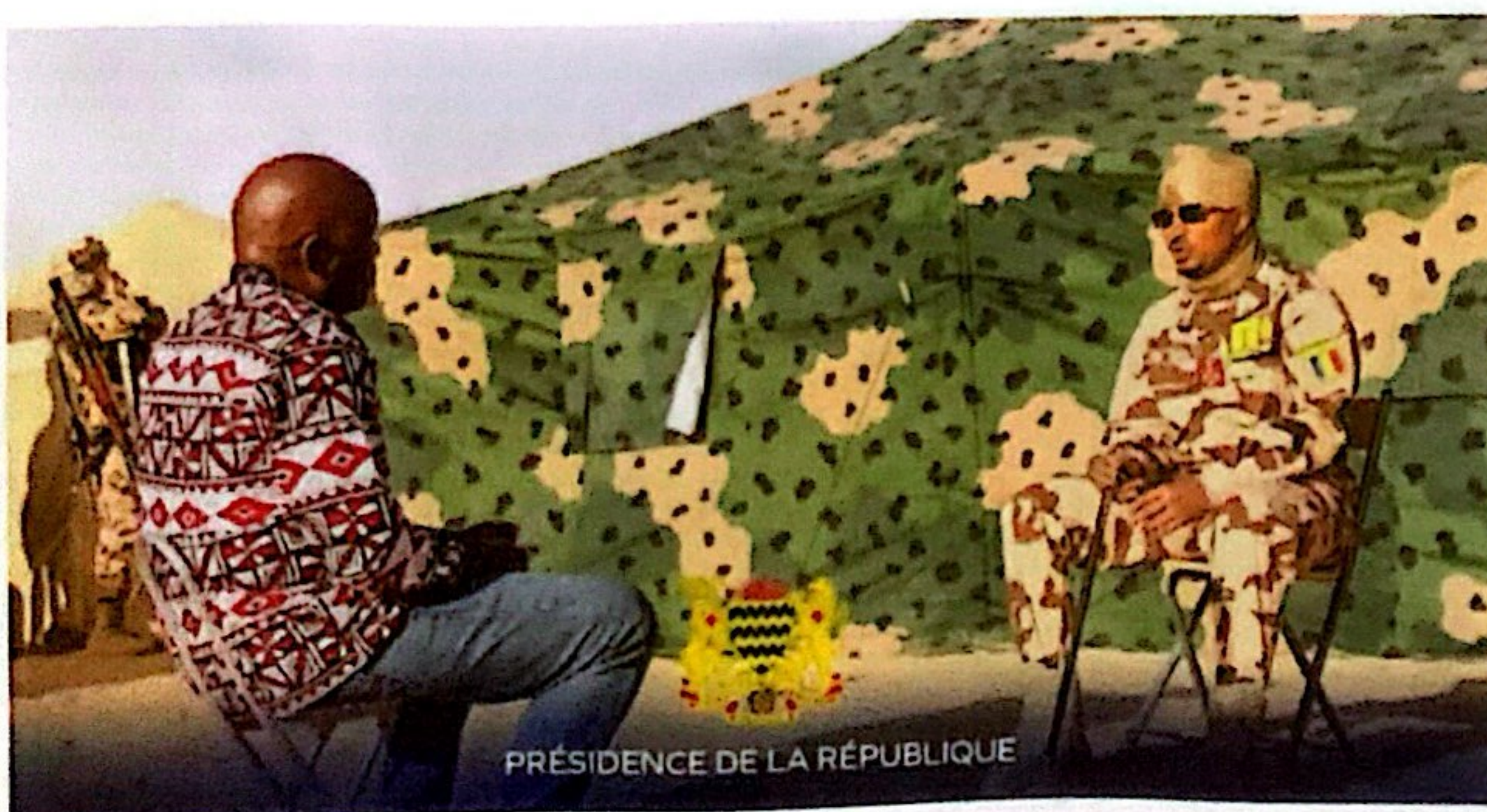
Message à la nation, première année du décès du maréchal.



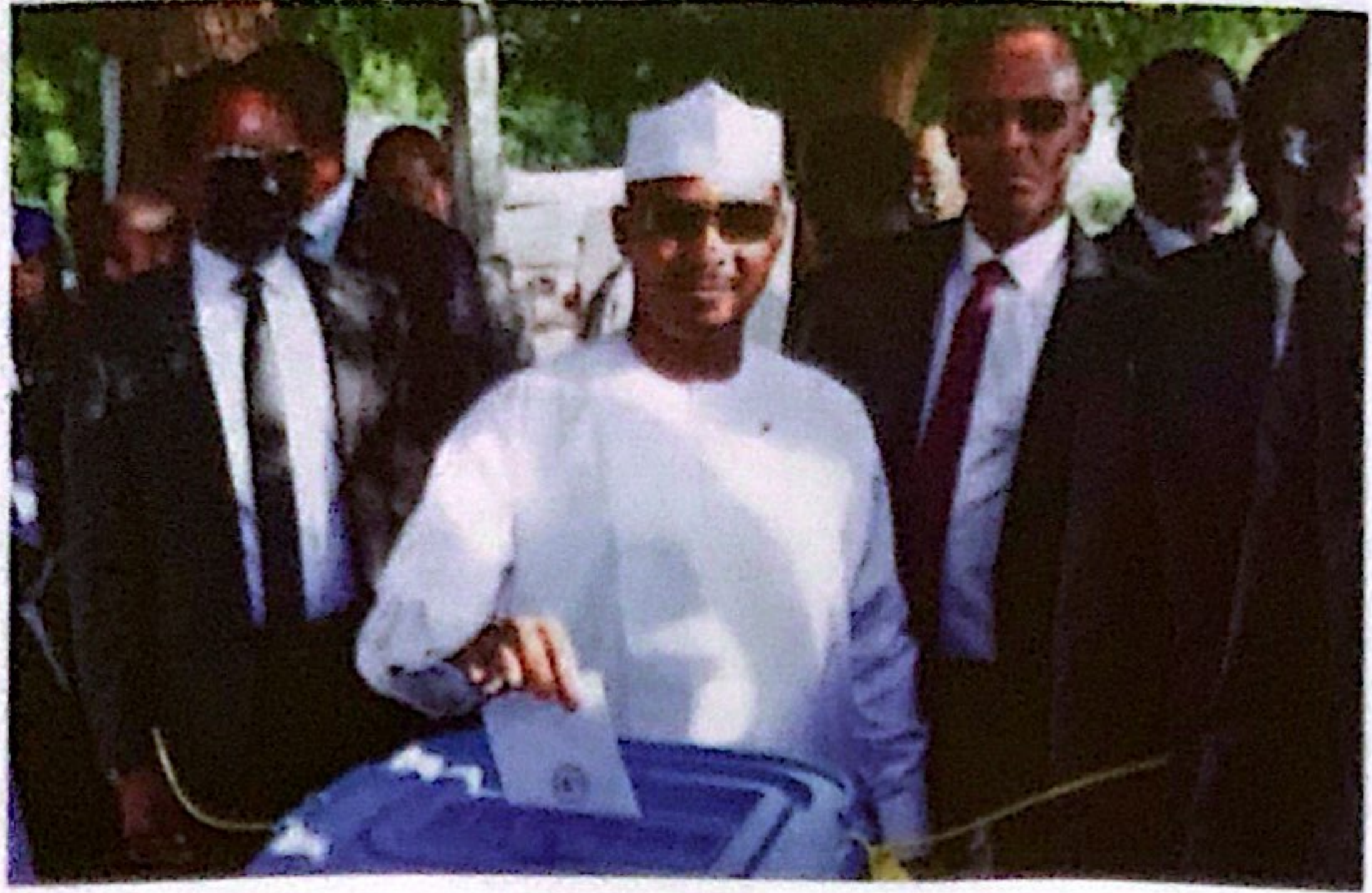
Lors de mon tout premier message à la nation  
au palais présidentiel, en avril 2021.



Entre Kouri 60 et Kouri 35 lors de mon séjour à Kouri Bougoudi.



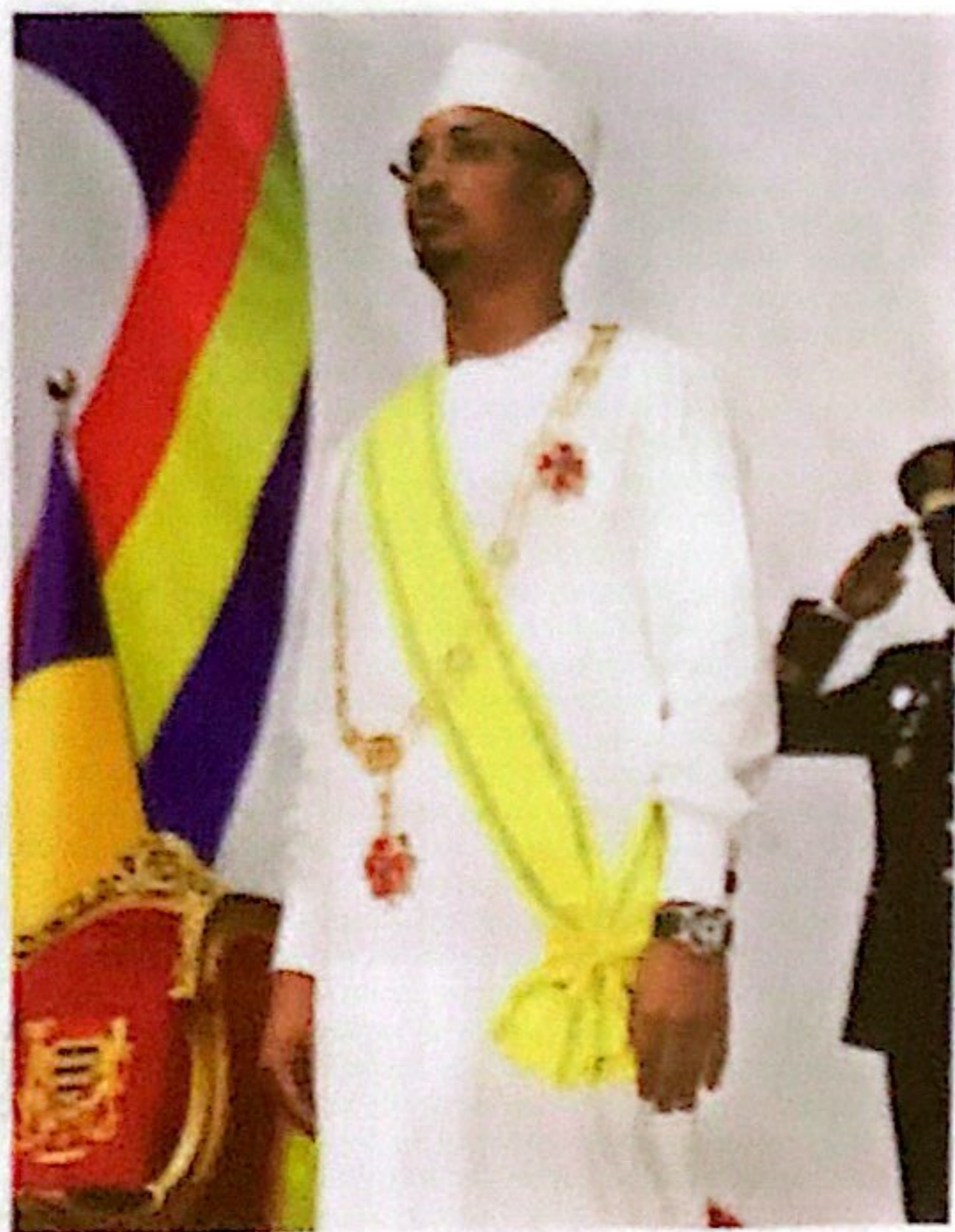
Lors d'une interview à Kouri Bougoudi.



Vote de la nouvelle Constitution.



Promulgation de la nouvelle Constitution.



Le 10 octobre 2022, jour de mon investiture pour un mandat de deux ans par le DNIS.



A l'accueil d'un président hôte devant le palais Toumai.



Avec Sheikh Mohammed Bin Zaid le président des Émirats Arabes Unis, à Abou Dhabi.



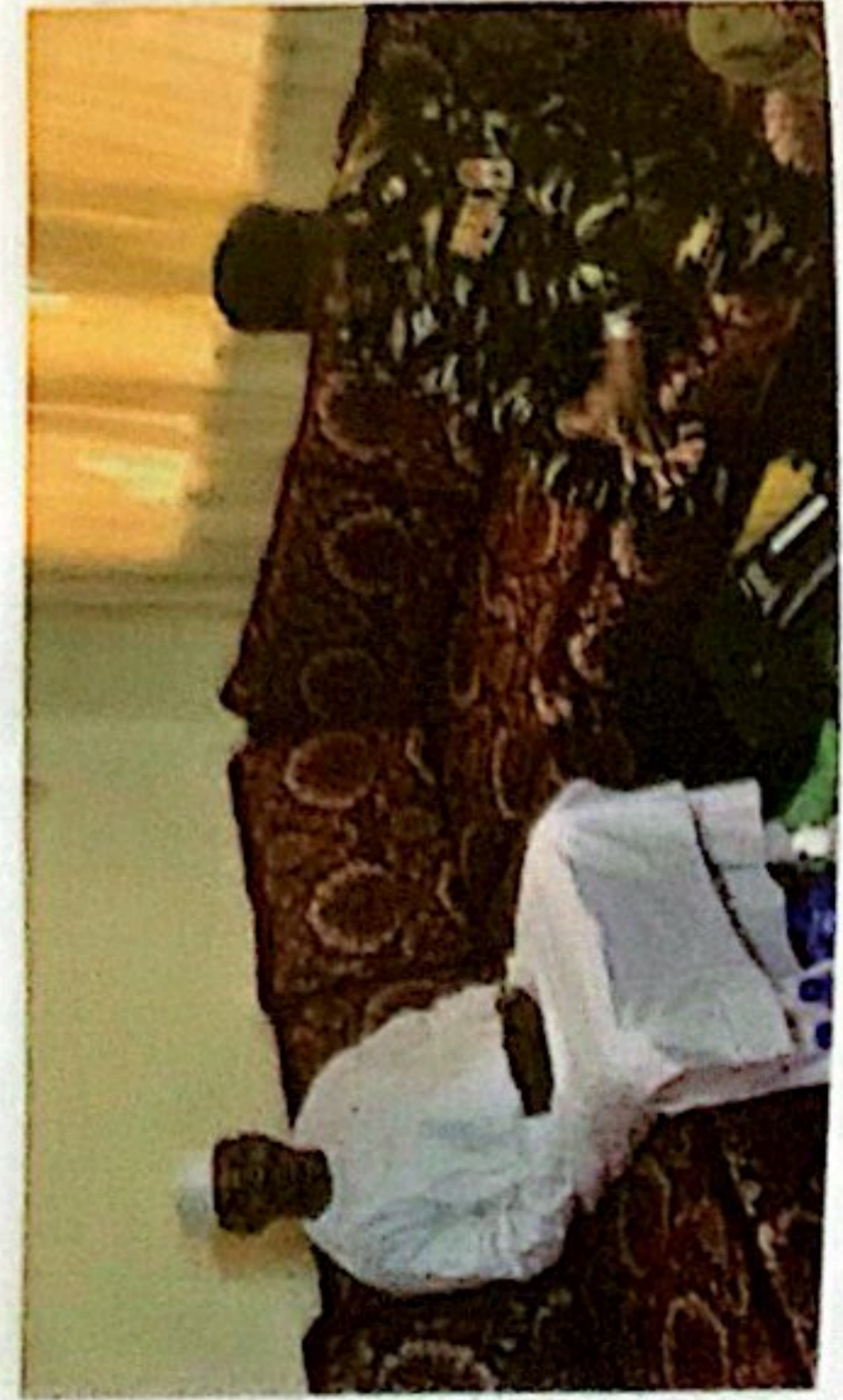
Avec Muhammadu Buhari, l'ancien président du Nigeria, à Abuja.



Avec Paul Biya, le président camerounais, à Yaoundé.



Avec Umaro Sissoco Embaló, président de la Guinée-Bissau.



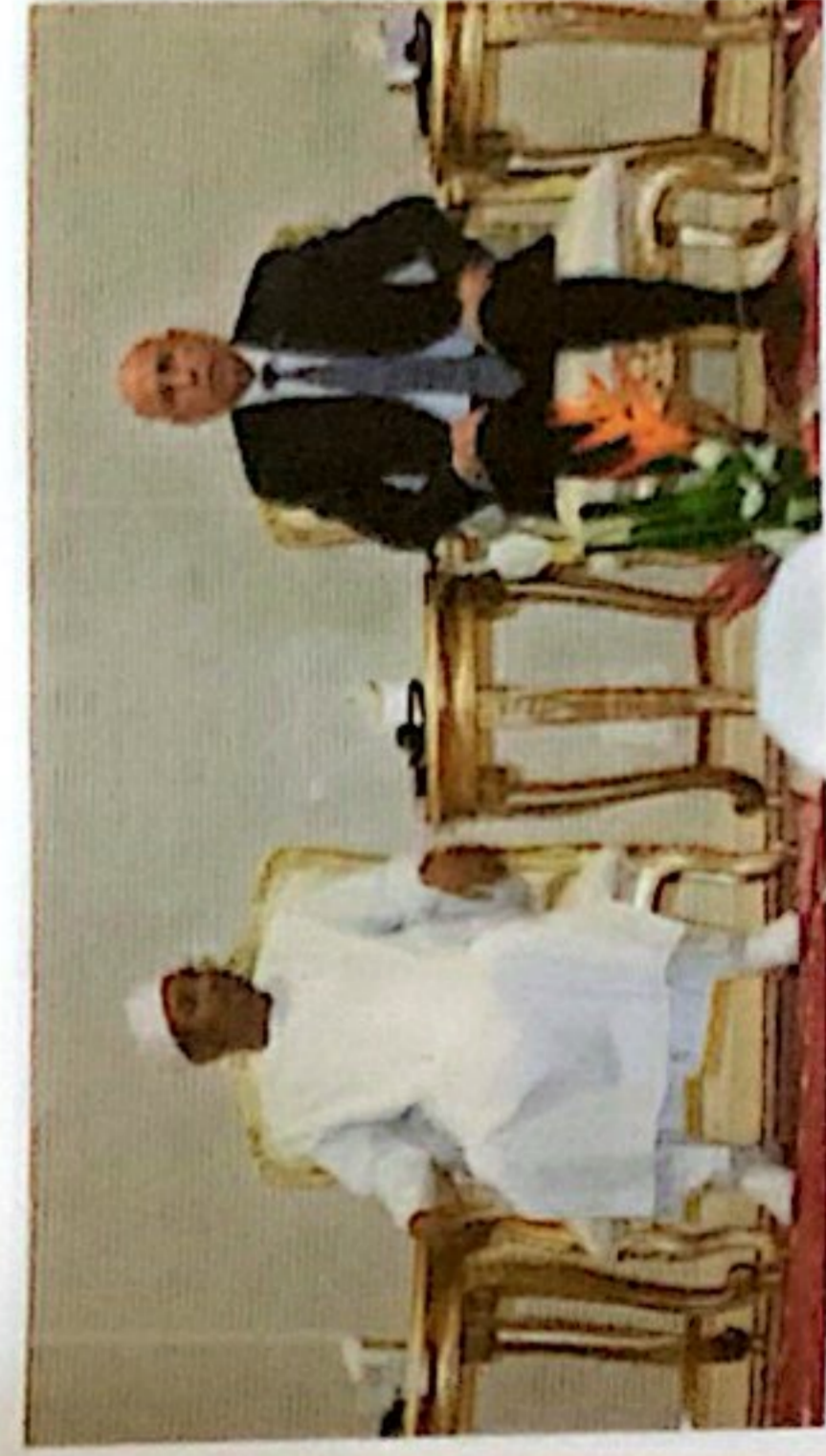
Avec Abdourahmane Tiani, le président de transition du Niger.



Avec Bola Tinubu, le président du Nigeria.

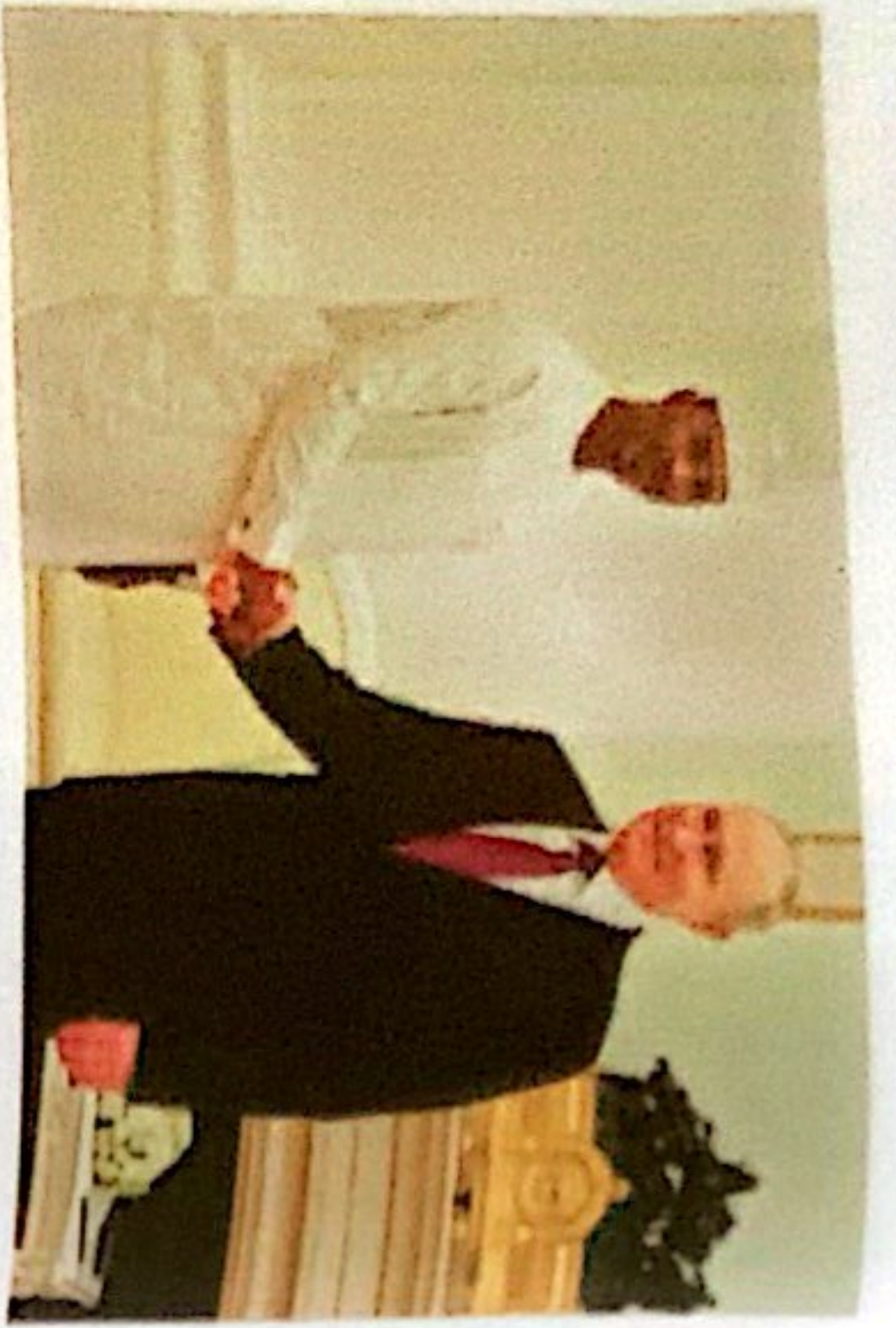


Avec Abdel Fattah al-Sissi, le président égyptien.



Avec Mohamed Ould El-Ghazouani le président mauritanien.

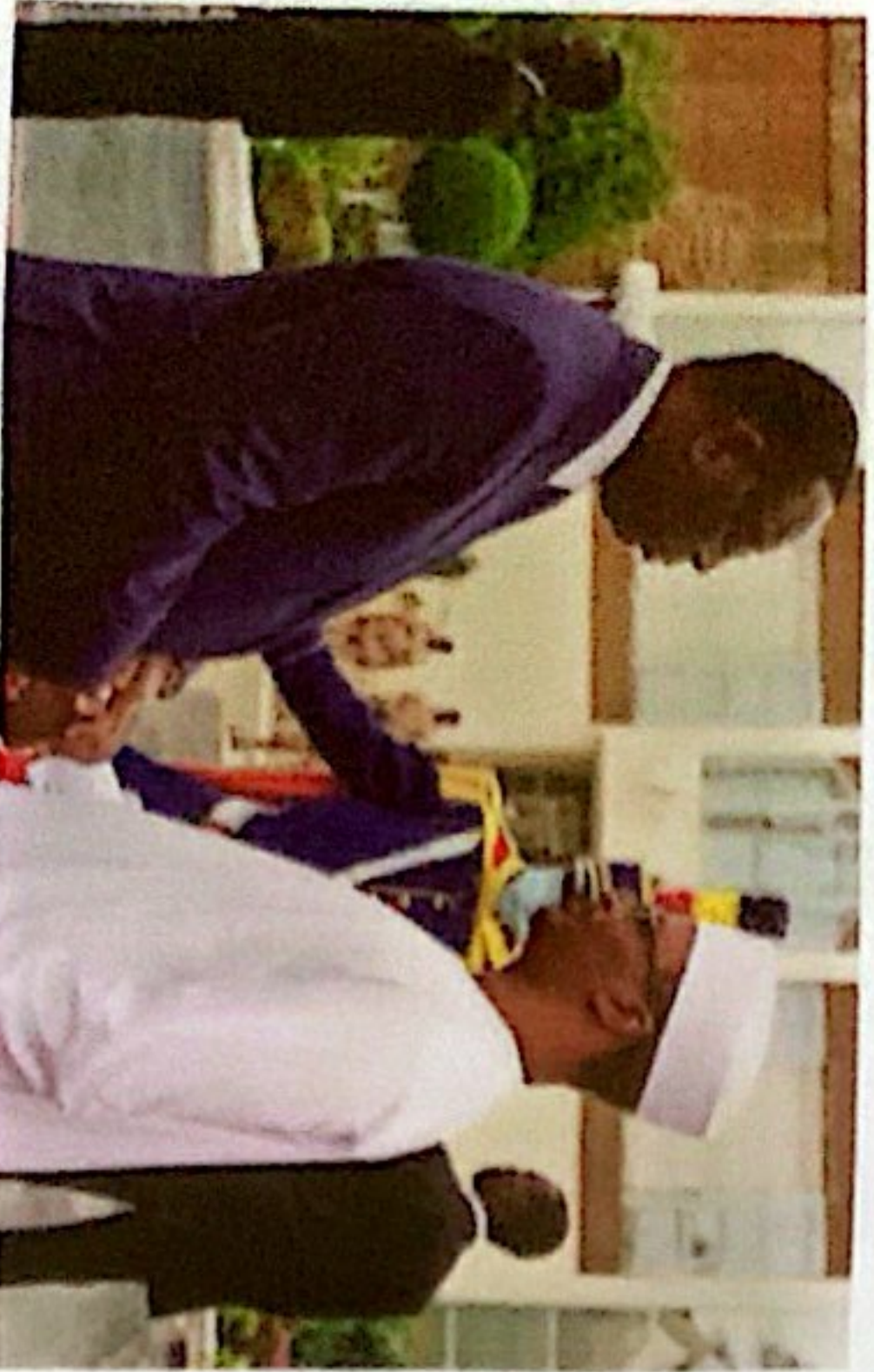




Avec Vladimir Poutine, le président russe, à Moscou.



Avec Paul Kagame, le président rwandais à Kigali.



Avec Macky Sall, le président sénégalais, à N'Djamena.



Avec Recep Tayyip Erdogan, le président turc, lors d'une visite officielle en Turquie.



Avec Mohammed Bin Salman, le prince héritier de l'Arabie saoudite.



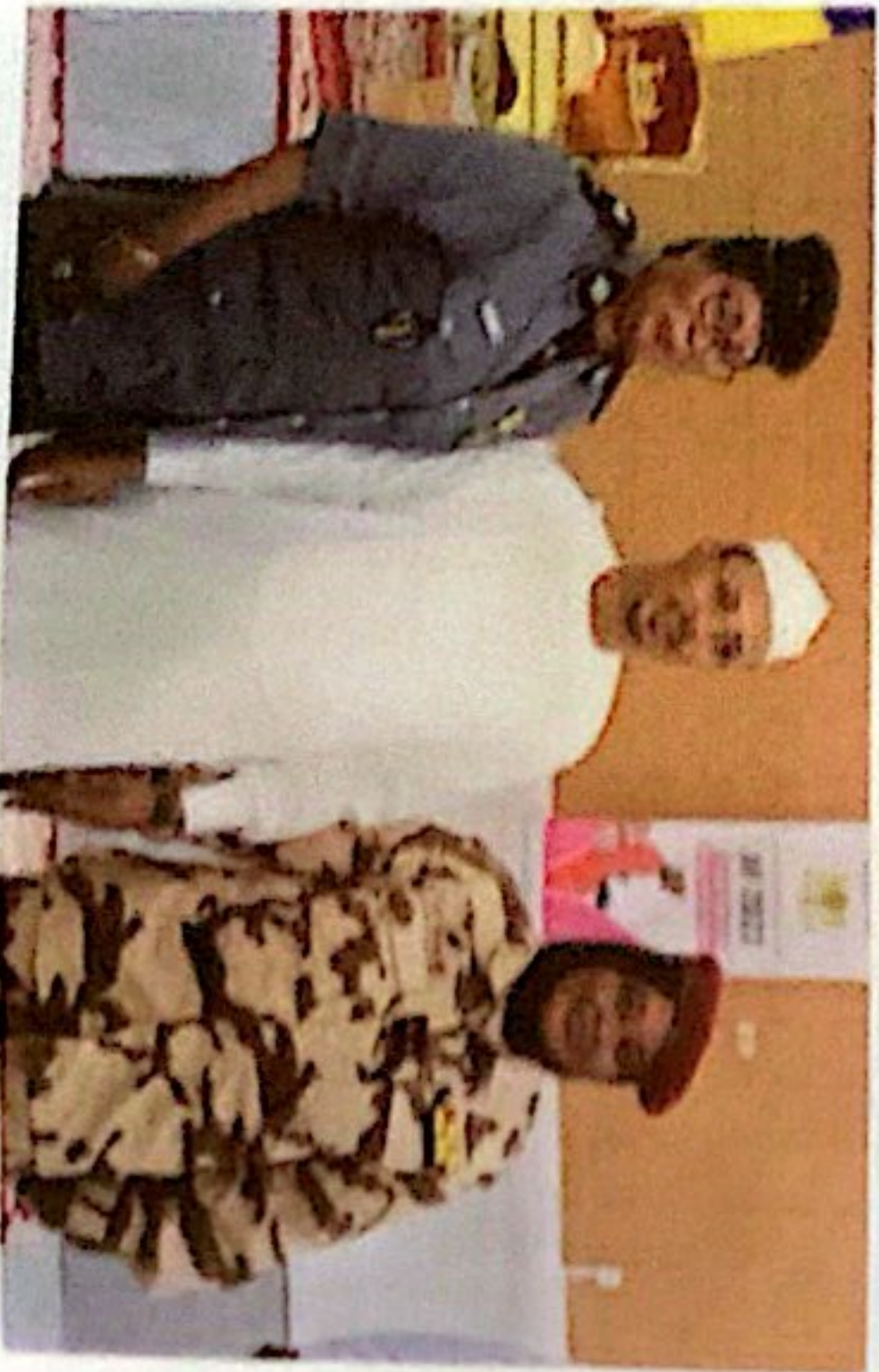
Avec Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, à Bruxelles.



Avec les chefs d'état de la CEEAC à Kinshasa.



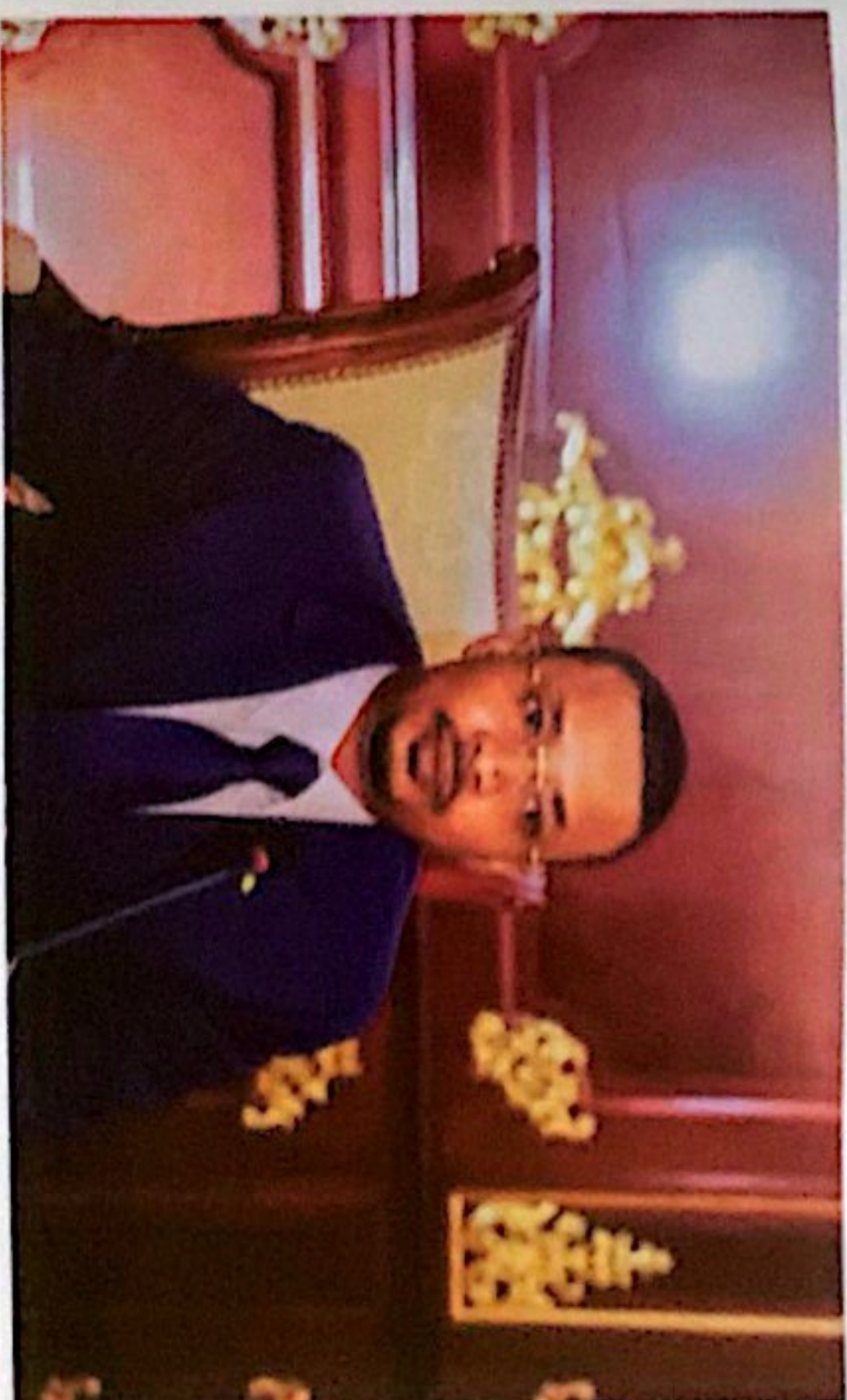
Avec les chefs d'état de la CEEAC à Yaoundé.



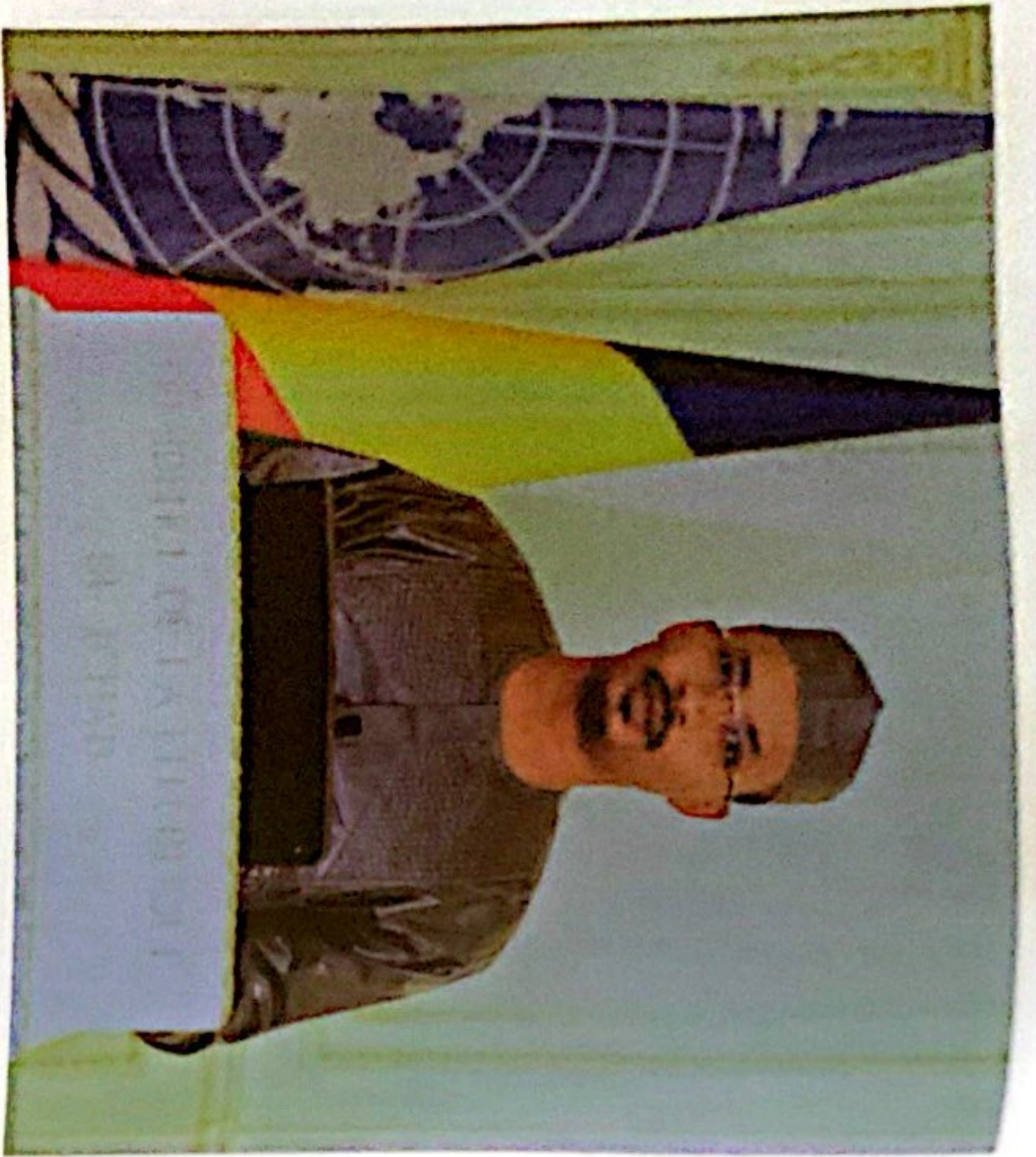
Avec les deux toutes premières femmes promues au grade de général pendant la transition.



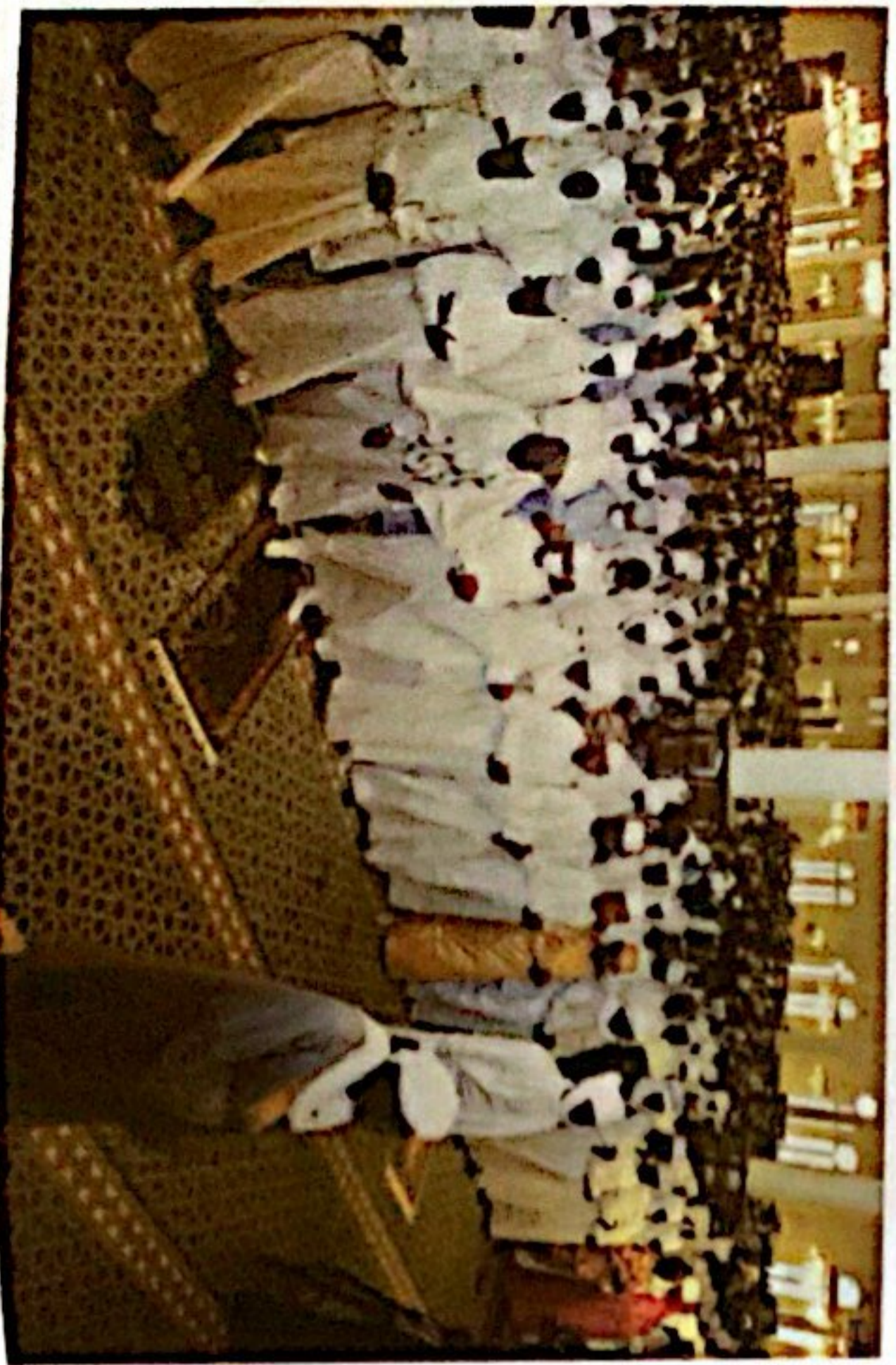
Point de presse avec Félix Tshisekedi le président congolais.



Lors d'un conseil ordinaire des ministres.



Ma déclaration au sommet mondial sur les systèmes alimentaires.



Prière de la fête du ramadan à la grande mosquée de N'Djamena.



Promenade à dos de dromadaire à Amdjarass.



Visite d'un camp des réfugiés soudanais à Adrénaline.



Visite d'un site de sinistrés lors de l'inondation de 2022.



Visite d'une dame victime de violence conjugale.



Mon investiture comme candidat de la coalition pour un Tchad uni, le 2 mars 2023.

## CHAPITRE III

### MES ANNÉES À LA DGSSIE

J'ai choisi d'être soldat.

Pour le courage,

Pour l'honneur,

Pour la loyauté,

Pour la bravoure,

Pour l'abnégation,

Pour servir mon pays.

Nommé en septembre 2014, me voici donc à la tête de la DGSSIE, l'une des plus grandes formations de l'armée tchadienne, commandant dès mes débuts à ce poste dix-sept mille hommes. À mon départ, elle en comptera trente mille !

C'est une responsabilité immense, surtout compte tenu de mon jeune âge. J'ai à peine trente ans. Parmi ces hommes que je vais commander, beaucoup sont plus âgés et surtout plus expérimentés que moi, me donnant ainsi une occasion unique d'apprendre et de grandir en tant que chef. Mon père, qui est désormais un guide et un mentor, m'alerte sur un point précis en me confiant ce poste : « Même si tu es leur chef, leur supérieur hiérarchique, il s'agit de mes compagnons, mes amis. Veille à les traiter avec respect, comme s'ils étaient tes égaux. » Cette approche s'étendait également aux femmes sous mon commandement. La présence à mes côtés de ces généraux qui avaient servi avec mon père était à la fois un atout et un défi. Ils allaient m'apporter la richesse de leur expérience et de leur sagesse. Leur soutien et leurs conseils étaient inestimables, me poussant à m'investir toujours plus dans mon rôle de directeur général de la DGSSIE.

Cependant, cette position n'était pas sans difficultés. En tant que fils du maréchal et chef de cette unité d'élite prestigieuse, ma légitimité était souvent mise en doute. Certains à l'extérieur ne croyaient pas en ma capacité à réussir, considérant que mon jeune âge et mes dix années d'expérience

« seulement », étaient des obstacles insurmontables. La DGSSIE était une unité d'élite, mais compliquée. Je sais pertinemment que certains voulaient me voir échouer. Mais j'étais déterminé à prouver le contraire. Ils avaient oublié que j'avais commandé avant une autre unité prestigieuse de quatre mille hommes. Ils avaient négligé mes années de terrain dans des conditions difficiles tout comme mon rôle déterminant lors de la campagne du Mali. Tout cela m'avait appris que gérer des hommes n'était pas seulement une question de force, mais aussi de justice, de sagesse et de compréhension profonde de la nature humaine. La gestion des hommes s'apprend et j'avais déjà beaucoup appris dans ce domaine.

Et puis surtout, ma plus grande école, c'était mon père.

Je me suis bien sûr interrogé sur ses intentions en me confiant un tel commandement. Il se trouve que l'unité que je commandais était non seulement très bien équipée, mais aussi stratégiquement placée près du pouvoir puisqu'à son service direct. Il était donc impératif qu'elle soit commandée par un fidèle au-dessus de tout soupçon. Qui mieux qu'un fils ?

Mais il y avait aussi autre chose : l'État tchadien, son administration au moment de ma nomination, c'était environ soixante mille soldats. J'allais en commander l'équivalent d'un quart. Techniquement, diriger la DGSSIE c'était piloter une sorte d'administration tchadienne en miniature. Je devais apprendre la gestion des ressources humaines à grande échelle, l'art de la délégation et la maîtrise de l'autorité. Je devais apprendre à être sévère, mais juste. À être reconnaissant et bon. Le tout, tout à la fois.

Je sais en revanche que mon père n'avait aucunement l'intention de me préparer pour le pouvoir en me confiant cette responsabilité. Ce n'était tout simplement pas son plan, il n'avait rien calculé. Certains de mes frères avaient fait des

écoles de commerce, d'autres étaient déjà engagés en politique. Je n'étais donc clairement pas le meilleur choix si mon père avait voulu préparer un successeur.

Si j'ai été nommé à ce poste, c'est tout simplement parce que j'étais le seul d'entre mes frères à faire une carrière militaire. Mon père avait besoin d'un proche, d'un fidèle à ce poste, à ce moment précis de son exercice du pouvoir. J'étais militaire de carrière, expérimenté, officier supérieur : j'avais exactement le profil dont il avait besoin.

Cette période de ma vie a en tout cas été une étape cruciale dans mon développement personnel et professionnel, m'enseignant l'importance de la résilience, du leadership et de la confiance en mes capacités, y compris face aux critiques les plus virulentes, venant parfois de proches ou de fidèles.

## **La gloire de la DGSSIE**

Ma prise de commandement à la tête de la DGSSIE se passe dans des conditions exceptionnellement favorables. Notre unité touche de nouveaux équipements, les entraînements exigeants attestent de la montée rapide en compétence des hommes, ainsi que de nos sous-officiers et officiers qui les encadrent. Je passe rapidement au grade de général de division en 2015.

Mais quand tout est trop beau pendant trop longtemps, la sagesse du Bédouin fait craindre un coup de vent. Il arrive en 2015.

À cette époque, mon père cherche un nouvel aide de camp. Sollicité, je propose un de mes hommes, le lieutenant-colonel Ismail Souleyman Lony, taillé pour ce poste. C'est un homme en qui j'ai toute confiance et avec qui j'ai accompli plusieurs missions, notamment au Mali. Il est avec moi sur le terrain lorsqu'on m'apprend que mon fils vient de naître. Fils que j'appelle Ismaël comme lui, marque de notre amitié.

Avec son profil et ma recommandation, sa nomination comme aide de camp adjoint du Président n'est qu'une formalité. Malheureusement, c'est à partir de ce moment-là que tous mes problèmes commencent.

Certains se sont servis de ma proximité avec lui pour tenter de m'atteindre. C'est pour cela que je consacre quelques pages de ce livre à cette histoire, afin de clarifier les choses.

## **Complot au sommet**

Un jour de 2015, un vendredi, alors que le ramadan approche, je suis convoqué par mon père qui contre toute attente me passe un savon, en tant que Président et en tant que père. La cause de son courroux est confuse, une histoire de véhicules utilisés par des gens qui n'auraient pas dû y avoir accès. Quelque chose qui en réalité n'a pas grand-chose à voir avec moi. Je me fais donc engueuler pour quelque chose que je n'ai pas fait et dont je ne suis pas responsable. Mais j'encaisse en silence.

Alors que je quitte la présidence, le chauffeur m'interpelle discrètement et me révèle le dessous des cartes. Lors d'un déplacement en voiture du maréchal, trajet auquel il a participé puisqu'il était au volant du véhicule, l'aide de camp du Président, le général Khoudar (petit frère choyé de la



Première Dame, Hinda Deby) aurait dit du mal de moi tout du long. À l'aller comme au retour.

Je suis bien sûr très étonné par cette révélation, mais en même temps soulagé : je comprends mieux pourquoi je me suis pris un savon par mon père ! C'était incompréhensible et injuste, mais au moins maintenant j'ai une explication.

L'affaire ne s'arrête pas là. Au palais, le général Khoudar annonce à tous les officiers que je viens de me faire engueuler par mon père et que je vais démissionner ! J'apprends la fausse nouvelle par l'un de mes officiers présents, qui m'appelle sur ma ligne directe aussitôt sorti. Il est étonné de me trouver à mon bureau alors même qu'on lui a annoncé ma démission quelques minutes plus tôt. La même scène se produit un peu plus tard avec un autre officier qui vient, lui, me voir physiquement à mon bureau. Il s'étonne également que je sois à mon poste comme si de rien n'était... Forcément, puisque tout cela n'est que mensonge !

Je dois tirer au clair cette histoire et pour cela j'appelle aussitôt le général Tom Djeroua, aide de camp titulaire du Président, et je lui demande de venir avec son adjoint le général Khoudar. Je les convoque tous les deux dans mon bureau.

Je suis général de division, donc en position de lui exprimer à mon tour mon courroux. Je soupçonne le général Khoudar d'avoir fait tout cela pour prendre ma place à la tête de la DGSSIE. En lui disant « stop aux ragots » et « stop à la zizanie », devant son titulaire comme témoin, j'espère mettre un terme à cette affaire. Sans le savoir, je ne fais que rajouter de l'huile sur le feu.

À ce moment-là de l'histoire, il me faut préciser ce que je n'avais pas pris en compte jusqu'ici, car je n'imaginai pas que cela pourrait être la cause de ces ennuis absurdes et injustes. L'aide de camp en question, le général Khoudar, est le frère et protégé de la Première Dame. Celui dont la sœur

partage la vie de mon père, qui devrait donc être un proche, est tout au contraire en train de fomenter un complot contre moi. Cela me saute aux yeux lorsque mon père me rappelle quelques jours plus tard et m'annonce qu'il renvoie le colonel Ismail Souleyman Lony, *sine die*, car il ne fait pas l'affaire. Il nommera quelqu'un d'autre à sa place.

Quelques jours passent encore et Ismaïl m'apprend qu'on lui a coupé sa ligne téléphonique de fonction. Bizarre. Puis, il m'apprend le lendemain qu'il a reçu un appel de son ancien chef, le général Khoudar. Ce dernier lui demande de « rendre toutes les armes en sa possession ». Comme son chef au final c'est moi, je lui dis de ne pas tenir compte de cet ordre. La pression sur ses épaules est à son comble : Ismail Souleyman Lony est un militaire, officier supérieur, il s'agit de ses armes de dotation, il n'y a aucune raison de vouloir les lui reprendre puisqu'il n'a pas été sanctionné. Personne n'a rien à lui reprocher. Simplement, il « ne fait pas l'affaire » comme aide de camp. S'il devait un jour rendre ses armes à quelqu'un pour une raison légitime, ce serait à moi.

Le général Khoudar n'en reste pas là et le convoque le surlendemain à la présidence. Rebelote, un officier le reçoit et exige qu'il lui remette ses armes immédiatement. Ce que le lieutenant-colonel Ismail refuse bien évidemment de faire. Vient à passer le général Khoudar dans le couloir. Par hasard ? Je n'y crois pas un instant. Tout prouve qu'il vient en réalité provoquer Ismail et même l'humilier. Ismail, mon ami, est justement à bout de patience. Depuis des jours, il vit reclus chez lui se demandant pourquoi il est tombé ainsi en disgrâce. Pourquoi l'a-t-on démis de ses fonctions ? Pourquoi lui a-t-on coupé sa ligne ? Pourquoi veut-on lui confisquer ses armes alors que personne n'a rien à lui reprocher ? Ses nerfs lâchent : il tire avec son arme de service sur le général dans l'enceinte de la présidence. La balle atteint son pied, ce qui démontre que l'intention première de Ismail n'est pas de le tuer. Il continue toutefois à maintenir le général en joue, sans doute le temps de réfléchir à ce qu'il

va faire. Mon ami me dévoilera plus tard qu'il a hésité à tirer une deuxième balle, cette fois pour tuer ! L'effet de ce temps d'hésitation sur le général Khoudar est en tout cas inattendu : craignant qu'Ismail ne tire une seconde fois sur lui, il le supplie de lui pardonner et vide son sac :

« Excuse-moi ! Tout ce qui s'est passé jusqu'ici, ce n'est pas ma faute ! C'est ma sœur qui me pousse à le faire, pour déstabiliser Mahamat et lui faire quitter son poste à la DGSSIE. »

La scène se déroule devant témoins, d'autres officiers ont assisté à la conversation. Trop tard : le complot est révélé.

Le scandale est énorme. Un officier qui tire sur un autre officier, qui plus est à la présidence, c'est très grave. Ismail est remis à la Justice et condamné à trois ans de prison, dégradé et radié de l'armée.

Cet évènement, qui me fait comprendre que j'ai des ennemis puissants qui veulent ma perte, signe la fin de mes années glorieuses. Celles dont j'ai parlé dans les chapitres précédents de ce livre. Pour moi, les ennuis commencent vraiment.

## **Dieu, garde-moi de mes ennemis**

Mes ennemis tentent de convaincre mon père que je suis derrière tout ça. Qu'Ismail a agi sur mon ordre ! La tâche est aisée pour eux : ma belle-mère voit mon père tous les jours, ainsi, bien entendu, que le général Koudar, son frère, qui reste son aide de camp. Le poison s'instille lentement, mais sûrement, dans l'esprit de mon père.

Moi, je suis assommé par cette histoire. Je reste en poste, mais ma position est clairement fragilisée par ces complots de Palais.

Mon père me bat froid. Je me mets à boire de l'alcool. Beaucoup. Trop.

Un dimanche, je suis avec mon oncle paternel, le général Oumar Deby. Nous passons l'après-midi à boire et à discuter dans son jardin. Chacun rentre chez lui, mais à peine arrivé chez moi, ma jeune tante Halima Moussa Rozy m'appelle et me fait une scène au téléphone, me reprochant d'avoir fait boire son mari. Je remonte dans ma voiture pour m'expliquer. Les choses tournent mal, car je suis saoul. Nous en venons aux mains.

Je suis mort de honte. Ce jour-là, je me rends compte que j'ai dépassé les limites. À partir de cet instant, je jure devant Dieu de ne plus boire jusqu'à la fin de ma vie.

## **Le Coran**

Dieu fait de bonnes choses. Et il va me faire un signe.

À Batha en septembre 2015, on vient de découvrir de l'or. Des milliers de personnes arrivent sur place pour prospecter avec toutes les conséquences que l'on imagine sur l'environnement et les habitants du cru. Il devient indispensable d'aller sécuriser tout cela et de remettre de l'ordre.

C'est la mission que le Premier ministre me confie sur ordre de mon père, sachant qu'il est allé se reposer quelques jours à Amdjarass. C'est mon adjoint qui assure alors sa protection rapprochée.

Ma mission consiste donc à reprendre le contrôle de la zone de prospection, à évacuer les orpailleurs illégaux et à sécuriser l'ensemble jusqu'à nouvel ordre. En quatre jours, mes

hommes et moi faisons le ménage. Nous établissons des check-points tout autour et le travail est terminé.

Le temps va être long, j'ai un mois à tuer devant moi ! Je mets ce temps à profit pour développer ma spiritualité et me plonger dans le livre saint.

Petit, avec mes deux grand-mères, j'avais bien entendu appris les enseignements du Coran. Mais je n'avais pas la connaissance des versets.

Me voici donc parti à la découverte des paroles de Dieu. Je vais lire le Coran pour bien comprendre. Qu'est-ce que le Coran exactement ? Je le lis intégralement en vingt jours. Cela me renforce dans ma Foi. C'est la plus grande chance de ma vie. J'ai vraiment le temps de comprendre ce qu'est le Coran. Les choses ne viennent pas par hasard.

Les années qui suivent passent sans événements majeurs. Je décèle des coups bas, on cherche à me mettre des bâtons dans les roues, mais je reste stoïque à mon poste. J'effectue mon travail.

Vis-à-vis des nombreux complotistes qui tentent de me nuire, je sais que mon père n'est pas dupe, sinon il m'aurait retiré mon commandement en 2015. Cependant, désormais quand je vais au Palais c'est plus en tant que général, commandant la DGSSIE. Beaucoup moins comme fils.

Pour les fêtes familiales comme Noël, mon père reçoit mes enfants, leurs cousins et leurs mamans. Il leur offre des cadeaux. Nous, ses fils, ne sommes pas conviés. À l'inverse de l'aïd al-adha et l'aïd al-fitr il nous reçoit seul, nous bénit pendant que nous lui demandons évidemment pardon.

Ayant perdu mes deux grand-mères (en 2009 et en 2012), qui m'ont entièrement élevé et ont fait de moi l'homme que je suis, la seule personne de ma famille qui me reste est mon

père. C'est le dernier qui puisse me guider. Je lui suis loyal et fidèle.

Je cloisonne donc et je me concentre sur mon travail qui n'est pas simple. La DGSSIE reçoit en effet de nouveaux équipements et de nouveaux véhicules, nos effectifs augmentent à vitesse grand V. Autant de choses dont j'ai la responsabilité directe.

En 2018, je deviens général de corps d'armée. Les choses se sont apaisées avec mon père. Il est chef de l'État depuis vingt-huit ans désormais, il a eu le temps de comprendre ce qui se passait autour de lui. Lui et moi, on se comprend.

## **Sur le terrain**

Survient l'épisode de Miski, à nouveau une zone aurifère, au nord, source de vives tensions. Nous sommes toujours en 2018. L'or qui s'y trouve sert de trésor de guerre aux rebelles qui vivent au sud de la Libye et à quelques ressortissants de la localité, sans qu'ils soient inquiétés par quiconque en raison de l'absence d'autorité publique.

L'État s'oppose à l'exploitation anarchique et surtout à la violence gratuite exercée contre les paisibles citoyens venant d'autres provinces du pays pour profiter de cette manne. Le Chef d'État-Major envoie plusieurs unités sur place pour remettre de l'ordre, mais la mission tourne court. Les fantassins censés accompagner les blindés ont simplement disparu ! Le commandant d'unité, un de mes hommes, m'appelle et me demande quels sont mes ordres. « S'il se passe quelque chose, je ne pourrai rien faire ! » Je décide aussitôt de le déplacer avec ses blindés à quelques dizaines de kilomètres de là, pour le mettre à l'abri le temps

d'attendre la décision de l'état-major. Intervenir militairement, ou pas ?

Aussitôt, ma décision responsable, pragmatique, stratégique même, destinée à protéger mes hommes et à éviter des morts inutiles, est utilisée par mes ennemis contre moi. On me reproche d'avoir retiré mon unité de Miski parce que les habitants de la région seraient mes parents, des Goranes comme moi par ma mère.

Mon père à qui l'on raconte tout cela me convoque aussitôt et me passe un savon de première.

« Tu es un général, je te donne des ordres et tu retires ton unité de Miski ? Pourquoi ? Parce que ce sont tes proches du côté maternel ? »

Je ne me laisse pas faire. Je rétorque que je ne peux pas laisser des blindés sur Miski sans fantassins, que ce serait suicidaire.

« C'est pour les protéger que je les ai déplacés ».

J'aurais mieux fait de me taire. Me voilà donc envoyé à la tête de mes hommes à Miski pour participer aux opérations de rétablissement de l'ordre avec d'autres unités de l'armée. Rapidement, je constate que le commandement sur place est totalement défaillant. Les ordres et les contre-ordres se succèdent, rien n'avance. Je prends alors l'initiative de diriger les opérations et d'engager le combat sans prévenir mon père. Je dois lui prouver ma loyauté et c'est une occasion toute trouvée qui se présente à moi. À tel point que c'est par la radio qu'il apprend que les opérations militaires ont démarré à Miski.

Nos forces sont à peu près égales, avec une quarantaine de véhicules des deux côtés et environ trois cents hommes à chaque fois. Mais nos adversaires ont l'avantage du terrain qu'ils connaissent et qu'ils tiennent. Ils ont aussi miné les

accès à la ville, neutralisant plusieurs de mes blindés et leurs équipages. Des mines, cela ne s'achète pas chez les Toubous du coin. Les rebelles bénéficient de soutiens étrangers, c'est évident. Le bilan des combats est sévère, avec beaucoup de victimes des deux côtés, mais nous reprenons le contrôle de la situation. La victoire est à moi.

Je pacifie la région pendant les deux semaines qui suivent, jusqu'à ce que mon père me fasse revenir à N'Djamena. Il me félicite mais surtout, il a bien compris le message que je voulais lui faire passer. Encore une fois, je viens de lui prouver que je lui suis loyal, que je suis un soldat et un Tchadien, avant toute autre considération.

## **Ennemis de l'intérieur**

Ce fait d'armes qui rejaillit sur moi et sur mes hommes ne décourage pas pour autant ceux qui veulent me nuire. La DGSSIE que je dirige toujours est de plus en plus puissante. Mes ennemis cherchent donc à l'affaiblir et à m'affaiblir du même coup.

Quelques mois plus tard en mars 2020, la PSI, une unité antiterroriste dont les soldats ont été formés par les Américains et qui compte deux mille hommes, est détachée de la DGSSIE. Elle devient donc autonome.

Derrière cette manœuvre, je découvre rapidement que se cache une fois de plus ma belle-mère, avec le soutien de cousins paternels. Mais je ne peux en parler à personne, et surtout pas à mon père qui est autant victime de toutes ces manœuvres et manipulations que moi.



Lorsqu'arrive un ordre de départ en mission loin de N'Djamena, je sens qu'il est temps de clarifier les choses. Les absents ont toujours tort, je dois crever l'abcès avec mon père avant de m'éloigner de lui !

Depuis quelque temps, les notes que je lui envoie me reviennent sans annotations, contrairement à ses habitudes antérieures.

Un jour, il nous convoque moi et le général Oumar Deby, Directeur Général de la Réserve stratégique (DGR) pour préparer une mission. Les instructions reçues et comprises, je demande à lui parler pour clarifier un certain nombre de choses. Je lui demande directement ce qu'il me reproche.

« Tu es en train de préparer un coup d'État contre moi » assène mon père, à peine ai-je terminé de lui poser la question.

Ces mots me glacent. Mes ennemis sont tellement puissants qu'ils sont parvenus à le persuader de l'incroyable, de l'impossible ! L'affaire est bien ficelée : ils ont donné des noms de prétendus complices à mon père, plusieurs de mes amis proches. Il les égrène devant moi.

Ma réplique est cinglante, je suis furieux.

« Comment peux-tu croire un instant tout cela ? Je suis ton fils ! C'est toi qui m'as mis au monde, c'est toi qui m'as éduqué, c'est toi qui m'as nommé général, c'est toi qui m'as mis à la tête de la DGSSIE. Comment peux-tu imaginer ça ? »

J'essaie de lui faire comprendre que tout est faux, calomnieux. Rien n'y fait. Il ne me reste donc qu'une seule option : donner ma démission.

« Sans confiance entre nous, je ne peux plus occuper mes fonctions. »

J'ai la gorge nouée, les poings serrés.

« Tu démissionnes ? J'en prends acte. Mais tu ne démissionnes pas. Tu es viré. »

Lui aussi est très fâché, mais aussi très ému. Nos ennemis communs ont réussi leur coup : éloigner le père du fils et le fils du père.

Nous sommes le 9 mars 2020. Le monde s'écroule sous mes pieds. Je rentre chez moi sans repasser par la DGSSIE. Je suis désemparé, groggy. Ma promesse devant Allah de ne plus toucher à une goutte d'alcool m'empêche de faire une bêtise.

Heureusement pour moi, mes ennemis n'ont pas anticipé ma démission soudaine. Aussitôt, chaque clan, chaque faction propose son candidat pour me remplacer à la tête de la DGSSIE. En procédant ainsi ils se dévoilent, ce qui n'échappe pas à la vigilance de mon père. Il comprend rapidement que tout cela n'est qu'une cabale montée de toutes pièces contre moi, mais aussi, par contrecoup, contre lui et son autorité.

Après quelques passes d'armes entre clans adverses, aucun nom ne parvenant à s'imposer pour me remplacer à la tête de la DGSSIE, mon père me convoque à nouveau.

Je n'en mène pas large en arrivant à la villa Burkina. Je lui demande de bien vouloir m'excuser pour mon insolence, d'avoir présenté si brutalement ma démission. Je suis humble devant mon père, comme il se doit.

Dans un éclat de rire, il me pardonne et m'enjoint aussitôt d'aller reprendre mes fonctions. Comme par magie, le malentendu, le drame même, est oublié ! Mes adversaires viennent de perdre une manche.

Pendant toute cette période floue, j'avoue avoir prié Dieu. Pour lui demander de m'envoyer autre part qu'à la DGSSIE. Mon travail n'avait pas d'importance : ce que je voulais profondément c'était de ne pas être fâché avec mon père !

J'avais manifestement été entendu par le Tout Puissant... Mon père avait compris que je lui étais loyal et que les accusations portées contre moi, une fois de plus, n'étaient que des inventions créées de toutes pièces par mes ennemis. Et il me renvoyait donc commander la DGSSIE.

Il allait bientôt avoir encore besoin de moi, mais ni lui ni moi ne le savions à ce moment-là.

## **Boko Haram**

Je reprends à peine mon poste à la tête de la DGSSIE que des terroristes de Boko Haram déferlent du Niger sur le lac Tchad et déciment les soldats d'une unité de l'armée basée à Bohoma, sur une presqu'île du lac. Leur assaut surprise, avec sans doute le bénéfice de quelques complicités locales, fait une centaine de morts parmi les soldats tchadiens et « seulement » quelques blessés. C'est en réalité un carnage dramatique. Beaucoup n'ont même pas eu le temps de se défendre, surpris dans leur sommeil.

Aussitôt, toute la presse internationale en parle. L'État islamique que nous avons pourchassé, notamment au Mali, est de retour et frappe très fort. Informé du drame, mon père m'envoie un message et m'enjoint d'aller directement sur la zone, au lac Tchad, avec le maximum d'hommes.

Il me rejoint le lendemain pour lancer l'opération « colère de Bohama ». En quelques jours, six mille hommes sont rassemblés sous son commandement pour traquer les terroristes de Boko Haram et les bouter hors du Tchad. L'opération est un succès total : un millier de djihadistes sont éliminés ou faits prisonniers, des pirogues sont saisies par dizaines, ainsi que des tonnes d'armes et des munitions.

J'observe une nouvelle fois à quel point notre capacité à mobiliser des hommes et à nous déplacer rapidement est l'une des clés de notre succès, tout comme notre solide expérience du combat et notre savoir-faire en matière de commandement.

Le soutien de la population est unanime : les Tchadiens en ont assez des incursions terroristes sur notre territoire. Ce drame ressoude la nation autour de son armée après les événements de Miski et le pays est uni autour de son chef, Idriss Déby, mon père.

Les petites manœuvres médiocres de quelques-uns, qui me tracassaient quelques jours plus tôt et avaient mis mon père en colère, n'étaient plus. Lui et moi étions à nouveau comme les cinq doigts de la main. Cette nouvelle victoire contre les djihadistes lui vaut même d'être nommé Maréchal en août par l'Assemblée nationale.

Malheureusement, les attaques des terroristes et des mercenaires n'allaient pas cesser pour autant. Après nous avoir réuni mon père et moi derrière le drapeau tricolore, ils allaient bientôt nous séparer. À tout jamais.

## **11 avril 2021**

Le dimanche 11 avril 2021, les mercenaires du FACT (Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad), qui étaient à la solde du Maréchal Khalifa Haftar pour combattre le gouvernement central de Tripoli, profitent de la période des élections présidentielles pour mener une incursion afin de déstabiliser le Tchad.

Ils profitent de la mobilisation des services de l'État et des forces de sécurité, dédiés à l'organisation du scrutin, pour déferler sur le pays par le Nord. Sans nul doute leur plan était préparé de longue date.

Le chef suprême des armées décide donc d'envoyer une colonne pour stopper la menace. Cette colonne est dirigée par le CEMGA, le Général Abakar Abdelkerim Daoud, et moi-même avec mon unité sous ses ordres.

Nous leur fonçons dessus dès le 12 avril sur la base des informations à notre disposition. Mais les éléments du FACT sont très mobiles. Après plusieurs jours de poursuite, nous parvenons enfin à engager le combat à Zourké. Ils anticipent notre arrivée et tentent de nous contourner par les montagnes.

Le premier accrochage survient donc le 17 avril 2021. Nous prenons alors l'avantage et détruisons ou récupérons une cinquantaine de véhicules. Des centaines de rebelles sont tués et environ deux cents autres faits prisonniers. De notre côté, nous ne déplorons qu'un seul mort et quelques blessés.

Quelque chose nous tracasse pourtant : nos informations parlent d'une colonne de cent-quatre-vingts à deux cents véhicules. Or, pendant les combats, au plus fort de la lutte, l'ennemi n'aligne pas plus de quatre-vingts pick-up. Où sont passés les autres ? Il semble qu'ils aient réussi à nous contourner et à passer dans notre dos. Il faut donc repartir à la chasse sans plus attendre.

Le 17 avril, une autre colonne de l'armée s'élanche au soir de N'Djamena, avec à sa tête mon père désormais Maréchal. La manœuvre consiste à prendre en tenaille les mercenaires qui nous ont échappé et sont probablement partis vers le sud. Nous sommes sur leurs talons et les poussons vers la colonne partie de N'Djamena. La nuit tombe sans prise à partie d'un camp ou de l'autre. La tension demeure. Nous restons en alerte.

Forcément, dans une telle situation, tout le monde redémarre aux premières lueurs du jour. Nous roulons pendant des heures jusqu'à un point d'eau nommé Bir-Soultoum où nous refaisons le plein et tentons de reposer nos corps. C'est à ce moment-là que la radio crépite et nous annonce que la colonne partie de N'Djamena, avec le Maréchal à sa tête, a subi un accrochage avec les rebelles vers 15 h. Nous sautons aussitôt dans nos véhicules, mais nous sommes à quatre cents kilomètres de là. Il faut rouler une partie de la nuit pour rallier l'autre colonne et pouvoir lui prêter mainforte.

Il est 1 h du matin. Quarante kilomètres nous séparent désormais de la dernière position connue de la colonne et de l'accrochage qu'elle a subi. Le Chef d'État-Major, qui est à la manœuvre dans la colonne où je me trouve, nous dit de nous préparer pour un assaut à 4 h du matin, aux premières lueurs du jour. Chacun se prépare à cette nouvelle épreuve.

Problème : les centaines de kilomètres parcourus en quelques heures nous ont coupé de notre logistique. Cette fois, notre grande mobilité s'avère être une vulnérabilité. Impossible de faire le plein de tous nos véhicules, il faut en laisser une partie sur place pour que les autres soient totalement opérationnels.

Lorsque nous arrivons sur la zone, les combats viennent tout juste de reprendre entre les rebelles et la colonne partie de N'Djamena. Nos hommes sont en grande difficulté, sous le feu nourri de l'ennemi. Leurs pertes en hommes et en matériels sont sérieuses. Notre arrivée, providentielle en réalité, permet de rééquilibrer le rapport de force. En quelques heures, l'adversaire est repoussé à quarante kilomètres vers le Nord. Une course-poursuite s'engage une nouvelle fois, à notre avantage. Elle se transforme en débandade des rebelles. Nous les écrasons. Saisie massive de matériel, centaines de prisonniers à la clé.

Victoire !

## La mort de mon père

Il est 11 h, nous sommes le 19 avril, la victoire est totale. Une semaine après la nouvelle incursion hostile, nous avons gagné une fois encore la guerre contre les rebelles.

Sur le champ de bataille, je tombe sur mon adjoint à la tête de la DGSSIE, le général Ibrahim Souleyman (Alias Allah Wahit) qui était venu avec le Maréchal depuis N'Djamena. Je lui demande alors où se trouve mon père avec qui je veux partager le plaisir de cette victoire. Il m'indique de le suivre jusqu'au dernier point où ils se sont croisés et nous prenons la route ensemble à bord de son véhicule. Le mien n'a malheureusement plus d'essence.

Sur place, pas de Maréchal. J'interroge les hommes autour de moi. Personne ne sait où il se trouve. Un officier, enfin, pense avoir vu le véhicule du maréchal partir vers N'Djamena.

La chose m'étonne : ce n'est pas dans les habitudes de mon père de partir à la fin de la bataille. Tout au contraire. À chaque campagne que j'ai pu faire à ses côtés, il est en première ligne et une fois les combats terminés il félicite tous les hommes, va voir les blessés, rend hommage aux morts tombés au combat. Et pour cette victoire-là, pour cette bataille-là, déterminante, le Maréchal ne serait pas là ? Je suis inquiet. J'ordonne donc de prendre la même route que mon père.

Quelques dizaines de kilomètres plus loin, nous arrivons à la hauteur d'un véhicule de notre armée en feu. Il est couvert d'impacts. Pas de doute : c'est l'un des véhicules d'escorte de mon père. Le téléphone d'Idriss Yousouf Boy qui m'accompagne sonne à ce moment-là : c'est le Chef d'État-Major de l'armée de l'Air qui appelle et me demande où je me trouve. Je lui donne ma position, mais avant même que je puisse lui poser une question, il m'annonce avoir évacué mon père.

« Qu'est-ce qui s'est passé ?

— Il a été blessé au combat et je l'ai évacué. Il faut que tu rentres. Rapidement. »

Les hommes qui m'accompagnent n'ont rien entendu de la conversation, mais ils comprennent à mon empressement à reprendre la route qu'il se passe quelque chose. Nous roulons à tombeau ouvert en direction de N'Djamena.

Les minutes passent, m'angoissent, me blessent. Je suis arraché à mes pensées, à mon inquiétude de plus en plus intense, par la sonnerie du téléphone. C'est à nouveau le commandant de l'armée de l'Air.

« Tu es où ?

- Je suis à 20 kilomètres de la zone de combat. »

- Ne bouge pas. Je t'envoie les hélicos. »

Aussitôt dit, aussitôt fait. Trente minutes plus tard, je grimpe dans un hélicoptère avec mon adjoint, tout aussi inquiet que moi de ne pas avoir vu le Maréchal. Mais lui ne sait pas qu'il est blessé. Je n'ai rien dit à personne de la teneur de mon échange téléphonique avec le commandant de l'armée de l'Air.

Moi, j'ai surtout peur.

Les hélicoptères nous déposent à Mao où un avion militaire nous attend moteur tournant prêt à décoller pour N'Djamena. Je ne suis pas encore monté à bord qu'un mécanicien me tend un téléphone : « Le Com Air veut vous parler ». Le Com Air, c'est bien sûr le Chef d'État-Major de l'armée de l'Air. Je lui ai déjà un peu trop parlé à mon goût cet après-midi. Je redoute d'entendre ce qu'il s'apprête à me dire.

Il ne m'aurait pas envoyé les hélicoptères pour parcourir quelques poignées de kilomètres et gagner quelques minutes sur ma route du retour pour N'Djamena si la situation n'était pas critique. Il ne prendrait pas la peine de m'appeler une fois de plus par téléphone si son message pouvait attendre que j'arrive à la capitale dans une petite heure.



C'est aussi un de mes oncles. Je sais donc que la situation est grave et qu'il veut m'en informer directement, mais rien de plus.

« Écoute. Ton père est décédé. Garde ton calme. Il faut que tu viennes rapidement. »

En montant à bord de l'appareil, je tente de masquer mon visage. Mais mon adjoint a déjà compris.

Il est 15h quand nous atterrissons. Le Com Air nous attend sur le tarmac. Sont présents le général Tahir Youssouf Boy, le général Hamada Youssouf Mahamat, Idriss Youssouf Boy (consul général du Tchad à Douala, qui m'accompagnait volontairement au combat), mon adjoint et quelques autres officiers.

Il nous emmène dans son bureau, mon adjoint et moi, et nous révèle que le Maréchal, mon père, est en réalité décédé depuis le matin. Pour ne pas me perturber pendant la bataille, il n'a pas voulu me le dire avant, me précise-t-il.

Nous voilà en route pour la présidence. Évidemment, personne ne dit un mot dans le véhicule qui m'embarque. J'y retrouve mon oncle l'Ambassadeur Daoussa Deby avec tous les conseillers de mon défunt père.

Le corps du maréchal est dans une pièce du palais. Je me recueille devant lui, je prie pour son salut.

## Je dis adieu à mon père

Un de ces moments dans une vie que l'on ne peut pas oublier.

En sortant de la chambre où se trouvait le corps sans vie de mon père, je me suis dirigé vers un autre bâtiment où loge ma belle-mère, la Première Dame, pour présenter bien évidemment mes condoléances. Mais au lieu d'en rester là, de parler de lui ou encore de l'organisation des obsèques, à mon grand étonnement, elle demande à me parler seul, sans Idriss Youssouf Boy qui m'accompagnait.

Elle veut me parler. J'écoute.

« Il ne faut pas dire que le maréchal est mort en faisant la guerre. Il faut faire comme si c'était un coup d'État.

- Mais pourquoi ?

- Ce serait honteux de dire aux gens qu'il est mort pendant une bataille.

- Mais mère, c'est ça la réalité ! Le maréchal a toujours participé à toutes les batailles ! Il n'y a pas de plus grand honneur pour un soldat que de mourir au combat ! »

Surprise par ma réaction, ma belle-mère se ravise :

« C'est juste une idée qui m'est venue comme cela, n'en parlons plus. »

Je viens de perdre mon père et ma belle-mère me demande de maquiller sa mort au combat en mort lors d'un coup d'État. Certes le contexte est particulier, les élections présidentielles ont eu lieu quelques jours plus tôt, les résultats ne sont pas encore proclamés. Mais tout de même, quelle idée de vouloir inventer cette histoire ! Sur le moment je suis bien sûr choqué, mais je trouve cela surtout malheureux, très malheureux.

Pour ma part, j'ai bien d'autres choses en tête.

## **Au service de l'État**

Le problème est que le chef de l'État n'est plus, ce qui entraîne un vide au sommet. Après mon arrivée à la présidence, un temps plus tard, le Chef d'État-Major arrive avec le général Tahir Erda qui était Directeur général des renseignements militaires. Les autres généraux, ses conseillers, arrivent les uns après les autres. Ils s'enferment dans une salle de réunion pour discuter, pendant que je reste à l'extérieur du bâtiment.

Le Chef d'État-Major finit par me convoquer.

« Les militaires réunis ici, à l'unanimité, ont décidé que tu deviendras le Président. »

Le ciel me tombe sur la tête. Je viens de perdre mon père et mon chef me demande de devenir Président de transition !

Face à mon étonnement, il m'explique être allé voir plus tôt le Président de l'Assemblée nationale et l'avoir informé du décès du Président. Selon la Constitution, c'est en effet lui qui doit devenir Président par intérim. Mais la situation est inédite, lui rétorque le Président de l'Assemblée nationale.

« Nous sommes dans une situation de guerre avec les rebelles qui nous ont attaqué depuis le nord et peuvent revenir. Je ne peux pas dans ces conditions assumer la charge du pouvoir. Je vous donne l'autorisation de former autre chose, avec quelqu'un capable de combattre l'ennemi et de gérer la transition. »

À la présidence, à son retour de l'Assemblée nationale, certains ont bien proposé une transition civile, et d'autres une transition militaire. Mais il faut surtout aller vite pour ne pas laisser le pouvoir vacant, au risque que l'intégrité même du Tchad soit menacée. Le scénario d'une transition militaire l'emporte donc. C'est le Chef d'État-Major qui tranche, vu la situation de guerre qui a poussé le Président de

l'Assemblée nationale à refuser la fonction. Question de cohérence.

Il désigne alors les quinze officiers qui vont constituer un Conseil Militaire de Transition (CMT). Conseil qui va choisir pour Président le DG DGSSIE, c'est-à-dire moi, et le vice-Président sera le ministre de la Défense.

C'est comme cela que la transition est mise en place ce soir-là, validée par la Cour Suprême qui rédige aussitôt le texte entérinant le processus.

## **Je n'étais pas prêt à être Président**

Moi, je suis spectateur de tout ceci. Les choses se font rapidement.

Je suis commandant de la DGSSIE, je suis commandant de la garde présidentielle.

J'ai perdu mon chef, j'ai perdu mon père.

Dans le même temps, une menace plane toujours sur mon pays avec les rebelles au nord qui peuvent revenir à tout moment pour profiter de la situation.

J'ai à gérer d'un côté le chagrin d'avoir perdu brutalement mon père. De l'autre, la peur de l'incertitude dans laquelle cette situation dramatique nous plonge.

Alors, quand le Chef d'État-Major m'annonce que je dois être Président de la transition je suis sous le choc. Ma première réaction est que « Je ne suis pas pour être Président ! Je ne suis pas pour quoi que ce soit d'ailleurs. »

Cette situation dans laquelle je suis brutalement plongé, je ne l'ai pas imaginée. Qui aurait pu anticiper cela d'ailleurs ?

Mais la menace d'une guerre civile, d'une lutte sanglante pour le pouvoir, est réelle. C'est ce qui s'est passé dans plusieurs autres pays d'Afrique à la disparition du chef de l'État. Dans de telles circonstances, on peut s'attendre au pire et j'aime trop mon pays pour me dérober.

Les discussions ont commencé sans moi à 18 h. À 3 h du matin, me voilà désigné Président du Conseil Militaire de Transition. Je ne prononce pas un mot de toute la réunion. Le texte entérinant cette décision doit être rendu public à 8 h du matin.

Avec mon cousin Idriss Youssouf Boy, l'ami d'enfance qui avait été de tous les combats avec moi, je me rends en pleine nuit à mon bureau contre l'avis des gardes du corps de mon défunt père qui veulent me voir dormir à la présidence. Je suis au volant de mon propre véhicule.

Pendant ces quelques heures, seul dans mon bureau je prie. J'implore Dieu et je fais la salat istikhara (prière d'invocation), pour savoir si vraiment cette fonction est bien faite pour moi. Sa réponse m'apaise et je trouve une forme de paix intérieure, je dors un peu et quand je me réveille, il est 6 h 30. Je me lave rapidement, j'enfile ma tenue. Mon cousin Idriss a dormi en travers de la porte de mon bureau. Les gardes du corps de la Présidence viennent me chercher avec les voitures officielles.

Dans une heure, le décès du maréchal sera rendu public ainsi que la mise en place du Conseil Militaire de Transition.

Je deviendrai Président.

## Le signe du destin

À ce stade de mon histoire personnelle, je souhaite insister sur un point précis avant d'aborder ensuite le processus de transition au Tchad.

Nous avons tous gravé profondément dans nos mémoires certains moments de notre vie. Des souvenirs dont nous avons gardé en tête chaque détail, même le plus insignifiant, et que nous sommes capables de nous remémorer et de raconter. Comme si c'était hier.

C'est évidemment le cas pour moi avec la journée du 19 avril. Elle restera à jamais celle de la mort de mon père.

Je n'ai pas eu besoin de faire le moindre effort pour vous raconter cette séquence précise dans les pages précédentes. Rien n'a été oublié. J'ai le film bien en tête avec tous ses protagonistes, l'ordre exact des événements et surtout tout ce qui m'a été dit et tout ce que moi-même j'ai pu dire ou même penser. Dieu m'en est témoin. Ainsi, lorsque j'écris que je ne veux pas être Président c'est littéralement ce que j'ai pensé. Il en est de même quand j'ai dit que je ne suis pas fait pour être Président, lorsque l'on me demande mon avis pendant cette fameuse nuit. C'est la stricte vérité.

Je dois ici vous révéler que d'autres noms, bien sûr, ont été avancés pour assurer la présidence du Tchad. Certains sont connus, d'autres moins, voire pas du tout jusqu'à aujourd'hui.

Dans le lot des noms qui ont circulé, il y a celui de mon frère Kérim qui se trouve alors être directeur de cabinet adjoint de notre père. Directeur du cabinet civil, je précise, car ce détail a toute son importance.

À ce poste, il connaît tous les rouages de l'administration, tous les dossiers en cours et tous les acteurs clés du paysage tchadien.

Je me souviens parfaitement de ce moment où mon adjoint m'a interpellé :

« Est-ce que tu veux être Président ?

- Non, sûrement pas, je ne veux pas être Président.

Long silence.

- Qu'est-ce que tu penses de ton frère Kerim ?

- Je suis partant, bien sûr, c'est une très bonne idée. Si on peut l'aider, c'est une très bonne chose ! »

Mon frère Kérim se présente lors d'une de ces réunions à laquelle tout le monde à la présidence participe afin de trouver une solution pour assurer la continuité du pouvoir. Kerim n'a pas été témoin de l'échange précédent, qui n'a pas non plus pu lui être rapporté. Il prend la parole.

« Le Maréchal est mort. Nous devons agir vite. Moi, mon choix c'est Mahamat. »

Dans la foulée, mon frère explique à l'assemblée son choix :

« C'est lui le commandant de la Garde. Il commande la plus grande formation militaire du pays. Il est le seul qui puisse être accepté par l'armée ».

Pour moi, c'est évidemment un signe du destin. Quelques heures plus tôt, quand on m'interroge en privé sur mes intentions et que l'on me demande mon opinion, je désigne mon frère Kérim comme Président de transition idéal, étant donné ses fonctions et sa connaissance de l'appareil d'État.

Et quand lui prend la parole, lors d'une réunion déterminante, il me désigne moi, son frère, comme Président de transition idéal ! Avec des arguments jugés imparables par l'assistance.

En fait de destin, je peux bien le dire maintenant, cette cooptation croisée entre deux frères est un signe de Dieu.

Cela aurait pu être lui Kérim, le Président de transition.  
J'étais prêt à le soutenir. Mais c'est Dieu qui fait le destin.  
Et il en a décidé ainsi.



**CHAPITRE IV**

**LES DÉFIS**

**DE LA TRANSITION**

## Dieu est à mes côtés

Cette nuit-là, la veille d'accéder au pouvoir, Dieu était vraiment à mes côtés et a inspiré aussi mon cousin Idriss. Alors que j'allais essayer de dormir deux heures dans mon bureau à la DGSSIE, il m'a clairement parlé à travers lui.

« Tu sais qu'il y a beaucoup de gens qui t'ont fait du mal et beaucoup de gens qui te feront du mal. On te fera encore des coups bas. Mais il te faudra avoir le courage de pardonner. »

Je lui ai répondu que pour moi c'était facile, car je pardonnais toujours ! Mais je savais qu'il me faudrait être humble et pardonner encore davantage, parce que j'allais devenir Président et que la fonction l'exigeait.

Les pièges qui m'ont été tendus, le mal qui m'a été fait, ce que j'ai raconté dans les chapitres précédents pour tordre le cou à certaines rumeurs et lever certains malentendus, je l'ai bien sûr pardonné. Non pas une fois investi, par calcul politicien, mais au moment des faits, car c'est dans ma nature.

Je suis croyant. Et en tant que musulman, Dieu a dit : « Si un musulman ne pardonne pas quelqu'un pendant plus de trois jours, toutes les bonnes actions qu'il accomplira ne seront pas comptées. »

C'est vrai, les gens peuvent faire du mal, mais mon caractère et ma Foi m'ont toujours donné le courage de pardonner jusqu'à aujourd'hui.

## **Mon premier jour**

La journée du 19 avril était chargée en émotions. Celle du 20 ne le sera pas moins.

Arrivé à la présidence, les services de sécurité me poussent directement dans le bureau de mon père. Il n'y a techniquement pas vraiment d'autre endroit logique où m'installer. Vient à entrer le directeur général du protocole, l'Ambassadeur Allamay, qui n'était pas au courant du décès du Maréchal. Il l'apprend en arrivant à la présidence.

Poussant la porte du bureau Présidentiel comme s'il espérait y trouver encore mon père, Allamay tombe sur moi. Dans la foulée, il tombe littéralement dans mes bras ! Nous voilà en larmes tous les deux.

Allamay est comme un grand frère pour moi. Je travaille depuis huit ans avec lui dans une grande complicité. La nouvelle de la mort de mon père le bouleverse au plus haut point. C'est moi qui le console, il a appris la nouvelle brutalement quelques minutes plus tôt. Pour lui, servir le Maréchal c'était plus qu'un travail, c'était même plus qu'une vocation. Il était un ami et un frère pour lui.

Ses esprits retrouvés, Allamay sera le deuxième après mon cousin à me prodiguer ses conseils. D'excellents et fort judicieux conseils qui me servent encore aujourd'hui tous les jours. Il est fidèle parmi les fidèles, à mes côtés.

## **Organiser la transition**

Le cabinet civil présidentiel dirigé par Aziz Mahamat Saleh et secondé par Abdelkerim Idriss Deby se met immédiatement au travail et ensemble avec le Président de l'Assemblée et le Président de la Cour Suprême, ils travaillent sur la

charte de transition toute la nuit ainsi que sur le projet de déclaration à la nation annonçant la mort du Maréchal, la mise en place du Conseil Militaire de Transition ainsi que l'organisation des obsèques. Tout est déjà en place quand je prends mes fonctions. Je ne peux que leur rendre un vibrant hommage pour l'immense travail accompli pendant ce laps de temps déterminant pour l'avenir du Tchad et sa stabilité. En parallèle, je commande et suis de près les opérations militaires afin de libérer notre territoire, encore occupé en partie par des bandes armées.

S'ensuivent dans les jours d'après des entretiens d'une importance capitale avec les chefs de partis politiques, les anciens Premiers ministres, les chefs traditionnels. Tout ce qui participe à la vie politique tchadienne, à sa richesse et à sa diversité passe par mon bureau à ce moment-là. J'écoute tout le monde patiemment jour et nuit.

Il faut nommer un Premier ministre, mettre un gouvernement de transition en place.

Pendant tout ce temps de consultations et de mise en place de la transition, je ne suis pas inquiet, je n'ai pas peur.

J'ai consulté Dieu et je lui fais confiance pour guider mes pas. Je ne suis pas prophète bien sûr, il ne me répond pas directement ! Mais le fait que la mise en place du CMT se passe sans obstacle, que tout semble aller de soi de la nomination du gouvernement à ses premières décisions, me semble être la réponse.

Arrivent les obsèques en présence de nombreux chefs d'État (Emmanuel Macron – Felix Tshichekedi – Mohamed Bazoum – Roch Kaboré – Umaro Embalo – Mohamed Ould El-Ghazaouani – Faure Gnassingbé – Bah N'Daw, Moussa Faki). C'est le dernier adieu à mon père, au Président élu, au vaillant soldat. L'émotion de cette cérémonie est d'une intensité inconcevable pour moi qui n'ait eu d'autre choix

que de lui succéder pour préserver l'unité du Tchad. Je suis Président de transition, je tiens mon rang.

Je ne l'apprendrai que bien plus tard, mais un Tchadien décide en revanche, lui, d'œuvrer contre son camp à cette occasion. Regrettable.

Moussa Faki, Président de la Commission de l'Union africaine (UA), fait la tournée des chefs d'États africains présents. Il parle même à Emmanuel Macron. Pour leur dire quoi ? Il conteste tout simplement le processus de transition déjà en place, que le Président de l'Assemblée nationale, la Cour Suprême, les plus hautes institutions du pays ainsi que tous les Tchadiens épris de paix ont validé. Et de tirer la manche des uns et des autres à l'occasion des obsèques de mon père. Et de plaider pour une transition civile. Avec lui aux manettes ? Le geste n'était vraiment ni habile ni élégant. Je n'ai pas compris cette manœuvre alors même que Moussa Faki avait été un proche de mon père. Il lui devait d'ailleurs son poste à l'Union africaine. Alors simplement, je lui ai dit ma façon de penser puis je lui ai pardonné.

## **Ma journée de travail de Président**

La routine quotidienne d'un Président est loin de l'image conventionnelle d'un emploi de bureau. Les lundis, ma journée commence tôt, souvent entre 7 h 30 et 8 h lorsque je passe en revue le programme des audiences à venir. Après avoir validé ou ajusté l'agenda selon l'urgence des dossiers, je me consacre à traiter toutes les affaires en attente sur mon bureau.

Les audiences occupent une place centrale dans mon emploi du temps, entrecoupées par des appels téléphoniques tantôt avec mes homologues internationaux, tantôt avec

mes collaborateurs au sein du gouvernement qui nécessitent un arbitrage, ou même des citoyens anonymes pour lesquels une décision urgente de ma part est essentielle. La fin de ma journée planifiée varie : parfois dès 15 h 30, d'autres fois elle s'étire jusqu'à 17 h. En réalité, un Président n'a pas d'horaires fixes. Je peux me retrouver à travailler à toute heure, que ce soit au palais ou à mon domicile.

Il n'est pas rare que ma vie privée ne commence qu'à une ou deux heures du matin, témoignant de la complexité et de l'exigence de la vie présidentielle. Cette existence, je la compare souvent à celle d'un prisonnier dans une cage dorée – loin de la liberté que j'avais en tant qu'homme libre et soldat, où je pouvais me déplacer à ma guise.

Au cœur de cette vie, ma foi reste mon ancrage. En tant que musulman, je m'astreins aux cinq prières quotidiennes, implorant le soutien divin pour mon pays, ma famille et moi-même. La présidence a inévitablement transformé ma relation avec ma famille. Les contraintes de mon emploi du temps réduisent drastiquement les moments partagés avec mes enfants, soulignant l'impact profond de mes responsabilités sur ma vie familiale et conjugale.

Sur le plan émotionnel, je suis humain – sujet aux mêmes émotions que tout un chacun. Je m'efforce toujours de contenir ma colère et je prie pour avoir de la patience, demandant à Dieu lors de mes prières de m'en accorder toujours davantage.

Quant à mon approche du travail, je ne suis pas homme à précipiter les choses sans réflexion, mais mon parcours militaire m'incite à privilégier l'efficacité et la rapidité. L'armée m'a appris la discipline de l'action : recevoir des ordres et les exécuter, donner des ordres et veiller à leur application. Cette méthode de travail, axée sur la célérité et la précision, est ce que je considère comme idéal non seulement pour l'armée, mais pour l'ensemble de notre administration.

## Jeux de pouvoir

Plus j'avance dans mes nouvelles fonctions, plus je découvre le jeu trouble du pouvoir, des influences et pressions de toutes parts. Un jour, alors qu'il est de passage à Paris, je reçois un appel de Félix Tshisekedi, alors Président en exercice de l'Union africaine qui se trouve être en compagnie du Président Macron. Au prétexte que les rebelles du nord menacent à nouveau d'entrer au Tchad, ils m'enjoignent, à la limite m'ordonnent, de modifier la charte de la Transition. Pour y ajouter quoi ? Que je ne me présente pas aux élections futures ! Si je me sou mets à leur diktat, ils m'aideront alors à écraser les rebelles. Si je ne le fais pas, ils ne lèveront pas le petit doigt pour moi.

Comme si cela ne suffisait pas, ils en profitent pour me reprocher aussi la composition du CMT, plus encore de la haute administration, et jusqu'à celle du commandement de l'armée. Pour eux, il y a trop de Zaghawa partout.

Que l'on me demande de faire évoluer la charte de la transition, je suis évidemment ouvert au dialogue. Mais que l'on me menace avec un chantage à l'assistance militaire je ne pouvais l'accepter.

Qu'en plus, le Président de l'UA en exercice et le Président français se lancent cette fois dans une telle ingérence, toute honte bue, je n'avais pas d'autre choix que de me mettre en colère.

« Que vous m'aidiez ou que vous ne m'aidiez pas, c'est votre problème. Je ne vais pas changer la charte de la transition sous la menace ! »

Mon prochain appel est pour mon Chef d'État-Major. Je lui ordonne de foncer au nord pour faire face aux rebelles. Je pilote la manœuvre depuis le centre des opérations. L'armée tchadienne les écrase, une fois de plus.

Quelques jours passent. Félix Tshisekedi est rentré en RDC et m'appelle :

« Mon frère, la pression que l'on t'a mise au téléphone n'était pas fondée. On a été induit en erreur par un de tes officiers, le général Mahamat Nour Abdelkerim, qui fait partie de ton CMT. Il nous a dit qu'il y avait un risque de guerre civile, que le désordre était total, que tu avais nommé des Zaghawa partout. Je suis désolé, je sais désormais que ce n'est pas vrai. »

Une fois de plus, ce qui semblait inconcevable et inacceptable trouve une explication. Voilà pourquoi Macron et Tshisekedi ont tenté de me tordre le bras quelques jours plus tôt ! Un coup bas de plus. Je commence à être habitué. J'appelle le général Mahamat Nour Abdelkerim, avec quelques membres du CMT dont mon vice-Président et je lui déroule tout ce que je viens d'apprendre. Naturellement, je lui précise les conséquences que cela aurait pu avoir pour le Tchad. Il reconnaît ses torts et me présente ses excuses. Je lui pardonne. Il rentre dans le rang. Affaire classée.

Sur le plan privé, je me réconcilie également avec ma belle-mère, l'ancienne Première Dame. La scène est mémorable. Venue voir mes petits frères, elle me prend à part une fois de plus et m'explique :

« Sais-tu pourquoi tes frères t'ont combattu pendant toutes ces années ? »

Dans ma tête, je me doutais déjà de pourquoi sans en connaître tous les détails. Elle n'y était pas étrangère, mais je me garde bien de le lui dire, par respect pour elle.

« Un jour, un marabout est venu me voir avec ton père. Et il nous a dit que le prochain Président s'appellerait Mahamat et qu'il serait issu de la famille des Deby. Comme tu es un Deby et t'appelles Mahamat, aussi parce que tu commandes une grande unité, c'est pour cela que tes frères t'ont combattu. »

Je n'étais pas au courant de cette histoire, mais plus que surpris surtout je suis choqué.



« Vous avez consulté un marabout alors que vous êtes des croyants ? Le destin appartient à Dieu. Pourquoi le combattre ? En tout cas, le passé c'est du passé. On a autre chose à faire ensemble. »

Fidèle à cette promesse, depuis le début de la transition je la protège, alors même que beaucoup de gens lui veulent du mal. Pourquoi ? La réponse est pourtant simple. C'était la femme de mon père. C'est la mère de mes frères. Je la protège par respect pour eux malgré ses actes et notamment malgré certaines alliances contre nature. Par respect pour mon père, pour mes frères, parce qu'être chef implique souvent d'être magnanime.

Précisons au passage, puisqu'il est question ici de mes frères, que dans ma jeunesse, notre cohésion était tout autre. Chaque fois que notre père nous parlait, il nous enjoignait à rester unis, à nous serrer les coudes. Nous sommes allés à l'école ensemble, nous avons voyagé ensemble, j'ai été au lycée militaire en France avec mon frère Adam.

## **Une transition ambitieuse**

Ce que nous entreprenons à la mort du Maréchal n'est pas qu'une simple transition. Si le Président de l'Assemblée nationale avait accepté de prendre la présidence par intérim, alors cela aurait été une transition différente. Nous aurions eu quatre-vingt-dix jours pour organiser des élections. Mais le Tchad était en guerre et les mercenaires étaient à trois cents kilomètres de la capitale. Les opposants en exil et les politico-militaires seraient restés en dehors du processus.

En adoptant la charte de la transition, en raison de la situation de guerre dans laquelle nous nous trouvions et qui a

fait renoncer le Président de l'Assemblée nationale, mais aussi en procédant à la dissolution de la Constitution, il nous a fallu tout réinventer. Il s'agissait de passer d'un régime présidentiel, sans Premier ministre, à un régime où le gouvernement civil occupe la première place. Ce ne fut pas une mince affaire !

Après plusieurs consultations, je décide de proposer le poste de Premier ministre à Albert Pahimi Padacké. Il a pour lui d'avoir déjà occupé ce poste en 2014, avec mon père comme Président. C'est le dernier Premier ministre du Tchad. Je le connais de cette époque, j'ai beaucoup travaillé avec lui, j'ai confiance en lui.

Il accepte aussitôt le poste de chef du gouvernement de transition. Nous construisons ensemble son gouvernement. L'Assemblée, normalement dissoute puisque la Constitution est abolie, est reconduite dans ses fonctions jusqu'à la mise en place de l'Assemblée provisoire de la transition.

Le pays fonctionne. Les fonctionnaires sont à leur poste, l'État respecte ses engagements nationaux et internationaux, les services publics effectuent leur travail, les enfants vont à l'école et l'armée sécurise nos frontières où les mercenaires sont mis en déroute. La continuité de l'État est assurée et l'unité nationale est préservée.

Très vite, nous annonçons les principes de liberté de manifester et de liberté des partis politiques d'organiser des marches encadrées. Le Parti les Transformateurs qui agissait dans la clandestinité est reconnu officiellement avec d'autres partis nouvellement créés. C'est l'ouverture. Autant de mesures destinées à rassurer aussi bien la population qu'une grande partie de la classe politique.

La très grande majorité de ceux que je rencontre, que ce soient des Présidents d'associations, des politico-militaires ou des exilés politiques, veut la paix. Ils veulent intensément la paix. Seule une petite minorité est contre et cherche à semer le trouble malgré les mains tendues. C'est cette

main tendue qui a permis la signature des accords de Doha et qui a permis la réussite du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), avec mille cinq cents représentants de toutes les couches de la société.

## **Les accords de Doha**

Je salue à nouveau le travail consciencieux de mon cabinet, à qui l'on doit l'organisation des rencontres de Doha qui aboutiront à la signature d'un accord fructueux. Je salue également l'investissement des autorités du Qatar qui ont une grande expérience dans les processus de pourparlers de paix et sont devenus ainsi des acteurs clés de la diplomatie internationale, incontournables au Sahel. Je regrette pour ma part simplement que ces rencontres n'aient pas pu avoir lieu plus tôt. C'est en effet dès le mois de juin que je me rends au Qatar pour rencontrer l'émir Al Thani et mettre en place ces rencontres. Prévues en décembre 2021 initialement, la date de début des pourparlers glisse lentement, jusqu'au... 13 mars 2022.

Pire encore : ces rencontres qui devaient durer trois semaines traînent en longueur et s'étendent finalement sur cinq longs mois !

Cela a beaucoup joué sur la transition. Si les rencontres de Doha s'étaient tenues en décembre 2021 et avaient duré trois semaines, la transition aurait pu tenir le calendrier des dix-huit mois prévus initialement.

Rien n'empêchait qu'elles débutent en décembre : nous étions prêts.

Quant aux accords, ceux qui seront finalement signés, ils ont bel et bien été négociés et rédigés en quelques semaines. Mais pendant des mois l'équipe gouvernementale envoyée

sur place, comme les politico-militaires, n'avait rien à faire. Ils me le disaient clairement quand je les consultais !

Le 5 août, j'appelle donc l'émir Al Thani et lui annonce que j'arrive le lendemain à Doha pour en finir avec les négociations. Surpris, celui-ci me demande de patienter 24 h de plus et me promet que tout sera prêt pour une signature le 8 août. Il m'invite à venir le 6 à Doha.

J'ai passé une partie de la nuit, jusque très tôt le matin, à discuter avec la cinquantaine de participants présents. Le 7, les accords étaient définitivement bouclés. Le 8, ils étaient signés. L'émir du Qatar avait tenu sa parole ! Le 9, j'étais de retour à N'Djamena. Le Dialogue national inclusif et souverain allait débiter le 20, dix jours plus tard.

À ce stade, je peux livrer une anecdote de plus sur le jeu diplomatique que j'apprends à découvrir depuis que je suis Président. Et qui m'étonne, je ne vous le cache pas. Alors que nous apprêtions à entamer le DNIS, nous avons convié un émissaire du Qatar qui demande à s'entretenir avec moi et à qui j'accorde quelques minutes. Celui-ci m'annonce que l'émir (du Qatar) me demande de ne pas me présenter aux élections Présidentielles. Un de plus !

Je rétorque que je ne suis pas un gouverneur auquel on donne des ordres, que la mission du Qatar est terminée : elle se limitait à la facilitation de la signature des accords de paix. Je suis très choqué et fâché.

Mon interlocuteur ne se démonte pas : « Ce n'est pas l'émir qui le demande, c'est la France ! »

J'ai bien entendu demandé plus tard au Président Macron ce qu'il en était : il m'a assuré que c'était totalement faux ! De mon point de vue, ce sont les Américains qui ont demandé à leurs alliés qataris de faire passer ce message. En réalité, Dieu seul sait qui était derrière tout ça. Mais si je vous raconte cette anecdote, parmi d'autres dans ce livre,

c'est pour que vous compreniez que le Président, fût-il de transition, est soumis à des pressions de toutes parts, tout le temps. Pour des agendas cachés. Il lui faut être ferme et intègre pour tenir tête et défendre les intérêts du pays.

## **Déceptions et ambitions personnelles : Cherif Mahamat Zene**

Dans l'aventure de la transition, j'ai été accompagné par des hommes et des femmes dévoués au Tchad et aux Tchadiens. D'autres m'ont en revanche déçu et n'ont pas tenu leurs promesses.

C'est le cas de Cherif Mahamat Zene.

Cherif Mahamat Zene, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement de feu le Maréchal, est une figure que je ne connais pas bien avant d'accéder au sommet du pouvoir.

Pourtant, dès les premières heures de la transition, avant même de former un gouvernement, il demande à me voir. Il devient l'une des premières personnes à m'apporter son soutien.

Observant qu'il a bien travaillé avec feu le Maréchal, je n'hésite pas à lui faire confiance et je lui propose d'être à mes côtés. Il accepte de m'aider, de m'accompagner, et c'est ainsi qu'il entre dans le gouvernement que je suis en train de former. Il accepte ma proposition, tout en sollicitant avec insistance le poste des Affaires étrangères.

En confiance, j'accepte donc sa proposition et je le nomme ministre des Affaires étrangères, des Tchadiens de l'Étranger et de la Coopération internationale.

Nous avons d'abord bien travaillé ensemble. Il joue même un très grand rôle dans la diplomatie pendant la première phase de la transition. Cependant, on se plaint de lui auprès de moi à plusieurs reprises : il est de caractère difficile et avec beaucoup de personnalité ! Je parviens tout de même à le gérer durant toute cette phase de transition.

Je lui confie aussi la mission de travailler de concours avec le comité technique spécial chargé de la négociation avec les politico-militaires, dirigé par l'ancien Président Goukouni Wedeye. Il travaille intensément à cette première phase du prédialogue avec les politico-militaires. Il entame avec nous la seconde phase, celle du gouvernement qui doit alors finaliser l'accord de Doha dont j'ai parlé précédemment. Cherif Mahamat Zene devient chef de mission là-bas et il exécute tant bien que mal son travail. L'accord est donc signé le 8 août 2022, avec des mois de retard sur le calendrier prévu. Je pense aujourd'hui qu'il en porte une part de responsabilité.

En une occasion, ne voulant pas qu'il manque un rendez-vous médical manifestement important à ses yeux, je lui affrète un avion pour qu'il puisse à la fois me représenter en Angola lors d'une importante cérémonie et voir son médecin à Dubaï. Il traîne des pieds et résiste à l'idée d'aller en Angola, mais finit par céder et nous représente dignement, tout en parvenant également à voir son médecin. Tout semble bien se passer et aucun différend clair ne subsiste entre nous, mais l'épisode marque le début du déclin de notre relation.

Peu après cet épisode, le gouvernement doit communiquer sur un sujet. Mais le protocole exige que cela soit fait devant les diplomates. C'est donc une prérogative de Cherif Mahamat Zene, mais il est absent. En principe, cette communication doit se faire en français et en arabe pour des raisons là encore protocolaires, mais la secrétaire d'État est arabo-phone. Je désigne alors le ministre de la Communication,

porte-parole du Gouvernement, Abderamane Khoullamalah, pour lire la version française et la secrétaire d'État pour la version arabe. Rien de plus !

Or que fait Cherif, alors même qu'il est absent ce jour-là ? Il démissionne, au prétexte que j'aurais empiété sur ses prérogatives. Même si cela avait effectivement été le cas, était-ce suffisant pour démissionner ? Le chef de l'État peut évidemment confier une mission de communication au porte-parole du gouvernement, puisque c'est son rôle, sans que cela soit perçu comme un affront ou une mise à l'écart.

Je crois en réalité que sa démission était préparée. La confiance était rompue. Il attendait juste une occasion pour partir. C'est regrettable, car nous étions dans un moment délicat pour notre pays, où l'intérêt général aurait dû l'emporter sur les ambitions personnelles. Je présume qu'il n'a pas eu cela à l'esprit en quittant le gouvernement.

Il n'y a eu aucune interférence dans son travail. Le Président peut décider et il revient au ministre d'appliquer.

Une chose est sûre : quand il était en poste, Cherif a procédé à de nombreuses nominations. Nominations que j'ai validées même si j'exprimais déjà des réserves, mais je respectais son choix. Il suffit aujourd'hui de regarder les décrets proposés par Cherif quand il était en poste pour voir qu'elles n'étaient pas équilibrées entre les communautés. Elles révèlent un défaut majeur de l'homme qu'il était...

Chérif est un grand diplomate, il a la carrure, il a le potentiel. Ses défauts sont le communautarisme, l'orgueil et qu'il reste difficile à gérer au quotidien, car il est colérique et souvent injuste. À cause de ces traits de caractère, il a créé un climat malsain au ministère lors de son passage.

Mahamat Saleh Annadif, qui l'a remplacé, est un excellent choix. Il a joué un grand rôle dans notre pays, il connaît le pays et les Tchadiens, il est rodé tant dans ses relations avec

l'administration qu'en matière diplomatique, puisqu'il a travaillé aux Nations unies.

Ce que j'apprécie particulièrement chez lui, c'est qu'il instaure un climat de confiance au sein du ministère, ce qui tranche avec son prédécesseur !

Aujourd'hui, il travaille à inclure tous les Tchadiens dans nos ambassades et dans nos représentations diplomatiques, quelles que soient leurs origines.

Je me réjouis de ce choix, qui redore l'image de notre pays à l'intérieur comme à l'extérieur.

## **Déceptions et ambitions personnelles : Abakar Manany**

En tant que Président, je me consacre exclusivement à la réussite de la transition, au développement de mon pays et à l'établissement de relations fructueuses avec l'ensemble des nations. Depuis mon accession à la magistrature suprême, je me suis rendu dans de nombreux pays à travers le monde, de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Europe, pour tisser des liens diplomatiques et économiques essentiels.

Nos échanges avec les Émirats, établis du temps du Maréchal, comportent des dossiers en suspens que je m'emploie à réactiver lors de ma première visite sur place. Ces dossiers, qui couvrent des prêts et des investissements dans des secteurs variés tels que l'énergie, l'agriculture et l'eau, nécessitent une attention particulière. Pour assurer leur suivi, je confie cette responsabilité à Abakar Manany, mon ministre d'État, conseiller à la présidence en raison de son expérience locale qui, je l'espère, facilitera les démarches.



Malheureusement, il s'avère que Manany agit selon ses propres intérêts, me forçant à reprendre personnellement le dossier en main lors d'une seconde visite sur place, sans lui.

Cette fois, je rencontre directement le Cheik Mohammed Ben Zayed Al Nahyane qui dirige les Émirats arabes unis. C'est un homme d'une grande humilité, qui saisit pleinement la situation. Je suis accompagné de tous les ministres concernés – énergie, finances, perspectives économiques, défense – et c'est à ce moment-là que nous concluons enfin des accords significatifs avec eux.

Ces accords se traduisent par l'acquisition de matériel militaire vital pour assurer la défense du Tchad, ainsi que par la réception de la première tranche d'une aide financière totale de 1,5 milliard de dollars, soit 150 millions de dollars.

En outre, nous bénéficions de la promesse d'un don de trois cent cinquante mégawatts en HGFO et de deux cents mégawatts d'installations photovoltaïques, avec la promesse d'investissements futurs dans l'agriculture et l'élevage tchadiens.

Nos relations avec les Émirats, ainsi renforcées, ne sont en aucun cas affectées par le conflit au Soudan. Mais Manany, mécontent de se voir retirer un dossier qui lui bénéficiait personnellement, tente maladroitement de relier ces dossiers au conflit soudanais, révélant ainsi ses ambitions politiques.

Pourtant en 2021, lorsque Manany me contacte pour la première fois depuis 2006 (année durant laquelle il avait été notre tuteur à moi et mon frère Adam à l'école militaire d'Aix-en-Provence), c'est pour présenter ses condoléances à la suite du décès du maréchal. À l'époque, je suis touché.

Plus tard, lors d'un de mes séjours en France, il me fait part de son désir de revenir travailler au pays, affirmant vouloir tourner la page sur certaines divergences du passé. Bien

qu'il aspire au poste de ministre des Affaires étrangères, je lui confie plutôt le rôle de ministre d'État, conseiller à la présidence. Je lui accorde ma confiance.

La suite me montrera que j'ai eu tort.

Sa trahison antérieure lorsqu'il avait incité Mohamed Hamdan Dogolo (connu sous le nom de Hemeti) à renverser le maréchal, ce que Hemeti avait refusé, aurait dû m'alerter. Mais son repentir paraissait sincère quand il m'a demandé d'entrer au gouvernement !

Chose incroyable, mais je sais aujourd'hui qu'il est allé voir Hemeti pour la même chose, alors même qu'il était dans mon gouvernement... Il ne faut pas s'étonner qu'il en dise autant de mal aujourd'hui !

Car plus fou encore : lors du Dialogue national inclusif et souverain, Abakar Manany est venu me donner des conseils en des termes particulièrement étonnants :

« Monsieur le Président, » a-t-il commencé, « vous êtes un très bon Président, et vous êtes le seul à faire consensus pour l'avenir de notre pays. Cependant, il y a un problème. L'Union africaine ne va pas accepter que vous vous présentiez aux élections si vous occupez le poste de Président de transition. J'ai entendu dire que vous envisagez de nommer Mahamat Hamid Koua comme Président de transition. Je trouve cela problématique que vous deux, issus de la même ethnie Zaghawa, vous vous succédiez. Je suggère que la transition soit confiée à une personne d'une autre ethnie, pour vous permettre de vous préparer à vous présenter aux élections. Si cela vous convient, je suis prêt à vous soutenir. »

C'est à partir de ce moment que j'ai saisi l'ampleur de ses ambitions. Voilà qui est vraiment Manany.

À la lecture de ces explications, qui ne sont que certains de ses agissements, vous comprendrez pourquoi je l'ai relevé

de ses fonctions, et pourquoi il n'a cessé d'œuvrer contre moi depuis.

## **La vraie fausse affaire des costumes**

Cette histoire, vraiment, est un symbole de la manipulation en politique ! Et derrière, on retrouve encore Manany.

Je n'ai jamais été un adepte des costumes. Je préfère de loin nos habits traditionnels, surtout en blanc, dans lesquels je me sens tout à fait à l'aise.

Manany, au contraire, en raffole. Quand il était dans mon cabinet, il est venu un jour accompagné de son tailleur, pour me dire que mes tenues traditionnelles... me vieillissaient ! Arguant que je devrais désormais porter des costumes, parce que j'étais chef de l'État.

J'ai eu beau refuser, à force d'insister, son tailleur prend grossièrement mes mesures pour me proposer un costume pour les grands événements, notamment lors de mes déplacements à l'étranger, dans les sommets.

Quelques jours plus tard, quelle n'est pas ma surprise : au lieu d'un costume, que je devais seulement essayer, c'est toute une série de complets que Manany apporte avec son tailleur ! Tous à ma taille... Je les ai portés deux ou trois fois en tout et pour tout, sans savoir comment Manany les avait achetés, ou bien auprès de quelle entreprise il avait négocié de se faire payer la facture. Je n'en savais rien, j'étais mis devant le fait accompli et sincèrement un chef d'État avait, je le pensais, mieux à faire que de s'intéresser à ce genre de détails.

Maintenant, vu le tapage médiatique autour de cette affaire absurde, il est évident qu'il a déformé l'histoire à son avantage, ou plutôt à mon désavantage, et que tout cela était probablement calculé, planifié.

Tout lien entre cette affaire cousue de fil blanc et une autre affaire de costumes offerts à un candidat à l'élection présidentielle française de 2012, ce qui contribue à le faire chuter pendant la campagne électorale, serait évidemment absurde... La ficelle est bien trop grosse.

J'ai un autre exemple de manipulation orchestrée par le même individu : Starlink.

Manany a laissé entendre que j'étais opposé à cette connexion satellite, alors qu'en vérité j'étais le premier à souhaiter signer une licence avec eux. Notre pays, qui a cruellement besoin de moyens de communication fiables pour son développement, ne pouvait se contenter de la fibre optique et des services insuffisants de deux opérateurs mobiles. Découvrant que Starlink est présent au Rwanda et au Nigeria, j'ai vu là une opportunité pour améliorer la connectivité pour nos citoyens, qu'ils soient en ville, en zone reculée ou dans le désert. J'ai donc interrogé Manany sur Starlink, ce à quoi il a répondu positivement, accueillant avec enthousiasme mon intention de l'introduire au Tchad !

Mon Directeur de Cabinet, Idriss Youssouf Boy, était sceptique, mais Manany et moi étions sur la même longueur d'onde. Ainsi, nous avons entamé les démarches. Grâce à ses contacts, Manany a rapidement mis en relation Starlink avec notre ministère de l'Économie numérique. Les travaux ont commencé, mais à son départ Manany a saboté le projet, persuadant Starlink que le Tchad, pays inhospitalier et pauvre, ne leur permettrait pas de réaliser des bénéfices, les dissuadant ainsi de venir.

Résultat des courses, Manany colporte que j'ai refusé les accords avec Starlink alors que j'en étais le plus chaud partisan. C'est une malhonnêteté flagrante de sa part. Je laisse cette affaire entre les mains de Dieu qui sera le juge de nos actes.

Si Manany n'avait pas médiatisé ces histoires à des fins politiques, je n'aurais pas jugé utile d'en parler dans ce livre. Mais puisqu'il l'a fait, je me devais de répondre et de rétablir la vérité sur ces affaires.

La trahison a le pouvoir de détruire, c'est une vérité indéniable. J'ai appris à mes dépens que la politique est faite de trahison et de manœuvres politiciennes souvent intéressées.

En tant que musulman, je m'efforce de suivre les enseignements de Dieu qui nous incite au pardon. En ma qualité de Président, il m'incombe de me placer au-dessus de ces considérations individualistes. Si mon objectif est de rassembler et d'apaiser les tensions parmi les Tchadiens, je me dois d'apprendre à pardonner. Pardonner est essentiel pour maintenir l'unité de notre nation. Cela peut s'avérer difficile, mais avec une Foi inébranlable en Dieu, en moi-même et dans les objectifs que je me suis fixés, je sais que c'est possible.

## **Les ambitions affichées de Moussa Faki**

Je ne vais pas résumer ici le DNIS et ses bienfaits. Ce n'est pas l'objet de cet ouvrage. Si vous me lisez, c'est sans doute d'ailleurs parce que vous en connaissez déjà les grandes lignes ou par simple curiosité pour certains. En revanche, j'estime nécessaire de vous livrer quelques clés pour comprendre le dessous des cartes.

J'ai déjà parlé plus haut dans ce livre de Moussa Faki, Président de la Commission de l'Union africaine qui a tenté de discréditer le CMT pendant les obsèques de mon père.

Comme d'autres, il prendra la parole lors de l'ouverture du DNIS pour expliquer tout ce qui s'est passé au Tchad

pendant les trente années écoulées. Pour lui, il s'agit de trente ans d'échecs répétés. Fort bien.

Moussa Faki oublie cependant de rappeler à la tribune qu'il a été directeur de cabinet de mon père. Qu'il a été Premier ministre sous mon père. Qu'il a été ministre des Affaires étrangères sous mon père durant neuf ans et que c'est encore mon père qui fera campagne auprès des autres chefs d'État africains pour qu'il devienne Président de la Commission de l'UA, et ce à deux reprises.

Ce discours m'a considérablement choqué. J'avoue que je n'ai pas encore compris cette trahison et ces mensonges. Peut-être pensait-il se dédouaner ainsi, voire renier son passé ?

La manœuvre n'est pourtant pas très habile. Moussa Faki est un acteur majeur de la vie politique tchadienne de ces trente dernières années. Si quelqu'un doit avoir quelque chose à se reprocher pour son action pendant cette période, c'est bien lui. Moi, durant tout ce temps-là, je n'étais qu'un lycéen, un étudiant puis un soldat sur le terrain !

Qui plus est, cracher sur un mort alors qu'il était un parent, un ami, un confident de mon père, est une honte. Il s'insulte lui-même. Il répondra, comme nous tous, de ses actes devant Dieu.

### **Mon engagement :** **Amener le pays à bon port**

Ce genre de péripéties, de manœuvres que je regrette profondément, ne me détournent pas pour autant des engagements que j'ai pris. Amener le pays à bon port. Cela passe par le retour à l'ordre constitutionnel.

Malgré les difficultés.

Malgré les trahisons.

Malgré les erreurs.

On a beaucoup parlé de l'affaire Idriss Youssouf Boy. C'est un ami d'enfance qui m'a accompagné partout, dans des moments difficiles comme dans des moments de joie. C'est pour cela que je l'ai nommé secrétaire particulier à la présidence dès mon entrée en fonction, car je savais pouvoir compter sur lui.

Malheureusement, Idriss a commis une faute, une faute grave se rendant coupable d'un détournement de treize milliards de FCFA avec la complicité du DG de la société des hydrocarbures du Tchad (SHT).

Ce sont les services de renseignements tchadiens qui détectent la fraude. Avec tous les détails : ce qui a été détourné, où et quand, dans quelle banque. Vu la gravité de l'affaire, ils me préviennent alors que je suis en déplacement à Kouri Bougoudi.

De retour à N'Djaména, je suis évidemment très choqué par cette affaire et déterminé à faire toute la lumière. Je convoque Idriss dans mon bureau.

« Idriss, as-tu détourné de l'argent de l'État à la SHT ? »

Après un long silence, Idriss me répond oui. Au moins on gagne du temps. Il sait que je sais et ne tente pas de se défilier. Il confirme que le montant en jeu est de treize milliards, le nom de son complice et son rôle, tout de ce que mes services avaient détecté et m'avaient signalé.

Cette affaire n'est pas une trahison personnelle ou de l'ambition, juste une tentation cupide. Idriss ne cherche pas à me nuire. Pris la main dans le sac, il avoue aussitôt. Cet acte m'affecte énormément. C'est quelqu'un sur qui je comptais beaucoup et en qui j'avais confiance.

Je lui offre une chance de se racheter en lui donnant 48 h pour rembourser. Nous sommes samedi, il a donc jusqu'à lundi pour remettre l'argent sur le compte de la SHT.

Et la sanction ? Un érudit que je consulte, un croyant comme moi, me dit que s'il rembourse l'argent détourné, il faut lui pardonner et ne pas l'humilier.

Malheureusement, Idriss ne rembourse pas l'argent lundi. Ni non plus mardi ou mercredi. Jeudi, je n'ai d'autre choix que de le faire arrêter par les services spéciaux avec son complice. Ils finissent en prison. Grâce à cela, à la pression que je leur ai imposée, l'argent est récupéré intégralement, ce qui est une première dans la lutte anticorruption au Tchad. Le tout en moins de dix jours.

Je ne tolère pas qu'on s'amuse avec l'argent du contribuable tchadien. Je ne tolère pas que l'on s'amuse avec l'argent du Trésor public.

On m'a reproché de ne pas les avoir livrés immédiatement à la Justice. Pourtant, c'était la seule chose qu'il y avait à faire. Si je les avais livrés « normalement » à la justice, soyons honnêtes, d'abord, l'argent aurait eu tout le temps de disparaître et n'aurait jamais pu être récupéré. Ensuite, c'est malheureux à reconnaître, mais quand vous disposez de telles sommes d'argent, vous pouvez payer un juge malhonnête ou corrompu un milliard ou même cinq milliards pour qu'il vous fasse sortir de prison et qu'il vous déclare innocent ! C'est une réalité dramatique, mais réelle dans nos pays.

Qu'on ne me fasse pas le procès de dire la vérité. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai pris la décision d'instaurer la séparation des pouvoirs dans la nouvelle Constitution que



les Tchadiens ont largement approuvée lors du référendum du mois de décembre 2023.

Avant cette nouvelle Constitution, c'était en effet le Président qui était aussi le Président du Conseil Supérieur de la magistrature et qui avait donc autorité sur les juges. Je ne trouvais pas cela normal.

D'ailleurs, preuve de ma position sur ce sujet et de ma cohérence, depuis que je suis Président de transition je n'ai présidé qu'une seule fois le Conseil Supérieur de la magistrature. Après cela, j'ai toujours délégué au ministre de la Justice de présider le conseil conformément aux textes en vigueur.

En réalité, pour moi, la démocratie passe par la séparation des pouvoirs. La Justice, c'est le pilier le plus important pour la stabilité et l'unité d'un pays. Sans la Justice, il ne peut y avoir de paix. C'est le règne de l'arbitraire. Et pour qu'il y ait la paix, il faut qu'il y ait une vraie Justice. Et pour qu'il y ait une vraie Justice, il faut que la Justice soit indépendante. Quand les trois pouvoirs joueront chacun indépendamment leur rôle, alors la démocratie et la liberté s'épanouiront pleinement.

Toujours pour être cohérent dans ma vision d'un Tchad plus juste et bien avant l'adoption de la nouvelle Constitution, j'ai relancé en 2023 le projet d'école de la magistrature pour former de nouveaux juges. Nous avons également engagé la construction d'un nouveau palais de Justice en 2024. Nous avons équipé les magistrats en armes de poing pour leur protection ainsi qu'en véhicules.

Quant à Idriss et à son complice, la Justice... les a acquittés pour vice de procédure en raison de l'arrestation et de l'incarcération illégale, qui a pourtant justement permis de récupérer l'intégralité de l'argent détourné.

Idriss m'a demandé pardon et je lui ai bien entendu pardonné. Vous avez compris comment je fonctionne, vous qui lisez ses lignes. Tout homme a ses qualités, mais aussi ses défauts. L'essentiel est d'avancer, de se repentir de ses erreurs et ne plus les recommencer. Je suis un réaliste pas un idéologue.

Malgré ce qu'il a fait, Idriss est et restera un frère et un ami qui m'a toujours soutenu. Nous sommes des pêcheurs, le plus important est de reconnaître ses erreurs et c'est cela qu'il m'a conduit à lui renouveler ma confiance en le nommant comme mon directeur de cabinet civil. Il a été franc avec moi, il a reconnu son tort, il a remboursé l'argent détourné et la justice l'a libéré pour vice de forme. J'ai été rassuré que cela ne se reproduise plus, alors je lui ai donné une seconde chance auprès de moi.

## **Les événements d'octobre 2022**

À la fin des travaux du DNIS qui m'a investi pour la deuxième phase de la transition, j'ai fait le choix de nommer M. Saleh Kebzabo, qui était une figure emblématique de l'opposition démocratique, au poste de Premier ministre du Gouvernement d'Union nationale, malgré les ingérences et les pressions intérieures et extérieures.

Je lui rends un hommage mérité pour son apport durant les quatorze mois où il a dirigé le gouvernement jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution dans l'esprit des résolutions et recommandations du DNIS.

Cette nomination nous a conduits aux événements malheureux du 20 octobre 2022 parce que le Dr Succès Masra voulait être Premier ministre, chose que j'ai refusée à l'époque, parce qu'il n'a pas reconnu la transition et n'a pas participé aux assises du DNIS.

Je regrette profondément ces événements qui ont mal tourné, même s'il ne s'agissait pas vraiment de manifestations, mais bien d'une insurrection. Une manifestation doit être déclarée et commencer d'un point A pour aller à un point B ! Une manifestation ne se fait pas la nuit !

Je regrette qu'une partie des gens qui n'ont pas participé au Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) ait préféré semer le désordre et la désolation dans la rue avec des armes et des machettes. Ce n'était pas une manifestation à ce moment-là, mais l'anarchie.

Je regrette aussi les conflits intercommunautaires et les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Tout cela a fait beaucoup de morts qui auraient pu et dû être évités.

Tous les pays du monde ont leur nord, leur sud, leur est et leur ouest. Tous les pays du monde ont leur diversité ethnique. Tous les pays du monde ont leur diversité religieuse.

Il faut qu'enfin les Tchadiens s'accordent de manière définitive. Nous en prenons désormais le chemin et c'est extrêmement positif. Mais je souhaite que nous ne répétions plus jamais les mêmes erreurs, que le souvenir de ces morts reste gravé en nous et que cette leçon douloureuse soit retenue. Notre avenir devra se construire tous ensemble, dans le dialogue et le respect du droit.

## **Le Tchad et la France**

Nos relations avec la France sont enracinées dans une histoire commune, marquée dès l'origine par la période coloniale. Cette vérité historique est bien connue et n'a jamais été occultée. À l'aube de notre indépendance, c'était sous

**l'égide du premier Président du Tchad qu'un accord de défense fut solennellement conclu avec la France, un pacte qui, jusqu'à ce jour, guide nos interactions bilatérales.**

**Il est de notoriété publique que certains critiques de cet accord ne le font pas par animosité envers la France. Plutôt, en l'absence d'arguments politiques convaincants, ils s'appuient sur un sentiment anti-français semblable à celui ayant cours dans certaines parties de l'Afrique, pour questionner la légitimité de nos institutions. Toutefois, il est essentiel de rappeler que le Tchad est une nation souveraine, parfaitement capable de réévaluer et, si nécessaire, de renégocier tout accord pour répondre aux aspirations de son peuple.**

**L'ère où notre sécurité dépendait exclusivement d'une aide extérieure est révolue. Notre armée, robuste et résolue, composée de valeureux hommes et femmes a prouvé, notamment lors du conflit avec l'armée de Kadhafi, que nous sommes pleinement capables de défendre notre souveraineté. Malgré des moyens limités et un équipement moins sophistiqué que notre adversaire, c'est la fermeté et le courage des forces tchadiennes qui ont assuré la protection de notre territoire lors de ce conflit.**

**Aujourd'hui, nous ne nous contentons pas de garantir la sécurité de notre pays, nous apportons également notre soutien à d'autres nations. L'idée que la présence française viserait à protéger un régime particulier est absurde. En réalité, les intérêts mutuels de la France et du Tchad façonnent nos relations. Le fait que les troupes françaises de coopération aient dû quitter plusieurs pays africains précipitamment ces derniers mois ne fait que renforcer notre position : la France a besoin de nous.**

**Mais nos relations ne s'arrêtent pas aux relations de coopération militaires, tant s'en faut. Nous avons nous aussi besoin de coopérations plus larges.**

Nous invitons explicitement les investisseurs français, ainsi que ceux du monde entier, à explorer les opportunités d'investissement au Tchad. Notre pays regorge de ressources, mais manque de capitaux nécessaires pour les exploiter et les valoriser ! L'arrivée d'investisseurs étrangers est essentielle pour créer des emplois et générer de la richesse pour le Tchad et les Tchadiens. Nous aspirons à établir des relations économiques basées sur des bénéfices mutuels et le respect réciproque, car c'est dans cette direction que réside l'avenir prospère que nous envisageons pour le Tchad et ses partenaires internationaux.

Le Tchad n'a aucun complexe dans ses rapports avec les États. Nous sommes un peuple fier de sa souveraineté et qui, dans le respect mutuel, coopère avec toutes les nations.

## **Le Tchad et le Soudan**

Concernant nos rapports avec le Soudan, notre position a toujours été celle de la neutralité, une ligne que nous entendons maintenir sans faille. Les liens entre le Tchad et le Soudan, chargés d'histoire, montrent que si grief il devait y avoir, ce serait du côté tchadien. Depuis 1966, les épreuves traversées par le Tchad ont souvent eu pour origine le Soudan. La première rébellion de 1966, le FROLINAT (Front de libération national du Tchad) naquit à Nyala et depuis, le Soudan a hébergé des rébellions tchadiennes jusqu'à la disparition du Maréchal. Même durant leur transition, l'actuel Président soudanais a tenté de fomenter une rébellion au Tchad. À l'inverse, le Tchad n'a jamais engendré de rébellion contre le Soudan. Nous avons toujours refusé d'offrir un refuge à de tels mouvements sur notre territoire.

Je suis consterné par la réaction de certains Tchadiens qui, méconnaissant la complexité de la situation, reprennent

sans discernement les accusations de quelques politiciens soudanais contre le Tchad, alors qu'ils devraient plutôt défendre leur propre nation. Ces critiques ne servent pas les intérêts du Tchad ni même ceux du Soudan.

Le Soudan, à mon avis, fait face aux conséquences de ses propres actions. Qui a créé les Janjawids ? Qui est responsable du massacre de plus de trois cent mille Soudanais au Darfour ? Cette milice fut établie sous le régime d'Oumar d'Al Béchir, avec Abdelfattah Al-Burhan en tant qu'intermédiaire clé. Et qui a mis en place les Forces de Soutien rapide (FSR) ? C'est encore Al-Burhan qui a suggéré à Al Béchir de les former en remplacement des Janjawids, une décision légalisée par une loi signée par Al Béchir lui-même. Les problèmes actuels entre la FSR et Al-Burhan sont donc le fruit de leur propre création.

Notre politique d'accueil des militaires soudanais fuyant le conflit, plus de deux mille hommes accueillis et rapatriés par avion, témoigne de notre neutralité. L'argument selon lequel nous prendrions parti dans ce conflit ne tient pas, étant donné notre hospitalité envers toutes les populations fuyant la guerre sans distinction.

L'initiative de construction d'un hôpital à Amdjarass, choisie pour sa proximité avec l'aéroport et donc pour des raisons de sécurité, illustre également notre engagement humanitaire. Cet hôpital, conçu pour être démontable, répond aux besoins des réfugiés et de la population locale, tout en projetant la construction d'une autre structure sanitaire à Abéché.

En conclusion, mon souhait le plus cher est que les Tchadiens cultivent l'amour pour leur pays, évitant de tomber dans le piège des intérêts politiques étrangers. L'arrestation de Tchadiens travaillant pour le renseignement soudanais souligne un manque de patriotisme préoccupant. Il est temps pour les Tchadiens de réaffirmer leur amour et leur

dévouement pour leur nation, plutôt que de se laisser aller à des discours dénigrants sur les réseaux sociaux. La patrie doit être notre fierté et notre priorité absolue.

## **Ingérences étrangères**

Le lecteur aura compris au fil de ces pages que le Président subit des pressions de toutes sortes, en particulier de ses amis ou de ceux qui se présentent comme tels. Si la France apparaît plusieurs fois dans ces pages, aux meilleurs comme aux pires moments, ainsi que l'Union africaine, le Qatar ou même les États-Unis, un autre pays européen a cherché à intervenir sur la vie politique intérieure tchadienne. Ou du moins son ambassadeur.

J'ai dû renvoyer l'ambassadeur d'Allemagne. C'est une décision rare, grave et lourde de sens. Mais ce qu'il est venu me dire, dans mon bureau, l'était tout autant si ce n'est plus.

Figurez-vous que l'ambassadeur d'Allemagne est venu me dire que je ne pouvais pas nommer un Premier ministre musulman alors que le Président, moi donc, était également musulman !

C'était de mon point de vue une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures du Tchad, ce que je lui ai dit clairement lors de l'audience qu'il avait sollicitée auprès de moi.

Le problème, c'est que mes paroles n'ont pas été comprises ou entendues. Ou les deux. Il a continué à faire passer ce message, notamment auprès de mon ministre des Affaires étrangères. Loin de servir la cause des chrétiens, il était en train de nous diviser. C'est pour cette raison que je l'ai renvoyé sans regret.

C'était de plus, pour un ambassadeur, fort peu diplomatique et fort peu habile.

La V<sup>e</sup> République du Tchad est bien la preuve que le dialogue entre hommes politiques tchadiens responsables, qu'ils soient du nord ou du sud, de l'est ou de l'ouest, musulmans, chrétiens ou animistes, est toujours possible.

C'est ce nouveau Tchad, fraternel et fier, que je veux construire avec les Tchadiens, pour offrir à tous et en particulier à nos enfants et à nos jeunes, un avenir meilleur.

## **Le respect dû aux anciens**

Le renouveau générationnel, sur fond d'émergence de partis politiques animés par de jeunes cadres, marque une évolution significative dans notre paysage politique, et c'est un bon signe de vivacité de notre démocratie.

En tant que croyant, je suis convaincu que rien n'est immuable. Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance jusqu'à nos jours, le passage de témoin s'est toujours effectué correctement.

En tant que jeune Président, je me trouve face à une jeunesse impatiente de prendre le relais, une impatience que je comprends tout à fait. Cependant, il est fondamental de rappeler que, dans notre culture africaine, le respect des aînés est une valeur incontournable. La transition du pouvoir est une nécessité, mais le respect dû à nos aînés en est également une.

Nous devons honorer nos aînés tant qu'ils sont parmi nous. Il est inacceptable que certains se permettent de manquer de respect à des figures telles que Kabadi, Kebzabo et Gali,



entre autres. Ces comportements ne font qu'insulter non seulement ces individus, mais également leurs familles. Avant de porter un jugement, il est crucial de se mettre à la place de l'autre. Nos aînés ont joué un rôle déterminant dans le développement de notre nation et à ce titre, ils méritent notre respect.

Mon accession à la présidence a bénéficié du soutien et de l'aide de ces aînés, qui continuent d'être une source de sagesse pour nous. Leur expérience et leurs conseils resteront précieux, même s'ils se retirent de leurs fonctions officielles ou de la scène politique. Leur vécu nous offre des leçons inestimables, enrichissant notre compréhension et notre approche des défis à relever.

Je suis pleinement engagé en faveur d'un renouvellement progressif, un processus que nous avons amorcé dès le début de la transition en intégrant des anciens, des jeunes et en veillant à une représentation équilibrée des femmes. Cette transition en douceur est, à mon sens, la voie à privilégier. Exclure brutalement nos aînés dès le départ serait non seulement contraire à nos principes religieux, mais également à notre culture. Nous, la nouvelle génération, sommes certes ambitieux et bien formés, mais l'expérience de nos aînés reste inégalée. Une relève progressive nous permet de prendre la pleine mesure des responsabilités qui nous incombent, suivant ainsi le chemin le plus sage vers l'avenir, tout en préservant le lien précieux avec nos aînés.

## **Les chefferies traditionnelles**

Nos relations avec les chefferies traditionnelles revêtent également une importance stratégique dans la gestion des affaires internes. Nous avons pris la décision de suspendre la création de nouvelles chefferies traditionnelles pour une

période de cinq ans. Cette mesure découle de l'observation que bon nombre des conflits communautaires dans le monde rural sont directement liés à l'augmentation excessive du nombre de chefferies, en particulier celles sans terre. Cette prolifération a souvent été la source de tensions entre communautés. En suspendant leur création, nous visons à endiguer cette source de conflit.

Ayant servi aux côtés du feu maréchal pendant dix-sept ans, j'ai pu, au fil des tournées officielles, développer une compréhension approfondie du travail avec les chefferies traditionnelles. Je considère ces expériences comme une école précieuse, m'ayant formé à interagir efficacement avec ces instances. Je tiens en haute estime la majorité des chefs traditionnels, reconnaissant leur compétence et leur dévouement au service des communautés. Ils bénéficient de mon admiration et de mon encouragement constant.

Lors de mes visites dans les vingt-trois provinces, j'ai eu l'opportunité de rencontrer les responsables des chefferies traditionnelles, à qui j'ai toujours transmis un message de paix et de coexistence pacifique. Je les ai exhortés à prendre les devants dans la résolution et la prévention des conflits. Leur engagement dans ces rôles a été exemplaire et je leur rends un vibrant hommage pour leur contribution au maintien de la paix.

Le cas des successions après le décès d'un chef, comme ce fut le cas pour le Sultan Tahir Abdramane Haggar (que son âme repose en paix), a représenté un défi personnel, familial et communautaire. Lors de ma visite pour présenter mes condoléances, j'ai encouragé la communauté à sélectionner de manière consensuelle leur nouveau sultan, sans intervenir dans leur décision. Malgré la présentation initiale de deux candidats que j'ai refusé de départager, la communauté a finalement uni son choix qu'elle m'a

présenté avec des procédures clairement établies. J'ai respecté et officialisé ce choix, illustrant ainsi notre gestion délicate de cette situation épineuse. Par la grâce du Tout Puissant, nous avons surmonté cette épreuve, témoignant de sa protection bienveillante.

## **CHAPITRE V**

# **L'HEURE DU BILAN**

Général d'armée, je n'imaginai pas aller plus loin au service de mon pays que Chef d'État-Major des armées. Le destin en a décidé autrement avec la mort tragique et brutale de mon père.

C'est pour faire mon devoir que j'ai accepté de prendre la tête du Conseil Militaire de Transition (CMT) dans l'intérêt du Tchad et des Tchadiens dans un contexte tumultueux. J'ai déjà eu l'occasion de l'écrire et de le dire, face aux obstacles, je ne me dérobe pas.

Le 20 avril 2021, j'ai été confronté à la perte tragique du Président Idriss Déby Itno, mon père, tombé alors qu'il défendait notre nation contre l'attaque des rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) dans le nord-ouest du pays. Dans ce contexte incertain, je rappelle que j'ai pris la tête du CMT, composé de quinze membres, chargés d'assurer la sécurité nationale et d'organiser le dialogue national inclusif et souverain (DNIS).

Ma nomination en tant que Président du Conseil Militaire de Transition puis Président de la transition répondait à un besoin crucial d'unité et de paix dans notre pays. On m'a reconnu pour ma capacité à fédérer et à rétablir la paix, espérant que mon humanité et ma rigueur militaire seraient utiles en ces temps instables.

Mon objectif principal a été de restaurer la paix sur le territoire national et de poser les fondations d'un Tchad renouvelé, uni et fort. Nous, soldats, connaissons mieux que quiconque la valeur de la paix.

## **Préserver et renforcer l'unité nationale**

Pour résoudre enfin les tensions politiques et sceller l'union nationale, j'ai défini dès mon premier discours à la nation quatre phases claires de la transition :

1. Mettre en place des institutions de façon inclusive ;
2. Dialoguer avec tous les Tchadiens ;
3. Élaborer ensemble une nouvelle Constitution ;
4. Faire des élections libres et transparentes.

J'ai commencé par établir les organes de transition, suivi de la mise en place du Dialogue national inclusif et souverain (DNIS), un référendum constitutionnel couplé à la forme de l'État, puis enfin l'organisation des élections présidentielles, législatives et locales.

Convaincu que la sécurité est essentielle à la paix, j'ai œuvré pour maintenir une cohésion sociale, tendant la main aux différents acteurs sociaux et politiques. Ainsi, en réponse à des discussions franches et constructives, le 4 octobre 2021, le gouvernement de transition et les syndicats ont signé le Pacte social triennal, marquant un engagement vers une paix sociale durable.

J'ai également initié le Comité d'organisation du dialogue national inclusif (CODNI) et le Comité technique spécial (CTS) qui durant un an ont permis tous les dialogues dans les vingt-trois provinces du Tchad, au sein de la diaspora et avec les politico-militaires. Ces dialogues ont permis l'organisation du DNIS pour rassembler les diverses parties prenantes du Tchad et pour former un consensus national sur des questions cruciales telles que la réforme constitutionnelle et les plans électoraux. Ce forum a joué un rôle clé dans l'instauration de la paix et l'accord de droits comme celui de manifester. Petit à petit, après des années de

conflits et de tumulte, un chemin vers l'unité et la stabilité a pu être trouvé.

J'ai en outre créé la Commission nationale chargée de l'Organisation du Référendum constitutionnel pour respecter la promesse de début de transition. Enfin, l'accord de Kinshasa, signé le 31 octobre 2023, a été un moment crucial, marquant une étape vers une résolution pacifique impliquant tous les acteurs.

La gestion des conflits interethniques ou régionaux a été une priorité absolue, conduisant à deux années sans alerte sécuritaire et à la stabilité d'un pays désormais en paix. Les décisions prises durant cette période de transition démontrent, je l'espère, ma volonté de réaliser une rupture réelle dans la pratique politique et la gouvernance du Tchad. Au-delà de cette volonté, j'espère que les faits, mon bilan, parlent pour moi et pourront vous convaincre. Je connais et comprends les doutes, j'y réponds par l'action au quotidien.

## **Assurer la gouvernance du pays**

En tant que Président du Tchad, je suis fier de constater que notre pays est le seul en Afrique à avoir réussi une transition sans jamais être sanctionné ni par la Communauté économique des États d'Afrique centrale ni par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ni par la Communauté européenne ni par les nations unies d'ailleurs.

L'ensemble des accords signés et des décisions actées durant cette phase de transition ont permis de revoir la gouvernance mise en œuvre au Tchad. Avec comme premier jalon les résolutions prises à la suite du DNIS, en ayant

comme volonté affichée la pérennisation de la démocratie et de la justice sociale.

J'ai effectué durant la transition le tour des vingt-trois régions du pays afin d'être le plus au fait possible des réalités locales ainsi que des conditions de vie et de travail des Tchadiens dans toute leur diversité. J'ai su démontrer mon attachement aux traditions et aux valeurs africaines et ma volonté protectrice des droits de l'homme. Certes, beaucoup reste à faire, mais je suis convaincu que nous sommes sur le bon chemin.

Par ailleurs, les priorités de la transition ont été maintenues avec comme résultat du DNIS le vote de la nouvelle Constitution du Tchad le 17 décembre 2023, étape importante pour achever le processus permettant le renforcement des institutions démocratiques de l'État. Je suis ravi que les Tchadiens aient voté pour une Constitution donnant une plus grande latitude de décision aux provinces. Cela montre leur attachement à notre nation, notre identité commune et à la réussite de ses territoires dans toutes leurs composantes.

Afin de transcender les divergences et les diversités, j'ai œuvré pour plus d'inclusivité des Tchadiens dans leur diversité ethnique, religieuse et culturelle selon un modèle de gouvernance fédérateur et apaisé.

Le but n'a cessé d'être l'équilibre des pouvoirs afin que le pays se dote d'institutions fortes et républicaines permettant d'instaurer une démocratie solide reposant sur un État décentralisé. En déployant une gouvernance locale efficace, une juste représentativité au sein de la République est assurée.

Enfin, j'ai fait de la moralisation de la vie publique une priorité de cette transition. Dans un souci d'amélioration de la gouvernance du pays et pour l'intérêt supérieur de la



nation, les premières pierres d'une politique exigeante de lutte contre la corruption et l'impunité ont été posées. Pour ce faire, le 1<sup>er</sup> août 2023, une autorité indépendante de lutte contre la corruption a été créée afin de bannir les mauvaises pratiques administratives pour en finir de manière intranquillante avec l'arbitraire, l'injustice et le communautarisme. Pour gagner aussi la confiance des investisseurs étrangers et les convaincre de s'implanter au Tchad.

## **L'impérieuse nécessité de réformer et moderniser**

En période de transition, les financements extérieurs sont limités et le pays fait face à de nombreux défis.

Aussi, à côté des dialogues, des institutions et des mesures sécuritaires, les populations sont en droit d'attendre des dirigeants que nous sommes des actes concrets qui améliorent leur quotidien.

Humblement et avec les moyens dont nous disposons, j'ai pu impulser des actions importantes pour notre développement. J'aimerais en rappeler quelques-unes sans être exhaustif.

Il est indéniable que le coût de la vie a augmenté au Tchad. J'ai d'ailleurs reconnu la nécessité de stabiliser notre économie et d'améliorer les conditions de vie des citoyens. À cet effet, j'ai mis en œuvre de nombreuses réformes.

Sachant qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité, j'ai augmenté le budget de l'armée durant la transition. La réforme de l'armée et de la police, initiée le 31 août 2021, a permis d'augmenter leurs effectifs ainsi que de revaloriser leurs salaires et pensions. J'ai aussi pris des mesures pour assurer une représentativité plus équitable de toutes les

composantes de la population tchadienne au sein de l'armée et de la police.

Dans le secteur de la santé, le Tchad a obtenu une subvention d'environ 36 milliards de francs CFA du Fonds mondial pour renforcer notre système de santé jusqu'en décembre 2024. Ces fonds nous permettent notamment de continuer à offrir gratuitement les traitements antirétroviraux et antituberculeux.

Concernant l'éducation, j'ai réaffirmé la gratuité de l'école publique pour garantir l'égalité des chances, l'éducation reste notre priorité majeure pour développer le Tchad. La réforme prioritaire du Pacte de Partenariat de la République du Tchad vise à transformer la qualité et la prestation des services éducatifs. L'accent est mis sur l'éducation des filles et des enfants vulnérables. En outre, la réforme en cours dans l'enseignement supérieur est conçue pour en faire un outil efficace d'insertion professionnelle pour les jeunes.

Sur le plan énergétique, le Projet d'Accroissement de l'Accès à l'Énergie au Tchad (PAAET) vise à augmenter l'accès à l'électricité et aux solutions de cuisson propres. Ce projet permet l'expansion de l'électrification de N'Djaména et de douze autres villes, ainsi que l'accès à l'électricité dans d'autres localités, y compris celles proches des camps de réfugiés. Des investissements publics et privés renforcent nos capacités de production et de distribution d'électricité.

Nous avons initié le développement et la modernisation de l'agriculture, de l'élevage, de l'énergie et des mines pour assurer l'autosuffisance alimentaire et l'indépendance économique, essentielles à notre souveraineté nationale.

Pour rapprocher les villes entre elles, de nombreux chantiers routiers ont été lancés, y compris la construction de routes et de voiries urbaines, dans les vingt-trois provinces, les chantiers ont repris et l'objectif est de désenclaver le Tchad et de relier toutes les capitales de provinces entre elles et avec l'extérieur.

Dans le but de réduire le fossé numérique, la modernisation des services de l'État s'est traduite par l'informatisation des régies.

J'ai également fait de la jeunesse une priorité en accordant des subventions pour le développement de projets pour les moins de vingt-cinq ans et en favorisant leur recrutement dans la fonction publique, la police et l'armée.

La place des femmes dans la vie publique et sociale a été réaffirmée, notamment avec la signature d'un arrêté le 30 août 2021 pour la création du Programme national d'Autonomisation économique et sociale des Femmes (PNAESF).

Enfin, les pensions des retraites ont été revalorisées et leur paiement mensualisé dès 2022. En 2023, les pensions minimales ont été augmentées de 32 200 francs CFA à 60 000 francs CFA.

## **Le Tchad, carrefour incontournable de l'Afrique centrale**

Depuis que nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité ont chassé les rebelles, j'ai renforcé les frontières du Tchad et leur contrôle pour prévenir toute nouvelle incursion. Je suis pleinement conscient de l'impact des bouleversements politiques dans les pays voisins du nôtre et j'ai fait de la stabilité et de la sécurité mes priorités. Je regarde également très attentivement les actions menées par les acteurs internationaux sur le continent africain, qui est l'objet d'un intérêt géopolitique renouvelé ces dernières années. Face à ces jeux et aux guerres d'influence, il nous faut rester lucide et n'avoir comme seule boussole que la souveraineté du Tchad et le bien être des Tchadiens.

Malgré nos défis intérieurs, j'ai gardé les portes du Tchad ouvertes pour accueillir les réfugiés du Cameroun, de la République centrafricaine, du Nigeria et du Soudan, leur offrant une aide fraternelle en coopération avec l'aide humanitaire internationale : au total le Tchad n'accueille pas moins de deux millions de réfugiés. Cette démarche a réaffirmé notre solidarité envers nos voisins. Nous avons mis en place diverses mesures pour bien accueillir et sécuriser les réfugiés, tout en garantissant une répartition équitable des ressources reçues. Il s'agit d'un effort substantiel pour un pays comme le Tchad.

Au cours de la transition, j'ai affirmé la volonté du Tchad d'être un acteur fiable et majeur en Afrique. Nous avons su conserver le soutien de la Communauté économique des États d'Afrique centrale, de l'Union africaine et d'autres organismes internationaux.

J'ai également veillé à ce que le Tchad participe activement à diverses réunions, organisations et sommets internationaux, augmentant ainsi nos initiatives diplomatiques et nos coopérations régionales.

Grâce à cette diversité de soutiens internationaux, le Tchad s'est positionné comme un carrefour du monde. Il parle à tous et est respecté de tous, avec pour unique objectif, je le répète, l'intérêt du Tchad et des Tchadiens.

## **La dernière étape de la transition**

Les défis majeurs de cette transition ont été relevés. Faisant preuve à la fois d'indulgence et de fermeté, j'ai à cœur d'améliorer la situation politique, économique et sociale du Tchad en recherchant toujours l'intérêt supérieur de la nation. Refusant de sombrer dans la division, j'ai tiré les leçons du passé pour bâtir une nation unifiée. Une ambition illustrée par la nomination du Dr Succès Masra comme Premier ministre.

J'ai souhaité m'imposer comme un homme de réalisations, déterminé à atteindre les résultats et objectifs fixés, impulsant ainsi une nouvelle ère de réformes pour le pays. Président, je reste cependant un officier, un militaire. Je planifie et je conduis.

À l'issue de la transition, de nombreux enjeux demeurent, mais mon engagement est de guider le Tchad vers une ère de stabilité, de prospérité et de justice.

Les premières marches du renouveau du Tchad sont déjà posées pour amorcer sa refondation.

**CHAPITRE VI**

**MA VISION**  
**POUR LE DEVENIR**  
**DU TCHAD**

J'aimerais désormais vous parler du futur, de notre futur commun...

Dans le sillage des événements tragiques du 20 avril 2021, j'ai embrassé le destin de notre nation guidé par une détermination inébranlable à unir et à fortifier le Tchad. Portant le poids de cette responsabilité immense, je me suis dédié avec une force renouvelée et une détermination sans faille à la tâche de mener notre pays vers un avenir prometteur. Conscient de l'impact de mes décisions sur notre communauté et sur le quotidien de chacun, j'ai pleinement intégré mon rôle, au service de chaque citoyen tchadien.

Candidat à l'élection présidentielle, je souhaite représenter pour chaque compatriote l'espoir d'un pays uni, d'une nation rassemblée dans la diversité de ses croyances, de ses cultures et de ses convictions politiques.

Ma campagne s'appuie sur les enseignements du Dialogue national inclusif et souverain que j'ai initié et accompagné tout du long. Une démarche qui a culminé avec l'adoption d'une nouvelle Constitution lors du référendum du 17 décembre 2023. Cette étape marque le début d'une ère de démocratie apaisée, où la liberté d'expression est désormais sacro-sainte.

Les nominations successives de grandes figures de l'opposition au poste de Premier ministre symbolisent notre engagement en faveur de l'unité nationale et notre désir de coconstruire tous ensemble le Tchad de demain, celui de nos enfants.

Ces derniers mois ont été marqués par une lutte acharnée pour la paix et la sécurité, établissant le Tchad comme un havre de paix dans une Afrique et un monde en tumulte, ce grâce à une diplomatie audacieuse, ouverte à tous et respectée.



Ma candidature se veut celle de tous les Tchadiens, partisans ou non, de tous les recoins du Tchad et de la diaspora, de toutes les cultures et de toutes les religions. De celles et ceux qui veulent voir avancer le Tchad vers un développement harmonieux, en paix, juste, solidaire et uni.

Face aux défis qui attendent le Tchad, je ne prétends pas que notre chemin sera exempt d'obstacle. Nous aspirons à une société où l'emploi est accessible à tous, où l'électricité et une éducation de qualité sont des droits inaliénables, où chaque citoyen a accès à des soins de santé dignes et où l'agriculture et la sécurité publique sont renforcées. La lutte contre la corruption et l'ancrage de valeurs démocratiques sont également au cœur de nos priorités.

La jeunesse du Tchad, avec son énergie et son enthousiasme, est le pilier de notre avenir. En tant que futur Président, je m'engage à m'attaquer résolument à ces enjeux cruciaux avec la conviction que seul l'effort collectif nous permettra de réaliser ces ambitions.

Nous sommes un peuple uni par la fierté de notre héritage, de nos familles et de nos fois. Ensemble, nous œuvrerons pour un Tchad plus serein, ambitieux et prospère.

## **La sécurité garantie de liberté**

La sécurité de notre nation est la pierre angulaire sur laquelle reposent l'unité, le développement et le rayonnement international du Tchad.

Pendant ma présidence de la transition, j'ai pris à cœur de garantir la sécurité à tous les niveaux, conscient que la paix

sociale permet à chacun de s'épanouir personnellement et professionnellement pour regarder vers l'avenir avec optimisme.

Face aux défis régionaux, j'ai œuvré avec fierté pour assurer la paix à nos frontières et maintenir l'ordre à l'intérieur, tout en renforçant nos alliances militaires et en modernisant nos forces de défense.

Mon action dans ce domaine ne s'est pas arrêtée là : j'ai initié une réforme profonde de nos forces armées et de la police. Je souhaite désormais les valoriser en les engageant au service des citoyens, notamment dans des secteurs vitaux tels que l'énergie, la santé et l'éducation.

Pour soutenir cette vision, je propose la création d'une communauté de la Protection nationale fédérant tous les acteurs de la sécurité, les élus, les chefs coutumiers et des figures majeures de la société civile pour bâtir ensemble un Tchad sécurisé et prospère.

### **Ma quête pour la justice et l'équité**

Depuis deux ans, je me suis fixé comme objectif de bâtir une démocratie sereine et équitable. Comme je l'ai démontré dans les chapitres précédents de ce livre, je me suis dévoué corps et âme pour le bien-être du Tchad et de ses habitants, dans le respect absolu de tous, des institutions, des droits humains et en permettant l'expression libre des oppositions. Le fait que Succès Masra, après de longs pourparlers constructifs entre nous, soit désormais Premier ministre, en est une preuve flagrante. Ce scrutin présidentiel s'inscrit dans cette démarche, faisant écho au succès du récent référendum.

La corruption, cette préoccupation quotidienne qui mine notre gouvernance, est un fléau que je me suis engagé à éradiquer. Dès le début de la période de transition, nous avons posé les premiers jalons de cette action avec la création de l'Autorité indépendante de Lutte contre la Corruption en août 2023. Vous avez compris dans ces pages, avec les exemples concrets que je vous ai livrés, pourquoi c'était important de confier cette tâche à une autorité indépendante. Nous la renforcerons.

Mais il est clair que la mise en place d'une telle institution ne suffira pas. Mon ambition est de doter chaque secteur public d'une administration robuste, capable de prévenir, de surveiller et si nécessaire de punir toute tentation de corruption.

Pour renforcer cette lutte, plusieurs mesures seront adoptées, incluant une politique de carrière pour les fonctionnaires basée sur l'exemplarité, le renforcement de l'autorité indépendante par la création d'un parquet national financier et l'utilisation des dernières technologies pour réguler les procédures dans le secteur public. Je compte également sur le soutien de vous tous, citoyens tchadiens, pour dénoncer toute irrégularité.

Je suis résolu à éliminer ce frein majeur à notre développement en gouvernant avec intégrité et justice pour tous.

L'équité et la justice sociale sont les soubassements de la paix sociale au Tchad et nous devons la garantir à tous.

## **Libérer l'énergie d'entreprendre**

Mon ambition est également de forger un avenir prospère pour le Tchad et les Tchadiens en pensant en particulier aux plus jeunes de nos compatriotes. C'est de leur avenir qu'il est question. Pour cela, je veux dynamiser notre économie par la diversification.

Je m'engage à créer un cadre favorable à la créativité, à la compétitivité et à l'entrepreneuriat, avec un accent particulier sur la jeunesse, source d'énergie et d'innovation. Je prévois de renforcer nos infrastructures économiques et de promouvoir les partenariats public-privé essentiels pour attirer les investissements.

Les zones franches, un réseau internet national haut débit et les Maisons des Entrepreneurs sont des initiatives clés pour stimuler cet élan entrepreneurial, notamment chez les jeunes, moteurs de notre croissance économique future.

Cette unité enfin, devra prendre en compte nos diversités en développant une démocratie locale fondée sur une décentralisation réelle et efficace des services, des ressources humaines et de l'autonomie financière.

## **L'éducation, garante de l'avenir**

L'éducation est également au cœur de mon engagement pour le Tchad. C'est une priorité que je souhaite élever au rang de grande cause nationale. Convaincu par la valeur de notre système éducatif et le dévouement de nos enseignants, je m'engage à lutter contre l'analphabétisme,

assurant que chaque jeune Tchadien atteigne l'âge adulte en sachant lire et écrire.

Mon plan inclut l'obligation scolaire pour les cinq-dix ans, en mettant un accent particulier sur l'éducation des filles, le renforcement de l'apprentissage de la lecture et l'importance de la dictée.

Par ailleurs, j'entends revaloriser le statut des enseignants et intégrer pleinement nos jeunes dans le programme « Tchad connecté », ouvrant également l'accès aux Maisons des entrepreneurs à nos lycéens et étudiants pour forger un avenir prospère, soutenu par une éducation de qualité.

## **Le Tchad, grande nation agricole**

Nourrir notre pays est une mission qui me tient profondément à cœur. Enfant, je conduisais les bêtes de mon oncle au puits en me levant avant l'aube, tous les jours. Je suis profondément attaché à la terre et convaincu que le Tchad est une grande nation agricole.

L'agriculture et l'élevage sont prépondérants dans notre PIB. Ils représentent une source majeure d'emplois. Je m'engage à transformer et à développer durablement ces secteurs, en mettant l'accent sur des filières agricoles prioritaires et sur l'amélioration des infrastructures.

L'élevage, pilier stratégique de notre économie, bénéficiera de mon action. L'objectif est d'améliorer les conditions d'exploitation et d'encourager la reforestation, essentielle pour notre équilibre environnemental.

Avec le programme « Tchad connecté », je veillerai à ce que nos agriculteurs et nos éleveurs disposent des outils

technologiques nécessaires pour affronter les défis climatiques et pour poursuivre le développement de leurs filières. Nous devons créer davantage de valeur ajoutée en local.

Avec ses deux mamelles, le Tchad peut et doit assurer sa souveraineté alimentaire

## **La santé pour tous**

Améliorer l'accès aux soins pour chaque Tchadien est une priorité qui me tient à cœur. Je refuse de voir encore des mamans désespérées, des aînés démunis ou des malades sans accès aux traitements.

Par ailleurs, l'espérance de vie au Tchad n'atteint pas soixante ans. C'est inacceptable.

Durant la période de transition, j'ai lancé une ambitieuse réforme pour élargir l'accès aux soins, affronter les défis posés par les maladies chroniques et les épidémies et améliorer les efforts de prévention.

Mon plan d'action pour accélérer cette réforme comprend le soutien au programme « Renforcement du système de Santé » visant à améliorer les capacités de cent centres de santé.

Je m'engage également à promouvoir la prévention à travers une campagne nationale de dépistage et de traitement des maladies non transmissibles, appuyée par la « Caravane 3.0 de la Prévention » qui parcourra nos vingt-trois provinces. En outre, je souhaite établir un véritable secteur de recherche médicale pour anticiper et combattre les maladies.

L'importance de prendre soin les uns des autres, de vivre dans la solidarité intergénérationnelle est une valeur que je chéris profondément. La santé n'est pas seulement une dépense, mais un investissement dans le progrès humain et le bien-être de notre nation.

La Couverture santé universelle est un programme ambitieux et sera le fondement de la santé de demain.

## **Le Tchad, carrefour de l'Afrique et du monde**

Positionner le Tchad comme un modèle de développement sur la scène internationale est un de mes objectifs prioritaires depuis que j'ai pris les rênes de notre nation. Nous jouissons désormais d'une paix durable grâce au dialogue instauré avec toutes les parties prenantes pendant ces deux années. Le résultat est là, salué par l'ensemble de la classe politique tchadienne, mais aussi par les observateurs internationaux.

Le Tchad, berceau de l'humanité est situé au carrefour du monde, il est un nœud vital entre le nord et le sud de l'Afrique, entre ses faces est et ouest, collaborant étroitement avec ses partenaires du Moyen-Orient.

Le Tchad doit utiliser sa position stratégique pour amorcer son développement économique en devenant un hub aéroportuaire, de télécommunications et de transports, tel un pont au centre de l'Afrique.

Je m'engage à renforcer notre influence au sein des organisations africaines, à solidifier nos relations avec nos voisins, à explorer de nouveaux partenariats et à maintenir le respect mutuel avec les grandes puissances.

Enfin, je veux célébrer notre identité et notre diversité à travers un festival international des arts qui sera un outil de diplomatie culturelle, confié à la jeunesse tchadienne pour promouvoir la fraternité et la joie.

## **Avec vous pour un Tchad nouveau**

Ces deux dernières années, avec le soutien de tous les Tchadiens et dans un esprit d'unité, nous avons réussi la réconciliation nationale en jetant les bases d'un nouveau chapitre démocratique pour le Tchad. Un Tchad uni dans ses diversités, un Tchad réconcilié, un Tchad de justice et de solidarités.

Je me présente devant les Tchadiens pour un mandat de cinq ans, porté par un projet ambitieux axé sur notre jeunesse, pilier de l'avenir du pays.

Ce programme est celui des Tchadiens autant que le mien. Il est aussi celui de tous ceux qui, partenaires, souhaiteraient contribuer au développement de notre pays avec respect et bienveillance. J'invite chacun à y contribuer, pour bâtir ensemble un Tchad uni, prospère et heureux.

Vous savez désormais qui je suis, vous savez désormais ce que je veux pour le Tchad. Fier de mon passé, mais en ayant tiré les conséquences pour bâtir ici un avenir meilleur, tous ensemble pour un Tchad uni et plus fort.



# DE BÉDOUIN À PRÉSIDENT

Devenu chef de l'État dans des circonstances dramatiques en avril 2021, c'est à la fois son parcours et ses rêves que nous confie Mahamat Idriss Déby Itno.

Le ton est direct, les faits bruts et la vérité nue.

Fidèle à ses habitudes de soldat, l'homme se livre entièrement et sans rien esquiver. Il nous raconte son enfance de jeune bédouin, son rapport à son père qui a dirigé le Tchad pendant des décennies, ses combats épiques, les intrigues et complots de palais ou encore le cynisme de la politique internationale.

Mais surtout, il nous partage sa fierté d'avoir entamé une transition politique paisible, consensuelle et inclusive dans son pays, et réconcilié son peuple après des années de violences répétitives. Il nous partage enfin sa vision de l'avenir et ses ambitions.

Un itinéraire hors norme et un récit rafraîchissant par son honnêteté.

L'homme dit tout, assume tout, rêve grand.

*Né le 4 avril 1984 à N'Djamena, le général d'armée Mahamat Idriss Déby Itno préside la transition tchadienne depuis le 20 avril 2021.*

*Formé à l'École des officiers interarmées «GMIA», ainsi que dans plusieurs autres écoles au Tchad, en France et en Ukraine, Mahamat Idriss Déby Itno a su grimper les échelons de la hiérarchie militaire.*

*Son leadership s'est particulièrement manifesté lors de son commandement en second des Forces Armées Tchadiennes en Intervention au Mali (FATIM), où il a démontré de réelles compétences militaires.*

*Sa désignation à la tête du Conseil militaire de transition par les chefs de grandes formations militaires du Tchad et son investiture comme président de transition par le dialogue national inclusif et souverain témoignent de sa capacité à diriger le pays dans un contexte marqué par des défis terroristes et sécuritaires majeurs.*

*Le général Mahamat Idriss Déby Itno a gagné le pari de la stabilité, du dialogue et de la réconciliation entre les fils et filles du Tchad, et guide son vaste pays pour relever les défis du développement et de la prospérité.*



VA-EDITIONS.FR

16 €



9782360933259